



# **Programme d'allégement 2018 (PA 2018)**

**Rapport du Conseil-exécutif  
au Grand Conseil  
du 28 juin 2017**

**N° d'ACE 693/2017**

## TABLE DES MATIÈRES

|            |                                                                                                            |           |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1.</b>  | <b>RECAPITULATIF .....</b>                                                                                 | <b>4</b>  |
| <b>2.</b>  | <b>SITUATION INITIALE .....</b>                                                                            | <b>9</b>  |
| <b>3.</b>  | <b>OBJECTIFS DU PA 2018 .....</b>                                                                          | <b>14</b> |
| <b>4.</b>  | <b>CALENDRIER .....</b>                                                                                    | <b>16</b> |
| <b>5.</b>  | <b>METHODE.....</b>                                                                                        | <b>17</b> |
| 5.1        | Quatre analyses .....                                                                                      | 18        |
| 5.2        | Analyse 1 : analyse comparative intercantonale.....                                                        | 18        |
| 5.3        | Analyse 2 : analyse de marge de manœuvre .....                                                             | 20        |
| 5.4        | Analyse 3 : analyse de croissance des coûts .....                                                          | 21        |
| 5.5        | Analyse 4 : analyse de faisabilité .....                                                                   | 22        |
| <b>6.</b>  | <b>DISCUSSION DES CONCLUSIONS DES ANALYSES AU CONSEIL-EXECUTIF .....</b>                                   | <b>25</b> |
| <b>7.</b>  | <b>RESULTAT DU PA 2018 .....</b>                                                                           | <b>26</b> |
| <b>8.</b>  | <b>RÉSULTAT CHIFFRE DU PA 2018 ET DU BUDGET 2018 / PIMF 2019-2021 .....</b>                                | <b>29</b> |
| 8.1        | Résultat intermédiaire de l'élaboration du budget 2018 / PIMF 2019-2021 .....                              | 29        |
| 8.2        | Combinaison du résultat du PA 2018 avec le résultat intermédiaire du budget<br>2018 / PIMF 2019-2021 ..... | 30        |
| <b>9.</b>  | <b>APPRECIATION DES RESULTAT DU PA 2018 ET PERSPECTIVES.....</b>                                           | <b>31</b> |
| 9.1        | Appréciation des résultats du PA 2018 .....                                                                | 31        |
| 9.2        | Effets de mesures d'allègement supplémentaires sur l'offre de prestations<br>publiques .....               | 33        |
| 9.3        | Champs d'activité présentant un potentiel d'optimisation .....                                             | 40        |
| 9.4        | Examen politique à venir du PA 2018 par le Grand Conseil .....                                             | 43        |
| <b>10.</b> | <b>PROPOSITION.....</b>                                                                                    | <b>44</b> |
| <b>11.</b> | <b>ANNEXES .....</b>                                                                                       | <b>45</b> |
| 11.1       | Annexe 1 : Programme d'allègement PA 2018 par Direction .....                                              | 45        |
| 11.2       | Annexe 2 : Analyse comparative intercantonale.....                                                         | 135       |
| 11.3       | Annexe 3 : Résultats détaillés de l'analyse de la marge de manœuvre par<br>groupes de produits.....        | 135       |
| 11.4       | Annexe 4 : Résultats détaillés de l'analyse de croissance des coûts .....                                  | 137       |

|      |                                                                                                                   |     |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 11.5 | Annexe 5 : Possibilités d'action du Grand Conseil sur le rapport PA 2018 et le budget 2018 / PIMF 2019-2021 ..... | 138 |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## 1. RECAPITULATIF

**Allègement des finances cantonales de 185 millions de francs par an**

Le programme d'allègement 2018 (PA 2018) adopté par le Conseil-exécutif à l'attention du Grand Conseil prévoit d'alléger les finances cantonales de CHF 185 millions par an à partir de 2021. Le Conseil-exécutif atteint ainsi les objectifs centraux qu'il s'était fixés : les plus de 150 mesures d'allègement proposées dans le présent rapport permettent d'équilibrer les finances cantonales au cours des quatre prochaines années ainsi que de financer la révision de la loi sur les impôts prévue pour 2019.

Pour élaborer le PA 2018, le Conseil-exécutif s'est appuyé sur des analyses étendues grâce auxquelles il a pu soupeser politiquement les mesures d'allègement et composer un programme qu'il estime acceptable. Le rapport sur le PA 2018 présente également des mesures plus strictes pour compenser des dégrèvements fiscaux supplémentaires. A l'heure actuelle, le gouvernement y est opposé car elles porteraient fortement atteinte à l'offre de prestations publiques.

*Evolution positive des finances bernoises ces dernières années*

A l'exception de 2012 (déficit et insuffisance de financement), les finances bernoises ont toujours été excédentaires depuis 1998. Ce succès de la politique financière résulte – outre de l'évolution économique fondamentalement positive sur laquelle le canton n'a qu'une influence limitée – en particulier des efforts répétés qui ont été accomplis au cours des dernières années pour alléger les finances (notamment examen stratégique des prestations publiques (ESPP), planification de rechange 2009, train de mesures 2010, examen des offres et des structures (EOS) 2014).

*Détérioration des perspectives financières*

Courant 2016, la situation initiale en matière de politique financière s'est nettement détériorée. Le plan intégré mission-financement (PIMF) 2018-2020 que le Grand Conseil a adopté durant la session de novembre 2016 prévoit à partir de 2019 des excédents de charges d'une centaine de millions. La dette devrait par ailleurs augmenter de plus de CHF 400 millions sur la durée du PIMF 2018-2020.

*Pas de financement durable de la stratégie fiscale du Conseil-exécutif*

Aux évolutions décrites précédemment s'ajoute la charge financière de la stratégie fiscale du Conseil-exécutif dont le financement durable n'est pas encore assuré. Le Grand Conseil en a pris connaissance et l'a largement approuvée durant sa session de novembre 2016. L'élément principal en est une réduction progressive de l'impôt sur le bénéfice dans le canton de Berne.

*Le Conseil-exécutif réagit à l'automne 2016 en adoptant un arrêté sur l'élaboration*

Dans cette situation, le Conseil-exécutif a procédé à une vaste analyse des conditions générales budgétaires d'un point de vue financier, économique et politique, puis décidé à l'automne 2016 d'élaborer un programme d'allègement. Il a ce faisant constaté que l'équilibre budgétaire

*d'un programme  
d'allégement*

du canton était menacé à moyen terme même sans les charges supplémentaires induites par la stratégie fiscale.

*Trois objectifs centraux  
pour le programme  
d'allégement*

En novembre 2016, le Conseil-exécutif a fixé trois objectifs centraux pour l'élaboration du programme d'allégement:

1. L'objectif prioritaire du programme d'allégement est de présenter au Grand Conseil en août 2017 un budget 2018 et un PIMF 2019-2021 en équilibre.
2. Le Conseil-exécutif veut en outre assurer durablement le financement de sa stratégie fiscale.
3. Il entend également exposer au Grand Conseil les mesures d'allégement qui seraient nécessaires pour des dégrèvements d'impôt allant au-delà de la stratégie fiscale.

*Actualisation des ob-  
jectifs après le non du  
peuple suisse à la  
Troisième réforme de  
l'imposition des entre-  
prises (RIE III)*

Après le rejet de la RIE III, le Conseil-exécutif a informé le public le 20 mars 2017 qu'il prévoyait maintenant de mettre en œuvre sa stratégie fiscale, centrée sur le domaine de la réforme de l'imposition des entreprises, en deux étapes, autrement dit dans le cadre de la «révision 2019 de la loi sur les impôts» et de la «révision 2021 de la loi sur les impôts». Dans la première étape («révision 2019 de la loi sur les impôts»), la charge maximale de l'impôt sur le bénéfice diminuera progressivement pour arriver à 18,71 pour cent en 2020. Le Conseil-exécutif devrait réexaminer la situation en 2021. Une nouvelle réforme fiscale de la Confédération est attendue d'ici là et la deuxième étape («révision 2021 de la loi sur les impôts») de la stratégie fiscale du canton devra être harmonisée avec celle-ci.

Dans cette situation, le PA 2018 se concentre donc dans un premier temps – à titre d'actualisation des objectifs fixés jusque-là – sur le financement durable des pertes de recettes fiscales de la première étape, celle de la «révision 2019 de la loi sur les impôts».

*L'élaboration du PA  
2018 se fonde sur  
quatre analyses*

Le Conseil-exécutif attachait une grande importance à ce que le PA 2018 se fonde sur des analyses étayées et un processus méthodique. Il a donc décidé de réaliser les quatre analyses suivantes :

- une analyse comparative intercantonale (« comment se positionnent les dépenses nettes par rapport aux autres cantons ? ») ;
- une analyse de marge de manœuvre (« quelle est la marge de manœuvre pour pratiquer des allégements dans les subventions cantonales [nettes] ? ») ;
- une analyse de croissance des coûts (« quelle est l'ampleur de la croissance des coûts pertinents [frais de personnel, frais de matériel, subventions cantonales nettes] dans les différents groupes de produits ? ») ;
- une analyse de faisabilité (« par quelles mesures peut-on alléger les finances cantonales ? »).

Les résultats de l'analyse comparative intercantonale, de l'analyse de marge de manœuvre et de l'analyse de croissance des coûts fournissent des indicateurs et des indications qui ont donné au Conseil-exécutif une vue d'ensemble des finances bernoises à l'échelle de tout le canton et une base sur laquelle il a pu s'appuyer pour prendre des décisions concernant les mesures découlant de l'analyse de faisabilité. Concrètement, le Conseil-exécutif a pu évaluer chacune des mesures de l'analyse de faisabilité dans le contexte des résultats de l'analyse comparative, de l'analyse de marge de manœuvre et de l'analyse de croissance des coûts.

*Discussion intensive  
des résultats des ana-  
lyses au Conseil-  
exécutif*

Le Conseil-exécutif a pris connaissance des résultats des quatre analyses début avril 2017, puis a commencé fin avril à en débattre dans le cadre de nombreuses séances de réflexion. Celles-ci se sont déroulées suivant un processus clairement structuré au préalable, piloté par la Direction des finances en collaboration avec le chef de projet externe (M. Urs Müller, de Bâle), qui a duré jusqu'à la fin du mois de mai 2017. Les séances de réflexion ont été dirigées par M. Urs Müller. Leur fondement était constitué des résultats des quatre analyses ainsi que des documents de fond préparés par les Directions et la Chancellerie d'Etat.

*Effets d'allégement  
financiers  
du PA 2018*

Au total, la mise en œuvre du PA 2018 se traduit par des allègements des finances allant de CHF 88 millions (en 2018) à CHF 185 millions (en 2021) par an. Lorsque l'on combine les effets d'allégement du PA 2018 et les résultats intermédiaires provisoires du budget 2018 / PIMF 2019-2021, le compte de fonctionnement affiche chaque année des excédents et des soldes de financement positifs. Cela permet, selon les chiffres du processus de planification ordinaire à fin juillet 2017, de réduire la dette de CHF 100 millions environ durant la période de planification 2018-2021. Les consignes des freins à l'endettement constitutionnels sont respectées tout au long de la période de planification 2018-2021.

*Répercussions sur les  
effectifs du personnel*

A long terme, la mise en œuvre du PA 2018 entraîne en chiffres bruts la suppression de 117 équivalents plein temps (2021), soit 65,5 EPT parmi le corps enseignant et 51,5 EPT parmi le personnel cantonal. La majorité des 51,5 EPT parmi le personnel cantonal (plus de 30) sont des postes de chef de service, de collaborateur scientifique ou spécialisé et de secrétariat. Cependant, deux mesures entraînent l'internalisation de certaines tâches, ce qui conduira à augmenter les effectifs du personnel cantonal de 33 équivalents plein temps (2021). En chiffres nets, la réduction des effectifs du personnel cantonal et du corps enseignant porte ainsi au total sur plus de 80 équivalents-plein temps. Les mesures toucheront également le personnel du secteur subventionné, mais le Conseil-exécutif ne peut pas en quantifier l'ampleur car celle-ci dépendra beaucoup de la manière dont les institutions et les établissements appliqueront les mesures d'allègement.

Le Conseil-exécutif a pour but que le canton conserve à son service le plus possible d'agents touchés par les réductions d'effectifs en exploitant les fluctuations naturelles et les mutations internes. Dans quelle mesure cela sera-t-il possible ? Cela dépendra en partie de la conjoncture, du marché du travail ainsi que des postes et du profil des personnes concernées.

*Effets financiers sur les communes*

De 2018 à 2020, la mise en œuvre du PA 2018 se traduit pour solde par un allègement des communes dont le montant va de CHF 4 millions (en 2020) à CHF 11 millions (en 2019). A partir de 2021, une fois que toutes les mesures du PA 2018 auront été intégralement mises en œuvre, il en résulte une charge durable des communes d'environ CHF 0,5 million par an. Le Conseil-exécutif considère que cela est acceptable, même s'il n'ignore pas que l'impact financier concret pourra être très variable selon les communes.

A long terme, la mise en œuvre du PA 2018 se solde par un léger accroissement des charges des communes, représentant environ CHF 0,5 million par an.

*A l'heure actuelle, le Conseil-exécutif est opposé à des mesures d'allègement supplémentaires pour compenser de nouvelles baisses d'impôt.*

Dans le cadre de l'élaboration du programme d'allègement, le Conseil-exécutif a voulu montrer au Grand Conseil les mesures qu'il faudrait prendre pour compenser des baisses d'impôt supplémentaires par rapport à la révision 2019 de la loi sur les impôts. Le gouvernement a pris cette décision notamment suite à l'adoption d'interventions parlementaires demandant la création d'une marge de manœuvre financière pour des dégrèvements fiscaux.

Lors de ses journées de réflexion consacrées à l'élaboration du PA 2018, le Conseil-exécutif a donc discuté de mesures d'allègement supplémentaires par rapport au PA 2018. Celles-ci sont exposées dans le présent rapport sur le PA 2018.

L'adoption de nouvelles mesures d'allègement pour compenser des dégrèvements fiscaux supplémentaires porterait fortement atteinte à l'offre de prestations publiques. A l'heure actuelle, le Conseil-exécutif y est opposé. Il considère que des allègements supplémentaires par rapport au PA 2018 sont politiquement indéfendables aujourd'hui. A son avis, il faut donner la priorité à la mise en œuvre diligente des mesures arrêtées dans le cadre du PA 2018.

Ce n'est pas parce qu'il est opposé à des mesures d'allègement supplémentaires par rapport au PA 2018 que le Conseil-exécutif est fermé à de nouvelles baisses d'impôt. Mais il veut que celles-ci soient étudiées, comme annoncé lors de l'ouverture de la consultation sur la révision 2019 de la loi sur les impôts, dans le cadre de la révision suivante de ce texte de loi prévue pour 2021 (la date dépendant des dispositions contraignantes adoptées entre-temps par la Confédération).

|                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Après le PA 2018 : identifier un potentiel d'optimisation grâce à des projets concrets</i>                            | Dans le cadre de l'élaboration du PA 2018, le Conseil-exécutif a identifié différents champs d'activité cantonaux pouvant présenter un potentiel d'optimisation, par exemple au niveau de l'organisation ou des mécanismes de pilotage. Il faut également analyser en détail comment les progrès technologiques (ère du numérique) peuvent être mis à profit dans certains champs d'activité pour soutenir l'accomplissement des tâches publiques et faire des économies.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <i>Appréciation générale des résultats du PA 2018</i>                                                                    | Les résultats établis ici remplissent totalement les trois objectifs centraux fixés par le Conseil-exécutif au début de l'élaboration du programme d'allègement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <i>Des mesures définies dans une perspective politique globale</i>                                                       | Comme annoncé à l'automne 2016, le Conseil-exécutif a réagi à la détérioration des perspectives financières ainsi qu'aux exigences politiques du Grand Conseil. Les chiffres du processus de planification ordinaire à fin juillet 2017 indiquent que, sans l'application du PA 2018 au budget 2018 / PIMF 2019-2021, la dette du canton de Berne augmenterait d'environ un demi-milliard de francs pendant la période de planification 2018-2021. Mais atteindre les objectifs précités a un prix. Certaines mesures auront des conséquences parfois sévères pour les catégories touchées, que ce soient les citoyens, le personnel cantonal et le corps enseignant, les institutions, les établissements, etc. Le Conseil-exécutif en a bien conscience. Il s'est donc efforcé de définir les mesures d'allègement dans une perspective politique globale. Il a notamment eu à cœur que ces mesures n'entraînent pas un affaiblissement général de l'attrait élevé du canton de Berne. C'est pourquoi il a fait, par exemple, le choix politique de demander au secteur de l'éducation et de la formation une participation comparativement moins importante au programme d'allègement. |
| <i>Des allègements presque exclusivement du côté des charges</i>                                                         | Contrairement à l'EOS 2014, les allègements du PA 2018 portent presque exclusivement sur les charges. Le poids de la fiscalité dans le canton de Berne étant toujours supérieur à la moyenne intercantonale, le Conseil-exécutif estime que des mesures portant sur les revenus seraient néfastes pour l'attrait du canton et n'auraient aucune chance au niveau politique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <i>Prise en compte des exigences politiques concernant une réduction des effectifs et une amélioration des processus</i> | En outre, de nombreuses mesures du PA 2018 tiennent compte des exigences politiques du Grand Conseil concernant l'amélioration de l'efficacité des processus et une réduction des effectifs de l'administration centrale. C'est également ce que vise le lancement de projets dans certains champs d'activité pour identifier des potentiels d'amélioration dans l'accomplissement des tâches.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                                                                                                          | En résumé, le Conseil-exécutif considère que les résultats du PA 2018 présentés ici sont acceptables du point de vue financier, économique et social, et qu'ils restent dans les limites du raisonnable sur le plan politique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

## 2. SITUATION INITIALE

|                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Evolution positive des finances bernoises ces dernières années</i>   | A l'exception de 2012 (déficit et insuffisance de financement), les finances bernoises ont toujours été excédentaires depuis 1998. Ce succès de la politique financière résulte – outre de l'évolution économique fondamentalement positive sur laquelle le canton a peu d'influence – en particulier des efforts répétés qui ont été accomplis au cours des dernières années pour alléger les finances (notamment examen stratégique des prestations publiques (ESPP), planification de rechange 2009, train de mesures 2010, examen des offres et des structures (EOS) 2014). La mise en place des deux freins à l'endettement constitutionnels respectivement en 2002 (compte de fonctionnement) et 2008 (compte des investissements) a par ailleurs contribué à stabiliser les finances bernoises.                                                                                                                                                                                                                     |
| <i>Progrès par rapport à la charge fiscale élevée</i>                   | Cette évolution positive de ses finances a permis au canton de Berne ces dernières années de progresser par rapport à la charge fiscale élevée. Ainsi, depuis 2001, cinq révisions de la loi sur les impôts ont apporté des dégrèvements tant aux personnes physiques qu'aux personnes morales. Les impôts sur les véhicules à moteur et sur les mutations ont en outre été considérablement réduits. La suppression du forfait global pour la déduction des frais professionnels et le plafonnement de la déduction des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail dans le cadre de l'EOS 2014 ont cependant entraîné une augmentation des charges pour une grande partie des personnes physiques dans le canton de Berne. Et la charge fiscale reste de manière générale toujours, dans le canton de Berne, plus élevée que la moyenne des autres cantons. Les résultats financiers positifs des années passées doivent au bout du compte être aussi évalués à la lumière de la charge fiscale élevée. |
| <i>Améliorations concernant l'évolution des salaires</i>                | Le Conseil-exécutif se réjouit des améliorations concernant l'évolution des salaires du personnel cantonal et du corps enseignant obtenues en 2013 avec la révision des lois sur le personnel et sur le statut du personnel enseignant (révision LPers et LSE). Mais il existe toujours, chez le personnel cantonal et chez les enseignants, des retards salariaux moyens voire considérables par rapport à l'environnement concurrentiel pour toute une série de professions et de segments d'âge.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <i>Niveau des investissements acceptable du point de vue économique</i> | Dans l'ensemble, le canton a pu maintenir son taux d'investissement à un niveau acceptable du point de vue économique, malgré les efforts d'allègement et les coupes répétées arrêtées par le Grand Conseil. Au cours de ces dernières années, des projets d'infrastructure importants pour la poursuite du développement du canton de Berne ont pu être réalisés ou lancés (p.ex. tram Berne ouest, Campus Bienne, construction aire von Roll, giratoire du Wankdorf, contournement nord de Thoune, Avenir de la gare de Berne, etc.). Mais les besoins d'investissement restent élevés dans les années à venir (notamment construction du nouveau campus technique à Bienne, concentration des sites de la HESB à Berne, centre de police à Berne, réaménagement des réseaux routiers de Berthoud – Oberburg – Hasle et d'Aarwangen – Langenthal).                                                                                                                                                                       |

|                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Les coûts de l'offre de prestations correspondant à la moyenne suisse</i>                                                                                         | L'institut de recherches économiques BAKBASEL a comparé, tant dans le cadre de l'EOS 2014 que du PA 2018, l'ensemble des tâches du canton avec le niveau de l'offre d'autres cantons. Il s'est avéré que dans le canton de Berne, les coûts de l'accomplissement global des tâches correspondaient à la moyenne de ceux des autres cantons <sup>1</sup> .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>La dette reste élevée par rapport à celles des autres cantons</i>                                                                                                 | La dette reste en revanche élevée par rapport à celle des autres cantons. Cela résulte notamment de l'assainissement de deux caisses de pension cantonales, la CPB et la CACEB. Les progrès qui avaient été réalisés en plusieurs années pour réduire la dette et l'effet unique de la vente des réserves d'or excédentaires de la Banque Nationale Suisse en 2005 ont en majeure partie été annulés par l'assainissement des deux caisses de pension cantonales.                                                                                                                                                                                                                      |
| <i>Evolution globale positive</i>                                                                                                                                    | En fin de compte, les paramètres importants du point de vue de la politique financière « charge fiscale », « politique salariale », « niveau d'investissement » et « offre de prestations publiques » ont dans l'ensemble évolué positivement, alors que le paramètre « endettement » reste encore élevé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>Après l'EOS 2014: « politique financière apaisée »</i>                                                                                                            | Ces évolutions ont incité le Conseil-exécutif, une fois l'EOS 2014 terminé et en prévision de la législature 2015 à 2018, à se fixer pour objectif de poursuivre ses efforts pour stabiliser durablement les finances cantonales. La « politique financière apaisée » qu'il a alors appliquée se caractérisait par une volonté d'anticipation et de fiabilité, et visait l'équilibre des finances cantonales pour offrir, aux générations futures aussi, des finances saines et une offre de prestations attractive. Une budgétisation restrictive et les effets financiers de l'EOS 2014 ont permis d'obtenir exclusivement des clôtures des comptes positives en 2014, 2015 et 2016. |
| <i>Détérioration des conditions financières</i>                                                                                                                      | Courant 2016, la situation initiale en matière de politique financière s'est nettement détériorée. Le plan intégré mission-financement (PIMF) 2018-2020 que le Grand Conseil a adopté durant la session de novembre 2016 prévoit à partir de 2019 des excédents de charges d'une centaine de millions. La dette devrait par ailleurs augmenter de plus de CHF 400 millions sur la durée du PIMF 2018-2020.                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <i>Des raisons complexes expliquent l'assombrissement des perspectives financières... p.ex. la croissance des charges dans certains champs d'activité cantonaux,</i> | Les raisons expliquant ce nouvel assombrissement des perspectives financières sont complexes. Fait marquant à cet égard : la forte croissance des charges dans certains champs d'activité cantonaux d'un volume financier important comme ceux des soins hospitaliers, du troisième âge et du handicap, de l'école obligatoire, des assurances sociales et des transports publics. Dans les autres cantons aussi ces champs d'activité enregistrent une croissance importante des charges. Les fortes augmentations dans le domaine des assurances sociales, du troisième âge et du handi-                                                                                             |

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet au chapitre 5.2 les résultats de l'analyse comparative intercantonale qui a été réalisée dans le cadre du PA 2018.

cap ainsi que dans le domaine de la santé correspondent au rapport « Perspectives à long terme des finances publiques en Suisse » que le Département fédéral des finances a publié en avril 2016, selon lequel l'évolution démographique va se répercuter à plus ou moins long terme en particulier sur les finances publiques cantonales.

*...les mesures de l'EOS 2014 non (ou pas intégralement) mises en œuvre,*

La renonciation (complète ou partielle) à mettre en œuvre deux mesures – significatives du point de vue financier – de l'EOS 2016 a également eu des répercussions négatives sur l'évolution financière (diminution des réductions de primes et plafonnement de la déduction des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail à CHF 3000).

*...la baisse des revenus attendus sur la péréquation financière nationale,*

Lors du processus de planification précédent, en 2016 (élaboration du budget 2017 / PIMF 2018-2020), les revenus attendus des versements compensatoires de la péréquation financière nationale ont été fortement corrigés à la baisse. Il se pourrait par ailleurs – selon la configuration future de la péréquation financière fédérale – qu'il faille à l'avenir procéder à des corrections à la baisse encore plus drastiques.

*...la croissance annuelle de la masse salariale et*

Mais les hausses de charges s'expliquent aussi par la croissance devenue inéluctable de la masse salariale en faveur du personnel cantonal, du corps enseignant, et indirectement aussi du personnel des institutions subventionnées par le canton. Comme le Conseil-exécutif l'a souligné régulièrement par le passé, il existe un retard considérable entre les salaires du personnel cantonal et du corps enseignant et ceux de l'environnement concurrentiel. Ces écarts résultent de l'insuffisance de ressources affectées à l'évolution de salaire individuelle jusqu'en 2013. Vu la situation, il a été décidé de procéder à une révision de la loi sur le statut du personnel enseignant (LSE) et de la loi sur le personnel (LPers). Celle-ci contient principalement une amélioration de la progression annuelle de salaire, obtenue par l'inscription dans la loi de l'obligation de prévoir suffisamment de ressources pour la progression individuelle des traitements de sorte à permettre au personnel d'atteindre à long terme le maximum de sa classe de traitement. Cette consigne est jugée satisfaite dès lors que 1,5 pour cent de la masse salariale est mis chaque année à disposition pour la progression de salaire individuelle. Une partie de ces 1,5 pour cent est financée par des « gains de rotation » (0,8%) et n'a pas d'incidence sur les charges. Le financement des 0,7 pour cent restants est en revanche obtenu par une augmentation annuelle de la masse salariale. La masse salariale est également augmentée par les 0,3 pour cent affectés aux mesures de correction visant à réduire les écarts de salaire.

*...différentes petites positions qui, au total, sont tout de même pertinentes au plan financier.*

Et enfin, toute une série d'éléments – positions, évolutions et projets de peu d'ampleur au plan financier, mais qui au total influent tout de même sur les finances – ont contribué et contribuent toujours à accroître les charges. Ceux-ci résultent notamment de l'augmentation des exigences vis-à-vis de l'Etat (p. ex. dans le domaine des structures d'accueil extra-familial), du gonflement des quantités (p. ex. augmentation du nombre de demandes d'asile), l'augmentation continue de la population résidente

permanente du canton de Berne (p. ex. élargissement de l'offre de transports publics) ou, de manière générale, de projets de développement du canton (p. ex. mise en place du *Lehrplan 21*, projet de vote électronique, assistance de projets comme sitem-insel, site biennois du Parc national d'innovation, Développement de l'Empa Thoune, etc.).

*Opposition entre évolutions financières négatives et effets positifs*

Mais aux nouvelles charges correspondent aussi des diminutions de dépenses. Ainsi, le produit cumulé des impôts a-t-il constamment augmenté ces dernières années. Dès 2018, il sera en outre à nouveau possible de budgéter intégralement les montants versés au canton par la Banque Nationale Suisse sur ses bénéfices. Les dépenses en biens, services et marchandises ont en outre été très fortement réduites tant dans le budget 2016 que les années suivantes, en vertu d'un arrêté du Grand Conseil.

*Entre 2014 et 2020: croissance des charges supérieure à la croissance des revenus*

Si l'on confronte la croissance des charges et celle des revenus sur la période allant de 2014 à 2020<sup>2</sup> (autrement dit compte tenu des mesures de l'EOS 2014), on constate que la première est supérieure à la seconde. A partir de 2019, cette évolution entraîne en outre des excédents de charges au compte de résultat dans le plan intégré mission-financement 2018-2020.

*Pas de financement durable de la stratégie fiscale du Conseil-exécutif*

Aux évolutions décrites précédemment s'ajoute la charge financière de la stratégie fiscale du Conseil-exécutif dont le financement durable n'est pas encore assuré. Le Grand Conseil en a pris connaissance et l'a largement approuvée durant sa session de novembre 2016. L'élément principal en est une réduction progressive entre 2019 et 2022 de l'impôt sur le bénéfice dans le canton de Berne, qui passera de 21,64 pour cent actuellement à 16,37 pour cent en 2022. Le canton de Berne souhaite ainsi améliorer sa position en comparaison intercantonale.

*Exigences politiques d'équilibre du budget / PIMPF et baisses d'impôts supplémentaires*

Antérieurement aux débats budgétaires de la session de novembre 2016 du Grand Conseil, des exigences se sont en outre élevées dans l'environnement politique pour un équilibre du budget et du PIMF, et pour des baisses d'impôts supplémentaires.

*Automne 2016 : arrêté du Conseil-exécutif sur l'élaboration d'un programme d'allègement*

Dans cette situation, le Conseil-exécutif a procédé à une vaste analyse des conditions générales budgétaires d'un point de vue financier, économique et politique, puis décidé à l'automne 2016 d'élaborer un programme d'allègement. Il a ce faisant constaté que l'équilibre budgétaire du canton était menacé à moyen terme, même sans les charges supplémentaires induites par la stratégie fiscale.

Le Conseil-exécutif a informé mi-novembre 2016 par communiqué de presse de sa décision d'élaborer un programme d'allègement. Il a informé

---

<sup>2</sup> Observation du Conseil-exécutif : les chiffres des années 2017 à 2020 se fondent sur le budget 2017 / PIMF 2018-2020.

avoir l'intention de présenter ses mesures d'allégement en août 2017, avec le budget 2018 et le plan financier 2019-2021 ainsi que le projet permettant de mettre en œuvre la stratégie fiscale. Avec cette procédure, le Conseil-exécutif souhaitait permettre au Grand Conseil de mener un débat de fond sur la politique financière et fiscale lors de la session de novembre 2017.

### 3. OBJECTIFS DU PA 2018

*Trois objectifs centraux pour le PA 2018 en novembre 2016* Vu la situation décrite au chapitre 2, le Conseil-exécutif a fixé, en novembre 2016, au début de l'élaboration du PA 2018, les trois objectifs suivants :

1. L'objectif prioritaire du programme d'allègement est de présenter au Grand Conseil en août 2017 un budget 2018 et un PIMF 2019-2021 en équilibre.
2. Le Conseil-exécutif veut en outre assurer durablement le financement de sa stratégie fiscale.
3. Il entend également exposer au Grand Conseil les mesures d'allègement qui seraient nécessaires pour des dégrèvements d'impôt allant au-delà de la stratégie fiscale.

*Le changement de situation initiale après le rejet du projet de Troisième réforme de l'imposition des entreprises en février 2017 entraîne un ajustement du deuxième objectif du PA 2018* Le peuple suisse a rejeté la Troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) le 12 février 2017. Ce rejet a des conséquences directes sur la stratégie fiscale du Conseil-exécutif et sur la révision 2019 de la loi sur les impôts prévue pour sa mise en œuvre.

La révision 2019 de la loi sur les impôts est d'une part beaucoup moins importante que prévu du fait de ce rejet, puisque aucune mesure de la RIE III n'est mise en œuvre. D'autre part, le rejet de la RIE III nécessite néanmoins une nouvelle réforme fiscale de la Confédération, qui pourrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Le canton de Berne devra également mettre en œuvre une nouvelle loi cantonale en la matière à cette même date. Le contenu détaillé de la réforme fédérale est encore inconnu.

Après le rejet de la RIE III, le Conseil-exécutif a informé le public le 20 mars 2017 qu'il prévoyait maintenant de mettre en œuvre sa stratégie fiscale, centrée sur le domaine de la réforme de l'imposition des entreprises, en deux étapes, autrement dit dans le cadre de la « révision 2019 de la loi sur les impôts » et de la « révision 2021 de la loi sur les impôts »<sup>3</sup>.

*Le financement durable de la révision 2019 de la loi sur les impôts 2019 est assuré par les allègements du PA 2018* Dans la première étape (« révision 2019 de la loi sur les impôts »), la charge maximale de l'impôt sur le bénéfice diminuera progressivement pour passer de 21,64 pour cent aujourd'hui à 20,20 pour cent en 2019 et à 18,71 pour cent en 2020. Le financement durable du manque à gagner d'un montant net de CHF 69 millions sur les recettes fiscales qui résulte de la révision 2019 de la loi sur les impôts

---

<sup>3</sup> Voir communiqué de presse du Conseil-exécutif du 30 mars 2017.

sera assuré avec la mise en œuvre des mesures du PA 2018<sup>4</sup>.

*Les contenus concrets et les effets financiers, donc aussi le volume nécessaire pour le financement de la révision 2021 de la loi sur les impôts, ne sont pas encore définis*

Le Conseil-exécutif devrait réexaminer la situation en 2021. Une nouvelle réforme fiscale de la Confédération est attendue d'ici là et la deuxième étape (« révision 2021 de la loi sur les impôts ») de la stratégie fiscale du canton devra être harmonisée avec celle-ci. La procédure en deux étapes permet d'effectuer de premières adaptations urgentes de l'imposition sur le bénéfice, avec des répercussions financières précises. Une fois que la Confédération aura présenté les contenus de sa nouvelle réforme fiscale et que l'on saura donc clairement si elle soutient les cantons et les communes par des paiements compensatoires et dans quelle mesure, il sera possible au canton de Berne d'évaluer sérieusement la prochaine étape et, en particulier, son financement possible et les allègements nécessaires à cet effet.

Le 1<sup>er</sup> juin 2017, l'organe de pilotage composé de représentations de la Confédération et des cantons a communiqué des recommandations sur le « Projet fiscal 17 (PF 17) ». Il y décrit des éléments clés et envisage également des paiements compensatoires de la Confédération en faveur des cantons et des communes, comme dans la Troisième réforme de l'imposition des entreprises. Cela ne change rien à l'évaluation du Conseil-exécutif exposée ci-dessus puisque les répercussions financières ne peuvent à l'heure actuelle pas être déterminées avec exactitude et fiabilité. Le Conseil fédéral se penchera en juin 2017 sur les éléments clés de la réforme fédérale qui ont été présentés par l'organe de pilotage, puis une procédure de consultation est prévue jusqu'en décembre 2017. Il convient donc de l'attendre pour que le canton de Berne puisse donner son avis sur le contenu de la réforme.

Dans cette situation, le PA 2018 se concentre donc dans un premier temps – à titre d'actualisation des objectifs fixés jusque-là – sur le financement durable des pertes de recettes fiscales de la première étape, celle de la « révision 2019 de la loi sur les impôts ».

---

<sup>4</sup> Observation du Conseil-exécutif : les CHF 69 millions sont les pertes nettes de recettes fiscales à partir de 2020. Ce chiffre inclut aussi les recettes supplémentaires de l'évaluation générale de 2020.

## 4. CALENDRIER

*Vaste analyse de la situation des finances bernoises à l'automne 2016*

Le Conseil-exécutif a procédé à l'automne 2016 à une vaste analyse des conditions générales budgétaires du canton d'un point de vue financier, économique et politique. Compte tenu des perspectives financières fortement assombries, de l'évolution financière incertaine et des pertes de revenus que pourrait causer la stratégie fiscale dont le financement n'est pas assuré durablement, il a décidé mi-novembre 2016 d'élaborer un programme d'allègement.

Le Conseil-exécutif applique le calendrier suivant pour l'élaboration du PA 2018 :

*De déc. 2016 à fin fév. 2017*

Elaboration de l'analyse comparative, de l'analyse de croissance des coûts, de l'analyse de marge de manœuvre et de l'analyse de faisabilité (mesures d'allègement) par la Direction des finances et BAKBASEL, ainsi que par les Directions et la Chancellerie d'Etat<sup>5</sup>.

*Mars 2017*

Consolidation et préparation des documents à l'intention du Conseil-exécutif par la Direction des finances

*De fin avril à fin mai 2017*

Discussion politique sur les résultats des analyses au Conseil-exécutif. Décision concernant la mise en œuvre des mesures élaborées dans le cadre de l'analyse de faisabilité sur la base d'une actualisation de la situation financière de départ (stade de planification actuel budget 2018 / PIMF 2019-2021)

*Juin 2017*

Prise en compte technique des mesures adoptées par le Conseil-exécutif dans le budget 2018 / PIMF 2019-2021 et dans le système d'informations financières FIS.

Elaboration du rapport sur le programme d'allègement

Adoption du rapport sur le programme d'allègement à l'intention du Grand Conseil et information du public sur les résultats du programme d'allègement

*A partir de juillet 2017*

Préparation du budget 2018 / PIMF 2019-2021 et du programme d'allègement ainsi que de la révision 2019 de la loi sur les impôts à la Commission des finances

*Novembre 2017*

Discussion fondamentale sur la politique financière et fiscale au Grand Conseil (débat sur le budget 2018 / PIMF 2019-2021, le programme d'allègement et la révision 2019 de la loi sur les impôts).

---

<sup>5</sup> Voir ci-après chapitre 5.

## 5. METHODE

*L'élaboration des mesures d'allégement se fonde sur quatre analyses*

Le Conseil-exécutif attachait une grande importance à ce que le PA 2018 se fonde sur des analyses étayées et un processus méthodique. Il a donc décidé de réaliser les quatre analyses suivantes :

- une analyse comparative intercantonale
- une analyse de marge de manœuvre
- une analyse de croissance des coûts
- une analyse de faisabilité

*Définition des « coûts pertinents »*

Ces analyses sont commentées dans les chapitres suivants avec leurs conclusions. Trois d'entre elles se réfèrent aux « coûts pertinents »<sup>6</sup>. Ceux-ci se fondent sur les chiffres de la comptabilité analytique d'exploitation du budget 2017 et regroupent les frais de personnel (env. CHF 2,9 mia), les frais de matériel (env. CHF 1,0 mia) ainsi que les subventions cantonales nettes (coûts moins rentrées ; env. CHF 3,9 mia). Au plan cantonal, ces « coûts pertinents » avoisinent les CHF 7,8 milliards pour l'exercice budgétaire 2017.

Les « coûts pertinents » sont les postes des finances qui marquent le plus fortement les coûts au plan financier, sur lesquels la croissance des coûts considérée de manière absolue se répercute le plus fortement (en particulier dans le domaine des subventions nettes) et sur lesquels il est par ailleurs le plus facile d'influer au plan politique.

A partir des conclusions des différentes analyses, le Conseil-exécutif a ensuite lancé ses discussions pour l'élaboration du programme d'allégement. Le processus correspondant est décrit de manière détaillée au chapitre 0.

*Direction extérieure du projet*

Comme lors de l'EOS 2014, dans le processus d'élaboration du PA 2018, le gouvernement a confié la direction extérieure du projet au professeur Urs Müller, de Bâle. M. Urs Müller est notamment président de l'Union des banques cantonales suisses. Il est par ailleurs professeur titulaire d'économie nationale à l'Université de Bâle et travaille également comme consultant.

Le consultant externe a dirigé, avec la Direction des finances, la procédure d'élaboration du programme d'allégement et coordonné avec elle la mise à disposition des documents par les Directions, la Chancellerie d'État, la juridiction et le Ministère public, le Contrôle des finances ainsi que le Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données.

---

<sup>6</sup> Voir explications sur l'analyse de marge de manœuvre, l'analyse de croissance des coûts et l'analyse de faisabilité aux chapitres 5.3, 5.4 et 5.5.

## 5.1 Quatre analyses

Les quatre analyses (analyse comparative intercantonale, analyse de marge de manœuvre, analyse de croissance des coûts et analyse de faisabilité) et leurs conclusions sont décrites ci-après.

## 5.2 Analyse 1 : analyse comparative intercantonale

|                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Comparaison des dépenses nettes dans 28 champs d'activité</i>                                         | Comme pour l'EOS 2014, le Conseil-exécutif a également décidé de faire réaliser une analyse comparative intercantonale pour élaborer le PA 2018 et de confier ce travail à l'institut de recherches économiques BAK BASEL Economics AG. La comparaison se fonde sur le classement fonctionnel de la statistique financière de l'Administration fédérale des finances pour 2014. Elle a porté sur les dépenses nettes des cantons et des communes dans 28 champs d'activité au total <sup>7</sup> .                                                                                                                                                          |
| <i>Objectif de l'analyse comparative</i>                                                                 | A la différence de l'EOS 2014, l'analyse comparative n'a pas servi à calculer des chiffres à titre de consignes pour les Directions et la Chancellerie d'Etat. Elle visait plutôt à indiquer au Conseil-exécutif lesquels des 28 champs d'activité du canton de Berne examinés présentaient des chiffres inférieurs à la moyenne, au niveau de la moyenne et supérieurs à la moyenne quant aux coûts standard, aux coûts par cas et aux coûts structurels (au sens d'une réponse à la question « <i>Où les finances devraient-elles être allégées ?</i> » [par rapport aux coûts supérieurs à la moyenne dans la comparaison intercantonale]).              |
| <i>Analyse comparative non exhaustive</i>                                                                | L'analyse comparative – à la différence d'il y a quatre ans – n'a pas porté sur tous les champs d'activité du canton. Les résultats empiriques que BAKBASEL a rassemblés suite à 17 analyses comparatives réalisées entre-temps au niveau cantonal ont fait ressortir clairement que certaines fonctions ne se prêtaient pas à une analyse comparative ou que les volumes financiers sur lesquels elles se fondent étaient trop faibles pour pouvoir effectuer une comparaison utile. Aussi, sur recommandation de BAKBASEL, de nombreuses fonctions de la statistique financière fédérale n'ont-elles pas été prises en compte dans l'analyse comparative. |
| <i>Conclusions principales de l'analyse comparative intercantonale au niveau de l'ensemble du canton</i> | <p>Voici les conclusions principales de l'analyse comparative intercantonale :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'indice des coûts standard s'élève à 100 points dans le canton de Berne, dont les dépenses nettes moyennes des champs d'activité examinés correspondent donc exactement à la moyenne des 25 autres cantons.</li><li>• Les dépenses nettes par habitant sont inférieures à la moyenne des autres cantons dans 19 des 28 champs d'activité examinés.</li><li>• Les coûts par cas (voir explications ci-après) tous champs d'activité confondus s'élèvent à 95 points. Les coûts par cas moyens du canton de</li></ul>             |

---

<sup>7</sup> Pour pouvoir réaliser une comparaison intercantonale, il faut que les finances cantonales et communales de chaque canton soient consolidées, car la répartition des tâches entre le canton et les communes diffère d'un canton à l'autre.

Berne sont ainsi de 5 pour cent inférieurs à la moyenne intercantonale.

- L'indice des coûts structurels (voir explications ci-après) s'élève à 105 points. Cela signifie que dans le canton de Berne, même si l'accomplissement des tâches est en moyenne efficient, les coûts permettant de garantir à la population un niveau de prestations correspondant à la moyenne sont durablement plus élevés de 5 pour cent. L'analyse comparative a identifié des coûts structurels supérieurs à la moyenne dans 15 champs d'activité.

### Récapitulatif des résultats de l'analyse comparative

| Champ d'activités                                               | DIR      | Dépenses nettes<br>Canton<br>[en mio CHF] | Part<br>cantonale<br>[%] | Coûts<br>standard<br>[Indice] | Coûts<br>structurels<br>[Indice] | Coûts<br>par cas<br>[Indice] |
|-----------------------------------------------------------------|----------|-------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------|----------------------------------|------------------------------|
| Législatif                                                      | CHA (GC) | 7.9                                       | 100%                     | 72                            | 67                               | 108                          |
| Exécutif                                                        | CHA (CE) | 3.2                                       | 100%                     | 35                            | 35                               | 101                          |
| Administration générale                                         | Tous     | 333.6                                     | 100%                     | 93                            | 100                              | 93                           |
| Police                                                          | POM      | 241.1                                     | 80%                      | 93                            | 101                              | 92                           |
| Jurisprudence                                                   | JUS/JCE  | 113.6                                     | 100%                     | 79                            | 99                               | 80                           |
| Exécution des peines et des mesures                             | POM      | 74.7                                      | 100%                     | 80                            | 101                              | 79                           |
| Ecole obligatoire et école spécialisée                          | INS/SAP  | 861.2                                     | 59%                      | 77                            | 100                              | 77                           |
| Formation professionnelle                                       | INS/ECO  | 386.9                                     | 99%                      | 132                           | 119                              | 111                          |
| Ecoles de formation générale                                    | INS      | 175.2                                     | 98%                      | 67                            | 77                               | 87                           |
| Université                                                      | INS      | 202.7                                     | 100%                     | 67                            | 123                              | 54                           |
| Hautes écoles spécialisées (HEP comprise)                       | INS      | 208.3                                     | 93%                      | 90                            | 100                              | 90                           |
| Culture                                                         | INS      | 69.7                                      | 44%                      | 70                            | 89                               | 79                           |
| Conservation des monuments historiques et protection du paysage | INS      | 29.2                                      | 94%                      | 136                           | 107                              | 128                          |
| Eglises et affaires religieuses                                 | JCE      | 72.6                                      | 100%                     | 232                           | 185                              | 125                          |
| Soins hospitaliers                                              | SAP      | 935.8                                     | 100%                     | 95                            | 108                              | 88                           |
| Psychiatrie                                                     | SAP      | 155.2                                     | 100%                     | 119                           | 98                               | 121                          |
| Âge                                                             | SAP/JCE  | 633.6                                     | 84%                      | 137                           | 106                              | 130                          |
| Prévention de la santé                                          | SAP      | 23.7                                      | 72%                      | 58                            | 136                              | 43                           |
| Réductions des primes                                           | JCE      | 66.4                                      | 100%                     | 27                            | 120                              | 23                           |
| Invalidité                                                      | SAP/JCE  | 418.1                                     | 80%                      | 125                           | 82                               | 152                          |
| Famille et enfants                                              | SAP/JCE  | 53.4                                      | 29%                      | 70                            | 83                               | 84                           |
| Chômage                                                         | ECO      | 17.2                                      | 63%                      | 64                            | 83                               | 77                           |
| Aide sociale                                                    | SAP      | 314.0                                     | 55%                      | 113                           | 143                              | 79                           |
| Transports publics                                              | TTE      | 195.9                                     | 66%                      | 111                           | 125                              | 89                           |
| Protection des espèces et du paysage                            | ECO      | 9.5                                       | 83%                      | 73                            | 85                               | 86                           |
| Agriculture                                                     | ECO      | 26.9                                      | 91%                      | 110                           | 148                              | 74                           |
| Sylviculture                                                    | ECO      | 22.7                                      | 96%                      | 96                            | 222                              | 43                           |
| Industrie, artisanat, commerce                                  | ECO      | 19.5                                      | 85%                      | 78                            | 109                              | 72                           |
| <b>TOTAL</b>                                                    |          | <b>5'672</b>                              | <b>79%</b>               | <b>100</b>                    | <b>105</b>                       | <b>95</b>                    |

### Explications sur les coûts standard, les coûts par cas et les coûts structurels

#### Explications sur les coûts standard :

Les coûts standard correspondent aux dépenses nettes des cantons (y compris de leurs communes) dans le champ d'activité examiné, par habitant. Les coûts standard donnent une impression de la force avec laquelle le champ d'activité en question pèse sur les finances publiques du canton analysé (et donc de sa population).

#### Explications sur les coûts par cas :

Les coûts par cas correspondent aux dépenses nettes des cantons (y compris de leurs communes) dans le champ d'activité examiné, par unité de besoin. L'indice des coûts par cas indique ainsi de combien d'unités de pourcentage les coûts par cas dans le canton de Berne diffèrent des coûts par cas moyens d'autres cantons. Des coûts par cas supérieurs à la moyenne peuvent résulter d'éventuelles inefficiences et / ou d'un niveau de prestations plus élevé que la moyenne.

Explications sur les coûts structurels :

L'indice des coûts structurels peut être évalué en subdivisant les coûts standard en coûts par cas et coûts structurels à partir de l'indice des coûts standard et des coûts par cas. L'indice des coûts structurels indique pour un champ d'activité donné le nombre de points de pourcentage en plus ou en moins (indice des coûts structurels supérieur ou inférieur à 100) qui sépare les coûts structurels du canton (= composantes des coûts sur lesquelles il est impossible d'influer) de la moyenne des coûts structurels d'autres cantons. Un indice des coûts structurels supérieur à la moyenne ( $ICS > 100$ ) signifie que dans le canton concerné, même si l'accomplissement des tâches est en moyenne efficient, les coûts permettant de garantir à la population un niveau de prestations correspondant à la moyenne sont durablement plus élevés.

### 5.3 Analyse 2 : analyse de marge de manœuvre

*L'analyse de marge de manœuvre informe sur les marges de manœuvre concernant les subventions cantonales nettes*

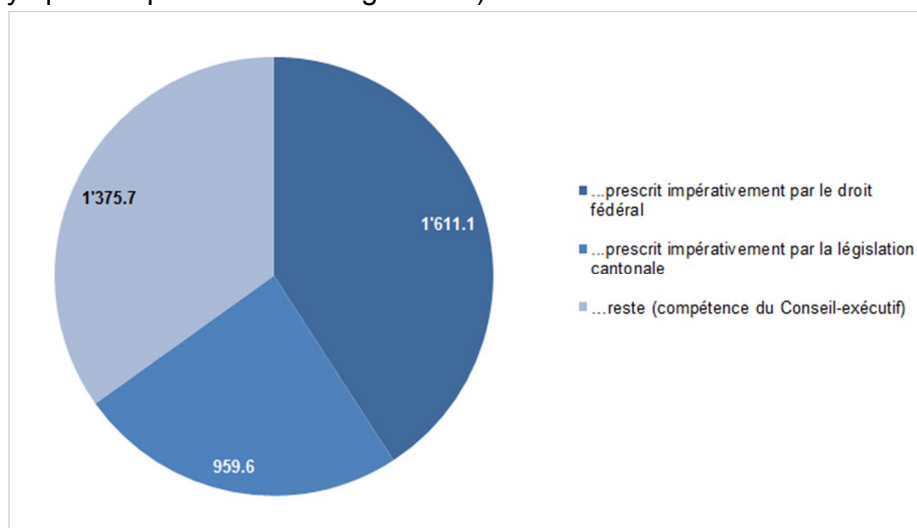
L'analyse de marge de manœuvre concerne exclusivement les subventions cantonales (coûts moins rentrées). Elle indique pour quelles subventions cantonales le Conseil-exécutif dispose d'une latitude juridique dans le cadre de l'élaboration d'un programme d'allègement (au sens d'une réponse à la question « *Où les finances peuvent-elles être allégées, où est-il possible d'appliquer des allègements dans les subventions cantonales nettes ?* »). L'élaboration de l'analyse de marge de manœuvre se fonde sur le présupposé qu'il n'existe un potentiel d'allègement que là où le Conseil-exécutif et le Grand Conseil disposent d'une marge de manœuvre.

Le domaine des subventions cantonales est régi par d'innombrables bases légales fédérales (p. ex. la part cantonale de 55% conformément à la loi sur l'assurance-maladie dans le domaine des soins hospitaliers, ou le montant forfaitaire au Fonds d'infrastructure ferroviaire [FIF]). Le Conseil-exécutif n'a donc aucune possibilité d'influer sur le montant de la part cantonale par des mesures d'allègement.

La situation initiale se présente différemment pour les subventions cantonales régies par des bases légales cantonales (p. ex. les indemnités d'exploitation dans le domaine des transports publics ou les indemnités dans le domaine du troisième âge et du handicap), pour lesquelles le Conseil-exécutif et donc le canton disposent d'une marge de manœuvre correspondante. Il convient dans ce contexte de différencier si le Conseil-exécutif peut procéder de sa propre compétence à des modifications des bases légales dans le cadre d'un programme d'allègement (par ordonnance) ou s'il ne peut le faire qu'en impliquant le Grand Conseil (dans une loi).

*Résultat de l'analyse de marge de ma-*

Le graphique ci-après illustre le résultat de l'analyse de marge de manœuvre au niveau du canton (fondé sur les chiffres de la comptabilité ana-



*Le Conseil-exécutif et le Grand Conseil peuvent influencer sur environ 60% des subventions cantonales nettes*

Sur les CHF 3,9 milliards de subventions cantonales nettes, le Conseil-exécutif (et le Grand Conseil) ne peuvent (peuvent) pas influencer sur quelque CHF 1,6 milliard, soit environ 40 pour cent du volume global, car les subventions concernées se fondent sur le droit fédéral. Près d'un milliard de francs, soit environ 25 pour cent du volume global des subventions cantonales nettes, sont prescrits par la législation cantonale. Quant aux subventions cantonales nettes restantes, qui représentent environ CHF 1,4 milliard, ou 35 pour cent du volume global, elles relèvent de la compétence du Conseil-exécutif, mais sont souvent liées à des contrats de prestations.

Compte tenu de ces chiffres, le Conseil-exécutif peut, dans le cadre de l'élaboration d'un programme d'allègement, arrêter des réductions de subventions cantonales exclusivement dans le domaine relevant de sa compétence et de celle du Grand Conseil. Le volume global des subventions cantonales nettes, à savoir de la marge de manœuvre dont Conseil-exécutif et le Grand Conseil disposent d'un point de vue purement financier, représente donc au total quelque CHF 2,3 milliards.

On trouvera des informations détaillées sur les résultats de l'analyse de marge de manœuvre au niveau des différents groupes de produits à l'annexe 3.

#### 5.4 Analyse 3 : analyse de croissance des coûts

*Evolution des « coûts pertinents » entre 2010 et 2020*

L'analyse de croissance des coûts indique l'évolution des « coûts pertinents » au niveau des groupes de produits sur les périodes allant de 2010 à 2016 (chiffres des comptes) et de 2017 à 2020 (chiffres de la planification). Elle répond à la question « Où les finances cantonales enregistrent-elles une croissance des coûts ? ».

Selon les conclusions de l'analyse de croissance des coûts, les « coûts pertinents » augmentent à l'échelle du canton de quelque CHF 1,2 milliard

(donc de 17,5%) durant la période allant de 2010 à 2020, dont environ CHF 1,0 milliard (ou 80%) de croissance concerne uniquement les quatre groupes de produits « *Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation* », « *Soins hospitaliers* », « *Ecole obligatoire et offres périscolaires* » et « *Transports publics et coordination des transports* ».

Les résultats détaillés de l'analyse de croissance des coûts sont publiés à l'annexe 4, et doivent être interprétés avec une certaine prudence.

L'analyse a utilisé les chiffres des comptes annuels correspondants et du budget 2017 / PIMF 2018-2020. Il n'a donc été procédé à aucune correction du fait de modifications résultant d'internalisations, de sous-traitance, de nouveaux mécanismes de financement, de nouvelles prescriptions de présentation des comptes, etc. même si ces modifications ou d'autres peuvent influencer fortement sur les résultats dans les différentes groupes de produits, voire les fausser.

## 5.5 Analyse 4 : analyse de faisabilité

*L'analyse de faisabilité renseigne sur l'impact d'une coupe de 5 pour cent des « coûts pertinents » par groupe de produits*

L'analyse de faisabilité indique pour tous les groupes de produits de quelle manière les consignes d'allégement seraient réalisées en cas de réduction des « coûts pertinents ». Elle répond ainsi à la question « Comment alléger les finances cantonales ? ».

Les Directions et la Chancellerie d'Etat ont été chargées par le Conseil-exécutif à la fin du mois de novembre 2016 de lui montrer les répercussions qu'aurait une coupe de 5 pour cent des « coûts pertinents » par groupe de produits sur l'accomplissement des tâches. Les Directions ont alors élaboré jusqu'au printemps 2017 des propositions de mesures qu'elles ont soumises au débat politique du Conseil-exécutif à partir de la fin du mois d'avril 2017.

*Allégements en premier lieu du côté des charges*

Avec la « réduction des coûts pertinents », l'élaboration de mesures d'allégement s'est donc clairement focalisée sur les coûts, autrement dit du côté des charges.

Au niveau du canton, cette consigne des 5 pour cent représentait un volume d'environ CHF 390 millions. Ce montant dépassait donc, au moins en théorie, l'allégement de CHF 250 à 300 millions que le Conseil-exécutif avait annoncé, en novembre 2016, être sans doute nécessaire pour parvenir à équilibrer les finances et à financer sa stratégie fiscale.

Si le Conseil-exécutif a sciemment fixé la barre plus haut en donnant cette consigne d'un montant de CHF 390 millions aux Directions et à la Chancellerie d'Etat (incluant aussi la juridiction et le Ministère public, le Contrôle des finances et le Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données), c'est en particulier en vertu des deux réflexions suivantes :

1. En novembre 2016, au moment où il a confié ce mandat aux Directions et à la Chancellerie d'Etat, il était encore impossible au Conseil-exécutif de déterminer quel volume financier des mesures d'allégement élaborées puis mises en œuvre serait ou non nécessaire pour réaliser ses objectifs. Le Conseil-exécutif n'a procédé que début février 2017 à une actualisation de la situation de départ en matière de politique financière, en se fondant notamment sur les résultats des débats budgétaires du Grand Conseil durant sa session de novembre 2016, les dernières évolutions des finances bernoises et l'évolution des conditions économiques (conjoncture, renchérissement, intérêts, etc.). Dans ce contexte, le Conseil-exécutif a décidé – en quelque sorte à titre de principe de précaution – de fixer aux Directions et à la Chancellerie d'Etat une consigne plutôt élevée qui devrait déboucher sur des propositions de mesures suffisantes (au point de vue financier).
2. Le but du Conseil-exécutif était sciemment, à partir des propositions de mesure des Directions et de la Chancellerie d'Etat, d'effectuer une sélection et de pouvoir ainsi aussi fixer des priorités politiques. C'est dans la nature des choses qu'avec un volume d'allégement prédéterminé d'environ CHF 400 millions, le Conseil-exécutif doit, pour des raisons politiques, rejeter certaines mesures qui lui sont proposées parce que leur mise en œuvre lui paraît irréalisable ou parce qu'elles ne sont pas appropriées pour atteindre le but fixé au plan cantonal.

*Consigne d'allégement linéaire de 5 pour cent par groupe de produits*

Pour récapituler, l'analyse de faisabilité se fondait sur une consigne de coupe linéaire de 5 pour cent des « coûts pertinents » au début de la délivrance du mandat aux Directions et à la Chancellerie d'Etat. Dans un premier temps, le Conseil-exécutif n'a donc pas fixé de « lignes directrices » à propos des mesures d'allégement ou des champs d'activité qui devraient « spécifiquement » être examinés sous l'angle de leur potentiel d'allégement. Il voulait plutôt, en donnant cette consigne linéaire au début du processus d'élaboration des mesures, ouvrir la porte à l'examen de tous les potentiels d'allégement possibles dans tous les groupes de produits.

*Le résultat de l'analyse de faisabilité correspond à une fixation de priorités par le Conseil-exécutif*

Le Conseil-exécutif n'a néanmoins jamais eu l'intention de procéder à une mise en œuvre financièrement linéaire des mesures, ni d'intégrer de manière linéaire tous les groupes de produits, toutes les Directions et la Chancellerie d'Etat. Il entendait en revanche, en fonction des mesures qui lui seraient proposées, fixer des priorités politiques. Cela se traduit en fin de compte par le fait que certains groupes de produits ou Directions / Chancellerie d'Etat sont moins touchés par le PA 2018, et que d'autres le sont par contre plus fortement.

Le résultat de l'analyse de faisabilité correspond en fin de compte aux mesures d'allégement qu'a arrêtées le Conseil-exécutif dans le cadre

du PA 2018 et aux priorités politiques ainsi définies. L'effet financier sur l'ensemble du canton est décrit aux chapitres 7 et 8. On trouvera par ailleurs des informations sur les différentes mesures à l'annexe 11.1.

*Informations sur les conséquences de mesures d'allégement supplémentaires sur l'offre cantonale de prestations*

Le Conseil-exécutif fournit également au chapitre 9.2 des informations sur les conséquences qu'auraient des mesures d'allégement supplémentaires, autrement dit allant au-delà du PA 2018 – que le Conseil-exécutif rejette pour des raisons politiques – sur l'offre cantonale de prestations. Les explications et réflexions à ce sujet découlent également de l'analyse de faisabilité.

## 6. DISCUSSION DES CONCLUSIONS DES ANALYSES AU CONSEIL-EXECUTIF

### *Discussion intensive des résultats des analyses au Conseil-exécutif*

Le Conseil-exécutif a pris connaissance des résultats des 4 analyses début avril 2017, puis a commencé fin avril à en débattre dans le cadre de nombreuses séances de réflexion. Celles-ci se sont déroulées suivant un processus clairement structuré au préalable, piloté par la Direction des finances en collaboration avec le chef de projet externe (M. Urs Müller, de Bâle), qui a duré jusqu'à la fin du mois de mai 2017. Les séances de réflexion ont été dirigées par M. Urs Müller. Leur fondement était constitué des documents de fond préparés par les Directions et la Chancellerie d'Etat ainsi que des analyses.<sup>8</sup>

### *Les résultats des quatre analyses offrent une vue d'ensemble des finances à l'échelle du canton*

Les résultats de l'analyse comparative intercantonale, de l'analyse de marge de manœuvre et de l'analyse de croissance des coûts fournissent des indicateurs et des indications qui ont donné au Conseil-exécutif une vue d'ensemble des finances bernoises à l'échelle de tout le canton et une base sur laquelle il a pu s'appuyer pour prendre des décisions concernant les mesures découlant de l'analyse de faisabilité. Concrètement, le Conseil-exécutif a pu évaluer chacune des mesures de l'analyse de faisabilité dans le contexte des résultats de l'analyse comparative (« quel est le montant des dépenses nettes dans le champ d'activité de la mesure, y compris en comparaison avec d'autres cantons ? »), de l'analyse de marge de manœuvre (« quelle est la marge de manœuvre pour des mesures dans le domaine des subventions cantonales nettes dans le champ d'activité correspondant / le groupe de produits ? ») et de l'analyse de croissance des coûts (« quelle est la croissance des « coûts pertinents » dans le champ d'activité correspondant / le groupe de produits de la mesure ? »).

---

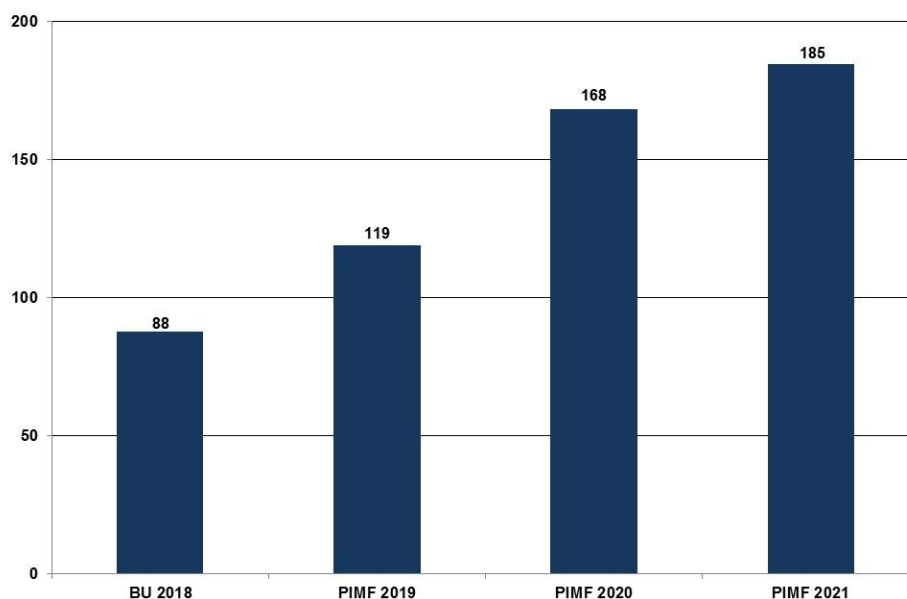
<sup>8</sup> Voir les explications au chapitre 5.

## 7. RESULTAT DU PA 2018

### *Effets financiers d'allégement*

Nous informons ci-après sur le résultat financier du PA 2018. Les effets financiers de la mise en œuvre des mesures du PA 2018 permettent d'une part d'équilibrer le budget 2018 / PIMF 2019-2021 et d'autre part d'assurer le financement durable de la révision 2019 de la loi sur les impôts, les deux objectifs centraux que le Conseil-exécutif avait fixés pour l'élaboration du PA 2018. Les effets financiers des mesures du PA 2018 sont pris en compte dans les chiffres du budget 2018 / PIMF 2019-2021.

#### **Effets financiers (allégement) (en mio CHF)**

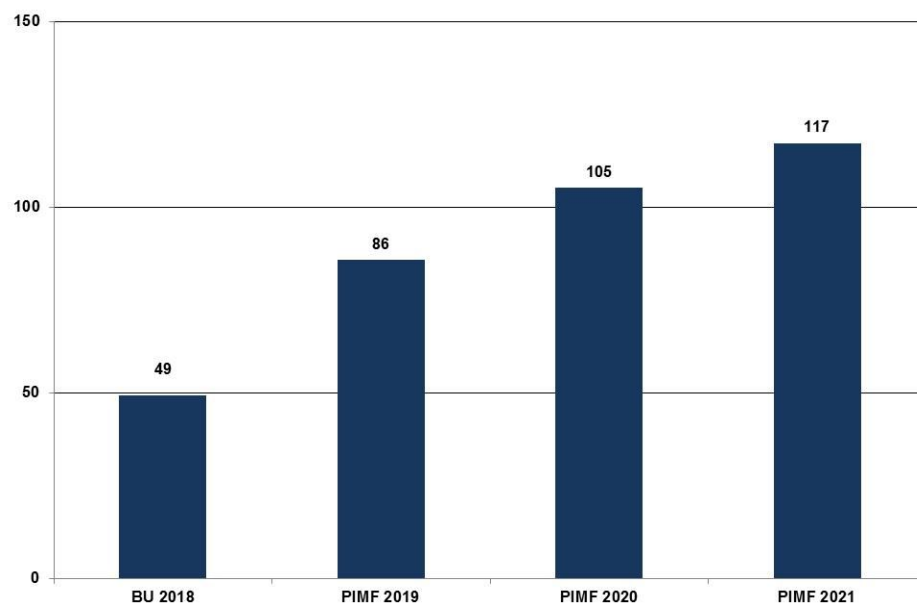


Au total, la mise en œuvre du PA 2018 se traduit par des allégements des finances allant de CHF 88 millions (en 2018) à CHF 185 millions (en 2021) par an.

### *Répercussions sur les effectifs du personnel*

La mise en œuvre des mesures du PA 2018 se traduit par une réduction des effectifs du personnel cantonal et du corps enseignant. De nombreuses mesures entraînent en outre des coupes de subventions qui se répercuteront sur les effectifs des institutions concernées, mais il est actuellement impossible au Conseil-exécutif de les chiffrer. Chez le personnel cantonal et le corps enseignant, la mise en œuvre des mesures du PA 2018 se répercute comme suit sur les effectifs (en équivalents plein temps) :

### Réduction des effectifs du personnel cantonal et du corps enseignant (en équivalents plein temps)

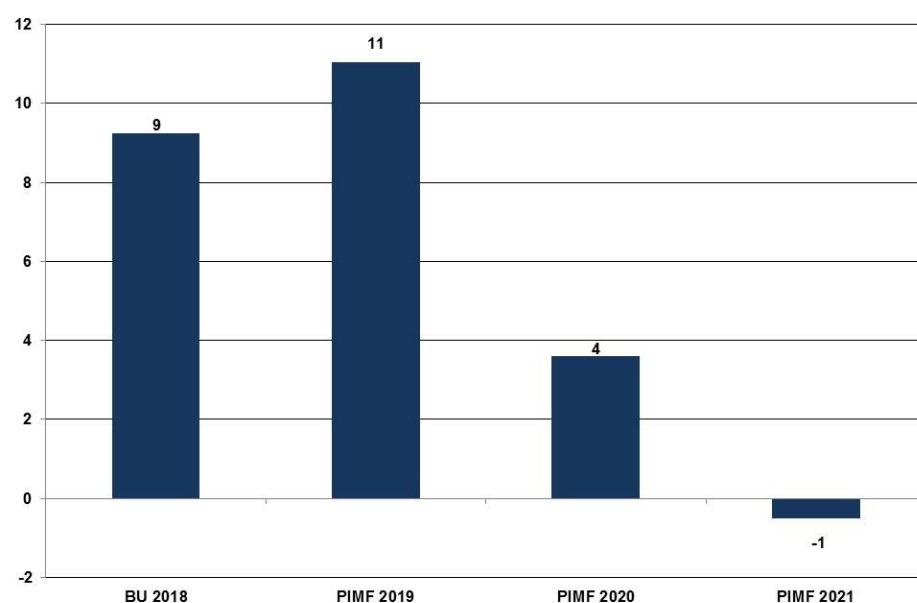


A long terme, la mise en œuvre du PA 2018 entraîne en chiffres bruts la suppression de 117 équivalents-plein temps (2021), soit 65,5 EPT parmi le corps enseignant et 51,5 EPT parmi le personnel cantonal. La majorité des 51,5 EPT parmi le personnel cantonal (plus de 30) sont des postes de chef de service, de collaborateur scientifique ou spécialisé et de secrétariat. Cependant, deux mesures entraînent l'internalisation de certaines tâches, ce qui conduira à augmenter les effectifs du personnel cantonal de 1 puis de 32 équivalents plein temps (à partir de 2018 et 2020). En chiffres nets, la réduction des effectifs du personnel cantonal et du corps enseignant porte ainsi au total sur plus de 80 équivalents plein temps.

### Effets financiers sur les communes

Certaines mesures du PA 2018 ont aussi des répercussions financières sur les communes, qui sont illustrés dans le graphique suivant :

#### Effets sur les communes (+ = allégement / - = charges supplémentaires)



De 2018 à 2020, la mise en œuvre du PA 2018 se traduit pour solde par un allègement des communes dont le montant va de CHF 4 millions (en 2020) à CHF 11 millions (en 2019). A partir de 2021, une fois que toutes les mesures du PA 2018 auront été intégralement mises en œuvre, il en résulte une charge durable des communes d'environ CHF 0,5 million par an. Il convient à cet égard de souligner que les effets financiers concrets peuvent grandement différer d'une commune à l'autre.

*Mise en œuvre rapide des mesures*

Les mesures doivent être réalisées le plus vite possible. Il faut toutefois préciser que dans plusieurs cas, cela nécessitera non seulement une modification du cadre juridique, mais aussi une certaine préparation au plan organisationnel. Cet aspect a aussi été pris en compte dans le calcul des effets d'allègement affichés, ce qui explique leur augmentation de 2018 à 2021.

*Nécessité de modifier les bases légales*

La mise en œuvre des mesures du PA 2018 nécessite différentes modifications de lois et d'ordonnances. Elles seront dans la mesure du possible réalisées dans le cadre d'un processus coordonné, dirigé par la Direction des finances avec le concours de la Chancellerie d'Etat.

En l'état actuel de nos connaissances, la mise en œuvre des mesures nécessite la modification des lois suivantes :

- Loi du 5 juin 2012 sur les droits politiques (LDP ; RSB 141.1), articles 48 et 49
- loi du 25 mars 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (LCh ; RSB 922.1), article 12, alinéas 1 et 2
- Loi du 21 juin 1995 sur la pêche (LPê; RSB 923.11)
- Loi du 4 novembre 1992 sur le commerce et l'industrie (LCI; RSB 932.11)
- Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc ; RSB 860.1)
- Loi du 11 juin 2008 sur les allocations familiales (LCAFam ; RSB 832.71)
- Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC ; RSB 631.1)
- Loi du 7 juin 2012 sur l'exercice de la prostitution (LEP ; RSB 935.90)
- Loi du 11 novembre 1993 sur l'hôtellerie et la restauration (LHR ; RSB 935.11), article 18a
- Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC ; RSB 631.1) et compensation des charges liées aux traitements du corps enseignant de l'école obligatoire (LAVLEB)
- Loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE ; RSB 430 250)

## 8. RÉSULTAT CHIFFRE DU PA 2018 ET DU BUDGET 2018 / PIMF 2019-2021

### 8.1 Résultat intermédiaire de l'élaboration du budget 2018 / PIMF 2019-2021

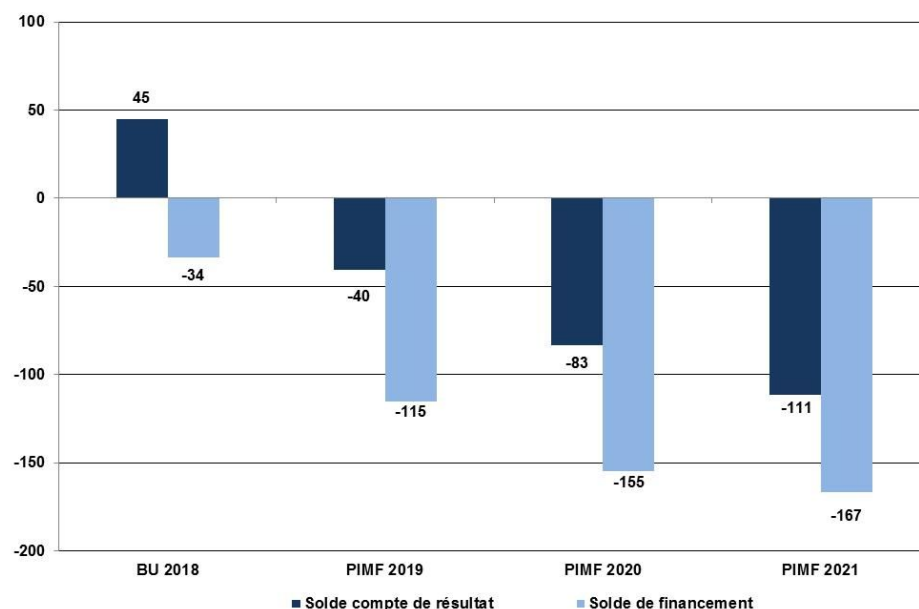
*Effet combiné du PA 2018 et du budget 2018 / PIMF 2019-2021*

Le Grand Conseil a approuvé le PIMF 2017-2019 lors de sa session de novembre 2016. Parallèlement à l'élaboration du PA 2018, le Conseil-exécutif a lancé, en février 2017, les travaux d'élaboration du budget 2018 et du PIMF 2019-2021 dans le cadre du processus de planification 2017 « ordinaire ». Les deux processus (processus de planification ordinaire et PA 2018) seront provisoirement fusionnés avant les vacances d'été : les mesures du PA 2018 seront intégrées dans les chiffres du budget 2018 et du PIMF 2019-2021. Toutefois, ces deux documents de planification (budget et PIMF) ne seront pas adoptés définitivement à l'attention du public et du Grand Conseil avant la fin août 2017, comme les autres années. En conséquence, les chiffres figurant dans le présent rapport sont définitifs pour le PA 2018 alors qu'en ce qui concerne le budget 2018 et le PIMF 2019-2021, il s'agit de résultats intermédiaires appelés à subir encore des modifications.

*Résultat intermédiaire du processus de planification ordinaire budget 2018 / PIMF 2019-2021*

En l'état actuel, non définitif, du processus ordinaire d'élaboration du budget 2018 / PIMF 2019-2021, voici comment se présente la situation financière si l'on regarde les chiffres du compte de fonctionnement et du solde de financement (hors effets du PA 2018) :

**Résultat intermédiaire du « processus de planification ordinaire »**  
(en mio CHF)



Les travaux de planification effectués jusqu'à ce jour font état d'une forte détérioration des soldes financiers par rapport au PIMF 2018-2020 approuvé par le Grand Conseil en novembre 2016. Cela est dû entre autres à l'augmentation des besoins dans les soins hospitaliers, la psychiatrie, l'aide sociale matérielle, le handicap, l'enseignement secondaire et la formation professionnelle.

Par contre, des améliorations importantes peuvent être observées en ce qui concerne les recettes fiscales et les prestations complémentaires. Mais au total, ce sont les évolutions négatives qui prédominent. Cela entraîne une nouvelle aggravation de la situation financière initiale par rapport à l'état de la planification en novembre 2016.

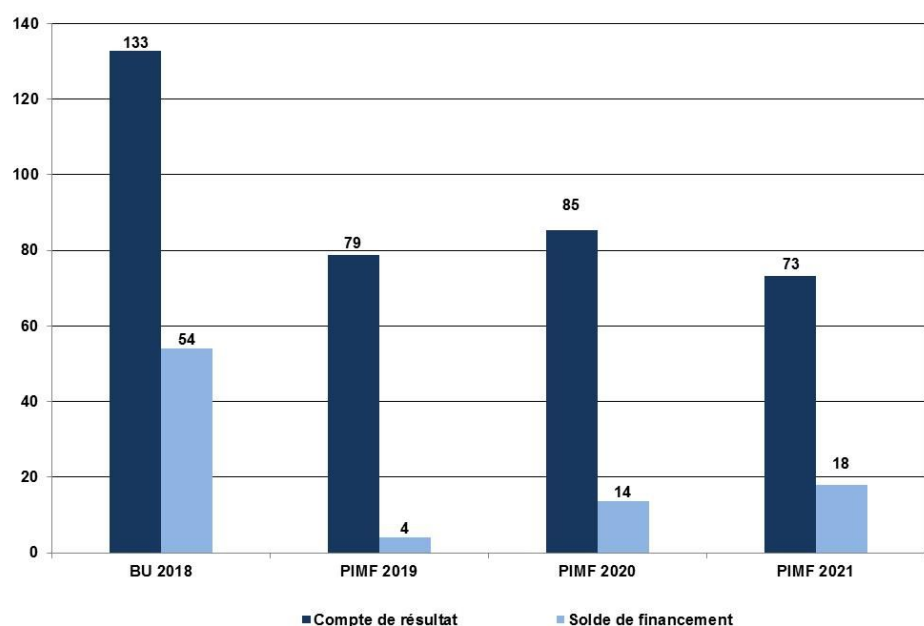
Les chiffres du processus de planification ordinaire à fin juillet 2017 indiquent que, sans mesures d'allègement, la dette du canton de Berne augmenterait d'environ un demi-milliard de francs pendant la période de planification 2018-2021.

## 8.2 Combinaison du résultat du PA 2018 avec le résultat intermédiaire du budget 2018 / PIMF 2019-2021

*Valeurs-repères financières compte tenu du PA 2018*

Si l'on combine les allègements découlant du PA 2018 avec les résultats intermédiaires du budget 2018 / PIMF 2019-2021, on peut dresser le bilan financier intermédiaire suivant :

**Valeurs-repères financières compte tenu du PA 2018 (en mio CHF)**



*Des chiffres positifs tout au long de la période de planification 2018-2021*

Lorsque les mesures du PA 2018 sont prises en compte dans les chiffres du budget 2018 / PIMF 2019-2021, le compte de fonctionnement affiche chaque année des excédents et des soldes de financement positifs. Cela permet, selon les chiffres du processus de planification ordinaire à fin juillet 2017, de réduire la dette de CHF 100 millions environ durant la période de planification 2018-2021. Les consignes des freins à l'endettement constitutionnels sont respectées tout au long de la période de planification 2018-2021.

## 9. APPRECIATION DES RESULTAT DU PA 2018 ET PERSPECTIVES

### 9.1 Appréciation des résultats du PA 2018

*Des résultats qui remplissent totalement les objectifs du PA 2018*

Les résultats financiers établis ici remplissent totalement les objectifs centraux fixés par le Conseil-exécutif au début de l'élaboration du programme d'allègement<sup>9</sup> :

1. Comme expliqué sous le chiffre 8.2, le budget 2018 / PIMF 2019-2021 affiche chaque année des soldes positifs pour le compte de fonctionnement et le financement.
2. La révision 2019 de la loi sur les impôts, telle qu'elle a été adoptée par le Conseil-exécutif et envoyée en consultation le 30 mars 2017, est financée durablement.
3. Les chiffres montrent au Grand Conseil quelles mesures il faudrait prendre pour compenser des dégrèvements fiscaux supplémentaires<sup>10</sup>.

*Des mesures définies dans une perspective politique globale*

Comme annoncé à l'automne 2016, le Conseil-exécutif a donc réagi à la détérioration des perspectives financières ainsi qu'aux exigences politiques du Grand Conseil. Mais atteindre les objectifs fixés a un prix. Certaines mesures auront des conséquences parfois sévères pour les catégories touchées, que ce soient les citoyens, le personnel cantonal et le corps enseignant, les institutions, les établissements, etc. Le Conseil-exécutif en a bien conscience. Il s'est donc efforcé de définir les mesures d'allègement dans une perspective politique globale. Il a notamment eu à cœur que ces mesures n'entraînent pas un affaiblissement général de l'attrait élevé du canton de Berne. C'est pourquoi il a fait, par exemple, le choix politique de demander au secteur de l'éducation et de la formation une participation comparativement moins importante au programme d'allègement.

*Des allègements presque exclusivement du côté des charges*

Contrairement à l'EOS 2014, les allègements du PA 2018 portent presque exclusivement sur les charges. Le poids de la fiscalité dans le canton de Berne étant toujours supérieur à la moyenne intercantonale, le Conseil-exécutif estime que des mesures portant sur les revenus seraient néfastes pour l'attrait du canton et n'auraient aucune chance au niveau politique.

En outre, de nombreuses mesures du PA 2018 tiennent compte des exigences politiques du Grand Conseil concernant l'amélioration de l'efficacité des processus et une réduction des effectifs de l'administration centrale. C'est également ce que vise le lancement de projets dans certains champs d'activité pour identifier des potentiels d'amélioration dans l'accomplissement des tâches<sup>11</sup>.

<sup>9</sup> Lire les explications au chapitre 3.

<sup>10</sup> Voir le chapitre 9.2.

<sup>11</sup> Lire les explications au chapitre 9.3.

En résumé, le Conseil-exécutif considère que les résultats du PA 2018 présentés ici sont acceptables du point de vue financier, économique et social et qu'ils restent dans les limites du raisonnable sur le plan politique.

*Appréciation du point de vue de la politique du personnel*

Les mesures du PA 2018 entraînent une réduction des effectifs du personnel cantonal et du corps enseignant. Elles toucheront également le personnel du secteur subventionné, mais le Conseil-exécutif ne peut pas en quantifier l'ampleur car celle-ci dépendra beaucoup de la manière dont les institutions et les établissements appliqueront les mesures d'allègement.

Le Conseil-exécutif a pour but que le canton conserve à son service le plus possible d'agents touchés par les réductions d'effectifs en exploitant les fluctuations naturelles et les mutations internes. Dans quelle mesure cela sera-t-il possible ? Cela dépendra en partie de la conjoncture, du marché du travail ainsi que des postes et du profil des personnes concernées. Les agentes et les agents touchés par les réductions d'effectifs bénéficieront du soutien du Service central de placement du personnel (SCP). Il pourrait néanmoins y avoir des licenciements dans certains cas. De plus, il n'est pas exclu qu'une petite partie du personnel touché par la réduction des effectifs ait droit aux rentes spéciales prévues par la loi, ce qui ne sera pas sans conséquences financières.

*Appréciation de l'impact sur les communes*

A long terme, la mise en œuvre du PA 2018 se solde par un léger accroissement des charges des communes, représentant environ CHF 0,5 million par an. Le Conseil-exécutif considère que cela est acceptable, même s'il n'ignore pas que l'impact financier concret pourra être très variable selon les communes.

## 9.2 Effets de mesures d'allégement supplémentaires sur l'offre de prestations publiques

*Que faudrait-il faire pour compenser des baisses d'impôt supplémentaires par rapport à la révision 2019 de la loi sur les impôts ?*

Dans le cadre de l'élaboration du programme d'allégement, le Conseil-exécutif a voulu montrer au Grand Conseil les mesures qu'il faudrait prendre pour compenser des baisses d'impôt supplémentaires par rapport à la révision 2019 de la loi sur les impôts. Le gouvernement a pris cette décision notamment suite à l'adoption d'interventions parlementaires demandant la création d'une marge de manœuvre financière pour des dégrèvements fiscaux.

Le but du Conseil-exécutif était également de permettre au Grand Conseil d'avoir un débat de fond sur la politique financière et fiscale lors de sa session de novembre 2017. A cette date, les résultats du PA 2018 ainsi que les résultats détaillés du budget 2018 / PIMF 2019 et de la révision 2019 de la loi sur les impôts seront connus.

*A l'heure actuelle, le Conseil-exécutif est opposé à des mesures d'allégement supplémentaires pour compenser de nouvelles baisses d'impôt.*

Lors de ses journées de réflexion consacrées à l'élaboration du PA 2018, le Conseil-exécutif a donc discuté de mesures d'allégement supplémentaires par rapport au PA 2018.

Comme le montre l'aperçu ci-après, l'adoption de nouvelles mesures d'allégement pour compenser des dégrèvements fiscaux supplémentaires porterait fortement atteinte à l'offre de prestations publiques. A l'heure actuelle, le Conseil-exécutif y est opposé. Il considère que des allégements supplémentaires par rapport au PA 2018 sont politiquement indéfendables aujourd'hui. A son avis, il faut donner la priorité à la mise en œuvre diligente des mesures arrêtées dans le cadre du PA 2018. Celles-ci imposeront des efforts déjà importants aux unités de l'administration et institutions concernées ainsi qu'aux communes.

*Etude de baisses d'impôt supplémentaires dans le cadre de la révision 2021 de la loi sur les impôts*

Ce n'est pas parce qu'il est opposé à des mesures d'allégements supplémentaires par rapport au PA 2018 que le Conseil-exécutif est fermé à de nouvelles baisses d'impôt. Mais il veut que celles-ci soient étudiées, comme annoncé lors de l'ouverture de la consultation sur la révision 2019 de la loi sur les impôts, dans le cadre de la révision suivante de ce texte de loi, prévue pour 2021 (la date dépendant des dispositions contraignantes adoptées entre-temps par la Confédération).

*Aperçu des conséquences d'allégements supplémentaires par rapport au PA 2018*

Comme expliqué précédemment et envisagé à l'automne 2016, le Conseil-exécutif présente ci-après des informations sur les conséquences de nouvelles mesures d'allégement visant à compenser des baisses d'impôt supplémentaires par rapport aux dégrèvements prévus dans la révision 2019 de la loi sur les impôts. Les informations sont succinctes et se rapportent aux Directions prises individuellement. Le gouvernement tient à préciser qu'un grand nombre des mesures exposées ci-après sont la continuation de mesures du PA 2018. Elles viennent donc accroître la rigueur du PA 2018 pour les citoyens concernés ainsi que pour les institutions touchées et leur personnel. Il est donc important de considérer les me-

sures suivantes non pas isolément, mais dans le contexte du PA 2018.

*Mesures d'allégement supplémentaires relevant de la Direction de l'économie publique*

Pour la Direction de l'économie publique (ECO), l'adoption de mesures d'allégement supplémentaires entraînerait de nouvelles suppressions de postes au sein de l'Office des forêts (1,1 EPT) et du secteur de la Protection contre les immissions du beco (1,0 EPT). Par ailleurs, l'ECO devrait réduire ses contributions dans différents domaines : promotion économique/tourisme/développement régional (CHF 2,0 mio), agriculture (0,8 mio) et gestion de la forêt/entretien des forêts protectrices (0,96 mio). De plus, des prestations et des mesures devraient être réduites ou supprimées dans les domaines suivants : assurance-chômage (CHF 0,85 mio par le biais du retrait de certaines mesures cantonales et de restrictions d'accès aux mesures de formation et d'occupation) ; protection contre les immissions (CHF 0,25 mio) ; réduction des procédures de défrichement et renonciation à la distribution de produits et de matériel destinés à prévenir les dégâts causés par le gibier (CHF 0,14 mio), renonciation à l'installation de nouvelles stations de mesures destinées à la surveillance des dangers naturels (CHF 0,1 mio). Enfin, les dépenses pour la prévention contre les épizooties devraient subir une nouvelle baisse, les dépenses de matériel pour le développement et la surveillance économique devraient connaître une réduction provisoire et la couverture des coûts de la vulgarisation agricole devrait être améliorée.

La mise en œuvre de ces mesures générerait de nouveaux allègements financiers d'un total d'environ CHF 4,8 millions à l'ECO (à partir de 2020), mais elle s'y traduirait également par la suppression de 2,1 équivalents plein temps supplémentaires (à partir de 2019). Attendu que les contributions versées pour l'entretien des forêts protectrices seraient réduites d'environ CHF 0,56 million, les communes seraient elles aussi concernées par les mesures décrites ci-dessus.

*Allègements supplémentaires dans les domaines relevant de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale*

Pour la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale, de nouveaux allègements budgétaires auraient les effets suivants :

Des suppressions de postes s'imposeraient dans plusieurs secteurs (Office juridique, Office des hôpitaux, Office des personnes âgées et handicapées, Office du médecin cantonal ; économie de CHF 0,4 mio). L'administration ne serait alors plus en mesure de fournir certaines prestations comme aujourd'hui, du moins jusqu'à ce qu'une numérisation méthodique des procédures permette de réaliser de nouvelles économies.

Au chapitre des soins hospitaliers, le canton devrait renoncer à l'essai pilote « Equipes mobiles de soins palliatifs » (allègement de CHF 3,6 mio), ce qui entraverait l'optimisation des soins à la patientèle concernée. Les contributions pour les soins psychiatriques non hospitaliers (prestations ambulatoires, de clinique de jour, de proximité et de coordination des institutions psychiatriques) seraient amputées de 20,8 millions de francs, d'où une détérioration des soins et une possible hausse des coûts dans le domaine résidentiel. Enfin, il y aurait lieu aussi de réduire de 4% les con-

tributions au titre des prestations de formation des établissements de la santé et des organisations chargées de la formation et du perfectionnement des professions de la santé non universitaires (économie de CHF 0,7 mio), avec pour corollaire une aggravation de la pénurie de personnel qualifié. Par ailleurs, les contributions aux institutions chargées de coordonner les institutions pour le don d'organes, aux archives hospitalières, aux consultations en matière de grossesse et à la protection des enfants subiraient une coupe supplémentaire de 2% (allègement de CHF 0,1 mio).

Dans le domaine du handicap, les contributions publiques ou les tarifs pour les prestations pour les enfants, les adolescents et les adultes seraient encore diminuées de 1 % (économie de CHF 3.8 mio), si bien que de nouveaux gains d'efficacité s'imposeraient, mais les allègements pourraient aussi se solder par une moindre qualité dans la fourniture des prestations (au point, peut-être, que le canton ne pourra plus assumer son mandat de prestations) et risqueraient en outre de compromettre la mise en œuvre du plan stratégique en faveur des personnes handicapées. De plus, ne pourraient être financées plus que pour moitié les prestations au titre des programmes de formation continue et des activités de conseil que la Haute école pédagogique de Berne assure aujourd'hui dans le domaine de l'autisme à l'intention des directions et du personnel scolaires (allègement de CHF 0.6 mio). Il en résulterait une inégalité de traitement entre enseignants spécialisés et enseignants ordinaires.

Dans le domaine des personnes âgées, il faudrait réduire encore de 10 francs (pour les ramener à CHF 65) les contributions par jour aux foyers de jour (allègement de CHF 0,5 mio), d'où le risque d'une fermeture de certains programmes et d'un transfert de la prise en charge ambulatoire vers la prise en charge résidentielle (onéreuse) des personnes concernées.

Dans le domaine de l'aide aux personnes dépendantes et de la promotion de la santé, une nouvelle réduction des prestations serait nécessaire et elle viendra s'ajouter aux mesures d'économie de 4 millions de francs déjà prévues, soit 2 millions de francs après compensation des charges (abaissement du plafond de dépenses pour la thérapie résidentielle, diminution des prestations dans le domaine de la réduction des risques, des centres d'accueil et de contact, ainsi que dans le domaine conseil et thérapie ambulatoire ; allègement supplémentaire de CHF 2 mio au total, soit CHF 1 mio après compensation des charges). Dans certaines régions (Bienne et Jura bernois, p. ex.), il pourrait en résulter des lacunes dans les soins et des temps d'attente plus longs pour les personnes qui demandent de l'aide.

Enfin, les allègements envisagés impliquent une réduction de 20% environ des forfaits pour l'encadrement et la gestion dans le domaine de l'aide sociale en matière d'asile (allègement du budget du canton de CHF 1 mio après compensation des charges, respectivement diminution de CHF 2

mio au total dans les services sociaux pour réfugiés), avec éventuellement à la clé une dégradation de la prise en charge et de l'assistance aux réfugiés, en particulier en ce qui concerne leur insertion (professionnelle).

Dans l'ensemble, la mise en œuvre de ces mesures au sein de la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale pourrait amener des allègements financiers jusqu'à hauteur de 32,5 millions de francs dans les années 2020 et 2021. Elle se traduirait parallèlement par la suppression de 2,8 équivalents plein temps dans l'administration centrale. L'ampleur des réductions de postes dans les institutions subventionnées ne peut être quantifiée, mais on peut admettre qu'elle sera en partie considérable. L'application des mesures décrites ci-dessus allégerait la charge des communes d'un montant s'élevant jusqu'à 3,1 millions de francs.

*Allègements supplémentaires concernant la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques*

Des allègements supplémentaires au sein de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE) auraient pour effet une réduction de l'ordre de CHF 17 par mois du montant pour les dépenses personnelles (coiffeur, vêtements, transports, etc.) accordé aux bénéficiaires des prestations complémentaires dans un foyer ou à l'hôpital (allègements totalisant CHF 1,2 mio).

Par ailleurs, le montant correspondant aux actes de défaut de biens pour les primes et les participations aux coûts non payées selon l'article 64a de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal ; RS 832.10), que le canton prend à sa charge, serait soumis à une nouvelle compensation des charges dans le cadre de la réduction des primes de l'assurance-maladie (allègements totalisant CHF 17 mio).

S'agissant de la réduction des primes, la catégorie des familles, réintroduite en 2016, serait à nouveau supprimée (allègements d'un montant de CHF 6 mio).

En outre, dans les domaines de l'autorité parentale conjointe, des conventions d'entretien, du recrutement des mandataires privés ainsi que des conseils à ceux-ci, la délégation des tâches aux services sociaux serait supprimée. La compétence se déplacerait ainsi des services sociaux des communes vers les APEA (allègements d'un montant s'élevant jusqu'à CHF 2,5 mio). L'internalisation impliquerait une centralisation du système aujourd'hui géré par les communes et une perte en termes de proximité avec la population. Cette opération ne serait probablement pas neutre du point de vue des coûts pour les services sociaux, car ils continueraient à s'occuper des cas complexes. Des demandes de paiements supplémentaires de la part des communes au sujet des indemnisations à la charge du canton prévues dans l'ordonnance du 19 septembre 2012 sur la collaboration des services communaux avec les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte et l'indemnisation des communes (OCInd; RSB 213.318) seraient imaginables. La coopération entre les APEA et les services sociaux, qui fonctionne bien dans le canton de Berne, serait mise à mal par cette mesure qui impliquerait en outre un investissement initial

important pour les APEA.

L'abaissement du montant de la fortune librement disponible et la perception d'indemnités pour les curatelles concernant les enfants pourraient aussi diminuer les charges du canton (allègements d'un montant de CHF 1 mio). La résistance des parents face aux curatelles pourrait toutefois fortement s'accroître, ce qui, à son tour, rendrait la protection du bien-être de l'enfant plus difficile.

Globalement, la mise en œuvre de ces mesures au sein de la JCE donnerait lieu à des allègements financiers pouvant s'élever jusqu'à CHF 27,7 millions. L'internalisation évoquée impliquerait la création dans les APEA de dix équivalents plein temps, alors que, de leur côté, les services sociaux ne supprimeraient pas simultanément un tel effectif puisque les cas complexes seraient toujours de leur ressort. Les communes devraient supporter une charge d'environ CHF 17 millions (compensation des charges dans le domaine de la réduction des primes).

*Allègements supplémentaires à la Direction de la police et des affaires militaires*

À la POM, des allègements supplémentaires entraîneraient la suppression de la possibilité inscrite dans la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol ; RSB 551.1) de déléguer aux communes des tâches liées au contrôle du stationnement et au contrôle de la vitesse et des feux (y c. perception d'amendes). Il faudrait alors racheter les installations de contrôle, réaliser de nouveaux investissements (CHF -2,7 mio) et engager du personnel supplémentaire (-15,0 EPT) ; ces dépenses seraient toutefois compensées par des recettes annuelles supplémentaires (CHF 7,0 mio nets). Environ 100 communes subiraient des manques à gagner (CHF 4,7 mio). Par ailleurs, la Police cantonale devrait temporairement diminuer ses dépenses pour les biens, services et marchandises, notamment pour l'entretien de ses véhicules (CHF 9,7 mio) ; cela pourrait avoir des répercussions sur la ponctualité de ses interventions et de ses prestations. Il faudrait en outre renoncer aux subventions annuelles aux interventions de la protection civile pendant la coupe du monde de ski (CHF 0,15 mio), ce qui pourrait engendrer des coûts à charge des communes.

À l'Office de la circulation routière et de la navigation, des allègements supplémentaires entraîneraient la suppression d'environ douze équivalents plein temps (CHF 1,2 mio) et l'abandon de projets d'amélioration des services rendus à la population et à la clientèle dans le cadre de la communication électronique avec les autorités (CHF 0,29 mio) ; cela entraînerait des répercussions tangibles sur la productivité et la qualité des prestations.

La mise en œuvre de ces mesures au sein de la POM permettrait des économies de l'ordre de CHF 8,5 millions, mais nécessiterait la création de trois équivalents plein temps (nets) ; les communes subiraient un manque à gagner à hauteur de CHF 4,7 millions.

*Allégements supplémentaires dans les domaines relevant de la Direction des finances*

A la Direction des finances, des allégements supplémentaires entraîneraient une réduction des effectifs du Secrétariat général (allégement de CHF 0,12 mio) et une coupe du crédit pour la réadaptation de personnes assistées par l'assurance-invalidité (CHF 0,4 mio). Il faudrait en outre renoncer à la plateforme de distribution prévue dans le domaine de la cyberadministration BE-eGov (CHF 0,2 mio), ce qui empêcherait d'utiliser de nouvelles fonctions et de bénéficier d'améliorations de la sécurité. L'assurance de choses conclue jusque-là au niveau cantonal devrait par ailleurs être résiliée (CHF 0,5 mio), et le canton de Berne supporterait par conséquent lui-même les risques correspondants et les dommages éventuels.

La mise en œuvre de ces mesures générerait au total quelque CHF 1,2 million d'allégements financiers à la Direction des finances, mais elle s'y traduirait également par la suppression de 0,8 équivalent plein temps. Les communes ne seraient quant à elles pas concernées par la mesure décrite ci-avant.

*Allégements supplémentaires dans les domaines relevant de la Direction de l'instruction publique*

En cas de mesures d'allègement supplémentaires, le canton de Berne devrait renoncer à l'encouragement des talents particuliers dans le domaine du sport au degré secondaire II (écoles professionnelles et gymnases). Dans de telles circonstances, les sportifs et sportives de haut niveau particulièrement talentueux ne bénéficieraient plus d'un soutien particulier pendant leur formation, ce qui aurait des conséquences négatives sur la mise à profit de leur potentiel et/ou sur le choix de leur formation. Par ailleurs, les institutions bernoises qui se distinguent en partie en misant sur l'encouragement des talents particuliers et qui attirent donc des sportifs et sportives de haut niveau extracantonaux subiraient un préjudice.

Dans l'ensemble, la mise en œuvre de cette mesure permettrait d'économiser quelque 2 millions de francs et entraînerait la suppression de 4,5 EPT au niveau du corps enseignant. Les communes n'en seraient pas directement touchées.

*Allégements supplémentaires dans le domaine des transports publics*

Dans les transports publics, des mesures d'économie plus strictes seraient possibles uniquement avec une réduction radicale de l'offre. Les coupes dans l'offre devraient être réalisées là où les prestations de transport sont relativement faibles malgré les moyens financiers engagés.

Concrètement, 20 lignes de transports publics devraient être supprimées sur l'ensemble du territoire cantonal. En outre, l'offre devrait être considérablement réduite sur 13 autres lignes, ce qui signifierait que les transports publics ne circuleraient plus qu'aux heures de pointe. Près de dix communes et de nombreuses petites localités ne seraient plus desservies par les transports publics. Ces mesures concerneraient non seulement les offres en milieu rural, mais également en ville et dans les agglomérations.

Cette réduction massive entraînerait des coupes à hauteur de 11,4 mil-

lions de francs pour les entreprises de transport. Le canton ne pourrait cependant épargner que 5,1 millions de francs. Les économies restantes reviendraient aux communes (2,5 millions de francs) et à la Confédération (3,8 millions de francs).

*Allégements supplémentaires dans le domaine des autorités judiciaires et du Ministère public*

Les autorités judiciaires et le Ministère pourraient, en cas d'allégements supplémentaires dans le cadre de la fluctuation de personnel, retarder le pourvoi des postes (CHF 0.44 mio). Il en résulterait cependant d'une part des retards de procédure et, d'autre part, une perte d'efficacité considérable. Il s'agirait alors de gérer les périodes de transition avec un effectif de personnel déjà restreint, ce qui entraînerait une surcharge et une hausse non souhaitée des comptes épargne-temps. Le fait de renoncer aux juges spécialisés au niveau des tribunaux du travail constituerait une possibilité d'économie supplémentaire (CHF 0.03 mio), tout comme la renonciation partielle aux juges non professionnels dans le domaine pénal (CHF 0.03 mio). Ces deux possibilités nécessiteraient des adaptations législatives.

Finalement, une réduction des honoraires des avocats commis d'office de CHF 200/heure à CHF 190/heure permettrait de réaliser des économies évaluées à CHF 0.95 million. Pour cela, le Conseil-exécutif serait tenu d'adapter l'ordonnance du 20 octobre 2010 sur la rémunération des avocats et avocates commis d'office (ORA ; RSB 168.711). Cette mesure aurait une forte incidence négative sur le climat entre le gouvernement, respectivement la justice et les avocats en tant que parties de la juridiction.

Dans l'ensemble, la mise en œuvre de ces mesures dans le domaine des autorités judiciaires et au Ministère public entraînerait des allégements financiers (supplémentaires) d'environ CHF 1.45 million.

*Allégements supplémentaires dans le domaine du Bureau pour la surveillance de la protection des données*

Des allégements supplémentaires concernant le Bureau pour la surveillance de la protection des données se traduiraient par une nouvelle coupe des prestations de tiers (allégement de CHF 0,027 mio). Le mandat de contrôle du Bureau pour la surveillance de la protection des données ne pourrait alors plus être rempli conformément aux réglementations légales et la valeur indicative (1% des coûts d'exploitation informatique) ne serait de loin pas atteinte.

### 9.3 Champs d'activité présentant un potentiel d'optimisation

*Après le PA 2018 : identifier un potentiel d'optimisation grâce à des projets concrets*

Dans le cadre de l'élaboration du PA 2018, le Conseil-exécutif a identifié différents champs d'activité cantonaux pouvant présenter un potentiel d'optimisation, par exemple au niveau de l'organisation ou des mécanismes de pilotage. Il faut également analyser en détail comment les progrès technologiques (ère du numérique) peuvent être mis à profit dans certains champs d'activité pour soutenir l'accomplissement des tâches publiques et faire des économies.

*Optimiser l'accomplissement des tâches publiques est une tâche permanente du Conseil-exécutif*

Le Conseil-exécutif estime qu'il est de son devoir de veiller en permanence à ce que les tâches publiques soient accomplies de manière économe et économique. Il prévoit donc de lancer avant la fin de l'année, une fois que les travaux du PA 2018 seront achevés, des projets concrets pour étudier le potentiel d'optimisation dans les champs d'activité identifiés. Comme il l'avait déjà fait après l'EOS 2014, il reprendra ses discussions sur l'optimisation de l'accomplissement des tâches publiques après le PA 2018. Pour mémoire, le travail de suivi dans les champs d'examen restés ouverts suite à l'EOS 2014 ont conduit à réexaminer l'informatique cantonale ainsi que les relations entre l'Eglise et l'Etat. Des résultats concrets ont été obtenus dans l'un de ces domaines (cf. nouvelle loi sur les Eglises nationales) tandis que des travaux sont en cours dans l'autre (cf. projet IT@BE).

*Poursuite des travaux sur le PA 2018 conformément à la motion 165-2015 Kipfer*

Enfin, le Conseil-exécutif rappelle que les projets prévus doivent également être conformes aux demandes de la motion 165-2015 Kipfer (Thoune, PEV) adoptée par le Grand Conseil. Intitulée « Après l'EOS, contrôler l'efficacité du travail administratif », elle charge le Conseil-exécutif de « *passer en revue les différents processus, les références de qualité et l'efficience de l'administration afin d'examiner les moyens d'optimiser les coûts.* »

En résumé, le Conseil-exécutif prévoit de lancer au plus tard d'ici la fin de l'année des projets concrets dans plusieurs domaines pour pouvoir identifier le potentiel d'optimisation en matière d'accomplissement des tâches:

*Soins hospitaliers*

L'octroi plus restrictif de mandats sur la liste des hôpitaux, les exigences imposées aux fournisseurs de prestations, y compris en ce qui concerne les nombres minimaux de cas (pour éviter les interventions occasionnelles) et la mise en œuvre systématique de la stratégie de gestion de la qualité, sont autant d'éléments permettant au canton de s'assurer qu'il ne soit procédé à des interventions, surtout programmées, que lorsque celles-ci sont d'une utilité incontestable pour le patient (monitorage de l'indication). Bien pensée et réalisée à l'échelle du canton, une concentration décentralisée de la fourniture de prestations est propre à optimiser l'utilisation des infrastructures hospitalières et, partant, à contribuer à réduire les frais de base fixes par cas.

|                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Psychiatrie</i>                            | <p>La réduction des capacités hospitalières devrait exercer une pression à la baisse sur les coûts. Il s'agit en particulier d'étudier quels modes de prise en charge plus avantageux pourraient se substituer en partie aux soins hospitaliers (notamment le traitement aigu à domicile, les services ambulatoires et les cliniques de jour).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <i>Handicap</i>                               | <p>Tant pour les adultes que pour les enfants et les adolescents, on examine la possibilité d'adapter les tarifs des prestations lorsque les institutions réalisent régulièrement des excédents, mais aussi d'utiliser au mieux ces excédents, par exemple pour compenser un découvert l'année suivante (contrats pluriannuels).</p> <p>En ce qui concerne les adultes, le changement de système prévu (modèle bernois avec passage au financement par sujet) offre une série de nouveaux moyens de pilotage. Seront ainsi définis, entre autres, des seuils pour le droit aux prestations ainsi que des coûts normatifs ; par ailleurs, le libre choix tendra à favoriser le secteur ambulatoire.</p> <p>Pour les enfants et les adolescents, il convient de prendre appui sur une planification de la prise en charge englobant tous les domaines, afin de pouvoir réagir de manière flexible à l'évolution des besoins.</p> |
| <i>Troisième âge et long séjour</i>           | <p>Conformément à la politique cantonale du troisième âge, qui entend renforcer la prise en charge ambulatoire, on examine aujourd'hui comment reculer l'entrée en établissement médico-social (EMS). On étudie en outre les moyens d'endiguer l'explosion des prestations complémentaires.</p> <p>La hausse du besoin moyen de soins en EMS va de pair avec une augmentation des exigences envers le personnel soignant. C'est pourquoi il importe de considérer différentes options visant à créer un cadre plus flexible pour l'affectation du personnel.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <i>Handicap, troisième âge et long séjour</i> | <p>L'infrastructure des EMS est financée depuis 2011 via un forfait couvert par les résidents au moyen d'un tarif fixe par place et complété au besoin par les prestations complémentaires. La révision en cours de la législation sur l'aide sociale pose les bases permettant d'étendre les forfaits d'infrastructure aux institutions pour adultes handicapés. De tels forfaits sont également à l'examen dans le secteur des enfants et des adolescents.</p> <p>Il convient d'étudier les moyens à mettre en place pour garantir l'affectation des forfaits d'infrastructure au but prévu.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <i>Aide sociale</i>                           | <p>Dans l'aide sociale, plusieurs secteurs génèrent ou gèrent des revenus ; c'est le cas notamment pour l'aide matérielle, l'avance de contributions d'entretien et l'aide aux victimes. Il est prévu de vérifier en 2018 les optimisations et les synergies découlant par exemple de la centralisation des opérations de recouvrement. On analysera en outre les possibilités d'améliorer les outils à disposition, en particulier les systèmes informa-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

tiques.

En comparaison intercantonale, le canton de Berne connaît peu de prestations liées aux besoins versées en amont de l'aide sociale, telles que les prestations complémentaires pour les familles ou les allocations de maternité. Dès lors, le nombre de personnes tributaires de l'aide sociale est relativement important, d'où des coûts (administratifs) plutôt élevés. Il sera examiné en 2019 si d'autres prestations en amont sont de nature à alléger la charge du système dans son ensemble.

*Réorganisation du domaine des poursuites et des faillites*

Dans le canton de Berne, cinq offices comportant douze agences (huit pour les poursuites et quatre pour les faillites) s'occupent des affaires ayant trait aux poursuites et aux faillites. Les offices et les agences sont répartis sur neuf sites différents. Aujourd'hui déjà, les processus de soutien sont effectués conjointement par les offices des poursuites et des faillites au-delà de leurs limites géographiques. Cette évolution va se poursuivre avec l'introduction des nouvelles applications et la future orientation stratégique, de sorte qu'il convient d'examiner une réduction du nombre de sites, en les portant à cinq (un site par région administrative). Tant les questions relatives aux poursuites que celles concernant les faillites pourraient être traitées sur ces sites.

*Réorganisation du domaine du registre foncier*

Les bureaux régionaux du registre foncier, au nombre de cinq dans le canton de Berne, sont présents sur sept sites. La fermeture de deux, voire de trois sites favoriserait une concentration modérée et simplifierait la réglementation des suppléances, la création de centres de compétences chargés de tâches spéciales ainsi qu'une application uniforme du droit. La conduite des régions du registre foncier par le Directoire serait elle aussi facilitée. Compte tenu du degré d'informatisation atteint dans les registres fonciers, la perte de proximité avec les habitants découlant de la centralisation modérée précitée devrait objectivement être raisonnable. Il existe en revanche un risque que les emplois se concentrent dans les agglomérations.

*Numérisation de prestations publiques (eBau, plans d'affectation, registre du commerce)*

Le projet eBau (procédure électronique d'octroi du permis de construire) de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, en favorisant la voie électronique, doit simplifier la procédure d'octroi du permis de construire dans le canton de Berne (Motion Steiner-Brütsch 248-2013). La solution technique doit être évaluée dans le cadre du projet d'ici la fin du premier semestre de 2017 et sera introduite en trois étapes d'ici à 2020.

Le projet de plans d'affectation numériques de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire permet de saisir, de traiter et d'approuver des plans sous forme électronique. D'ici à 2019, toutes les communes bernoises devraient avoir saisi numériquement leur plan de zones destiné au cadastre RDPPF. Il devrait ainsi être possible de procéder à l'examen préalable et d'approuver les données des plans d'affectation sous forme numérique dès 2020.

Quant au projet de numérisation du registre du commerce, il est prévu que la saisie des dossiers des entreprises soit achevée en automne 2018.

Ces mesures de numérisation des prestations publiques posent également les bases d'une possible extension des offres de cyberadministration.

#### *Prisons régionales*

Les prisons régionales de Berne et de Bienne sont situées à des endroits centraux présentant un fort potentiel commercial. La stratégie de l'Office de l'exécution judiciaire (OEJ) prévoit qu'à long terme, seules des prisons régionales d'une taille suffisamment grande pour permettre un fonctionnement rentable seront exploitées. Selon les directives de l'Office fédéral de la justice, les prisons ne sont considérées comme rentables qu'à partir de 100 places. Or, deux des prisons régionales bernoises ne disposent pas d'une telle capacité.

L'OEJ est en train d'élaborer une stratégie sur l'exécution judiciaire, qui devrait être soumise au Grand Conseil à la session de mars 2018. Cette stratégie comprend des considérations au sujet des lieux d'implantation et de la rentabilité des prisons régionales. Étant donné l'état des bâtiments à Berne et à Bienne, il est indiqué de revoir le lieu d'implantation des deux établissements concernés.

### **9.4 Examen politique à venir du PA 2018 par le Grand Conseil**

#### *Positionnement du PA 2018 par rapport au budget 2018 / PIMF 2019-2021*

Comme il est d'usage, le Conseil-exécutif adoptera fin août 2017 le budget 2018 et le PIMF 2019-2021 à l'attention du Grand Conseil. Les chiffres figurant dans ces deux documents de planification intègrent l'impact financier du PA 2018. Ainsi, le présent rapport complète les comptes rendus sur le budget 2018 et le PIMF 2019-2021. Ces trois documents de planification constituent un tout et ce sont leurs effets financiers et politiques combinés qui sont déterminants.

#### *Possibilités d'action du Grand Conseil*

Le Grand Conseil peut influencer sur les résultats du PA 2018 en faisant des propositions relatives au budget 2018 ainsi qu'en adoptant des déclarations de planification concernant le rapport PA 2018 et le PIMF 2019-2021. Ces possibilités sont décrites à l'annexe 5.

## 10. PROPOSITION

Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de prendre connaissance du présent rapport et de ses annexes.

Berne, le 28 juin 2017

Au nom du Conseil-exécutif,

le président : **Pulver**

le chancelier : **Auer**

### ANNEXES

|                 |                                                                                                  |
|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Annexe 1</i> | Programme d'allègement PA 2018 par Direction                                                     |
| <i>Annexe 2</i> | Analyse comparative intercantonale                                                               |
| <i>Annexe 3</i> | Résultats détaillés de l'analyse de la marge de manœuvre par groupes de produits                 |
| <i>Annexe 4</i> | Résultats détaillés de l'analyse de croissance                                                   |
| <i>Annexe 5</i> | Possibilités d'action du Grand Conseil sur le rapport PA 2018 et le budget 2018 / PIMF 2019-2021 |

## 11. ANNEXES

### 11.1 Annexe 1 : Programme d'allégement PA 2018 par Direction

#### 11.1.1 Chancellerie d'Etat (CHA)

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 42.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des charges de personnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Dans le cadre d'une révision de l'organisation structurelle, un poste est économisé au niveau de la direction. La coopération entre tous les collaborateurs du back office, améliorée, transversale et orientée ressources permet aussi d'économiser un poste dans le secteur Administration/Réception et de renoncer aux auxiliaires en cas d'absence. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Révision de l'ordonnance sur l'organisation et les tâches de la Chancellerie d'Etat (RSB 152.211)                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.455  | 0.455 | 0.455 | 0.455                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 2.0    | 2.0   | 2.0   | 2.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 42.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des frais matériels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Arrêt de la production de divers imprimés (notamment des brochures illustrées) et d'un film. Réduction des charges liées aux frais de traduction externes. Réduction des charges liées à la production de cartes de légitimation permettant le vote électronique.</p> <p>En outre, la CHA ne met plus les cartes de légitimation à disposition au format physique, mais seulement en ligne sous forme de fichier d'impression. Les cartes de légitimation doivent désormais être intégralement imprimées par les communes.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Révision de l'ordonnance sur les droits politiques (RSB 141.112), article 48                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                      | Budget |        |        | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019   | 2020   | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.343  | 0.218  | 0.218  | 0.218                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | -0.035 | -0.035 | -0.035 | -0.035                           |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

N°

42.1.3

Groupe de produits

Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil

Mesure

Réduction des frais postaux

Descriptif de la mesure

Diverses mesures de réduction des frais postaux sont examinées et soumises au Conseil-exécutif pour approbation. Les mesures phares sont, à court terme, la réduction du nombre de courriers A et, à moyen et long terme, l'envoi électronique des décomptes de traitement ou la mise en œuvre systématique d'une boîte postale numérique (BE-GEVER).

Modification de base(s) légale(s) Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.101  | 0.302 | 0.523 | 0.523                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 42.1.4                                                                                                                                                   |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil                                                                                                          |
| <b>Mesure</b>                            | Economie de frais de port grâce à l'envoi de matériel de propagande électorale par les communes                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Pas de remboursement des dépenses supplémentaires liées aux frais d'envoi plus élevés lors de l'envoi de matériel de propagande électorale aux communes. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Révision de la loi sur les droits politiques (RSB 141.1), art. 48 et 49                                                                                  |

|                                      | <b>Budget</b> |             |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-----------------------------------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b>                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000         | 0.200       | 0.200       | 0.200                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0         | 0.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | -0.200      | -0.200      | -0.200                                  |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

### 11.1.2 Direction de l'économie publique (ECO)

|                                          |                                                                                                                            |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.1.1                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien aux fonctions de direction (ECO)                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des coûts de matériel                                                                                            |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des coûts de matériel dans le domaine de l'informatique ainsi que des infrastructures de bureau et des bâtiments |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.055  | 0.255 | 0.355 | 0.355                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                            |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.1.2                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien aux fonctions de direction (ECO)                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions cantonales versées aux centres de renfort des sapeurs-pompiers |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des contributions cantonales versées aux centres de renfort des sapeurs-pompiers |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.050  | 0.050 | 0.050 | 0.050                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                           |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.2.1                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Groupe de produits</b>                | Développement et surveillance économique                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions aux régions à faible tourisme de séjour                                                                                                                                                                                       |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des contributions à la destination de Berne et à la destination Jura / Trois-Lacs                                                                                                                                                               |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | La LDT impose le versement de contributions aux régions à faible tourisme de séjour. Le Conseil-exécutif dispose d'une grande marge de manœuvre pour définir le montant de ces contributions (notamment selon les moyens disponibles inscrits au budget). |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000         | 0.000       | 0.300                                   | 0.300       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0                                     | 0.0         |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000                                   | 0.000       |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.2.2                                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>                | Développement et surveillance économique                                                                                                                                     |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions ainsi que du montant alloué au Fonds d'aide aux investissements dans le cadre de la Nouvelle politique régionale                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des contributions à fonds perdu pour les futurs projets de la Nouvelle politique régionale (NPR) dans les domaines du tourisme et des offres régionales novatrices |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Adaptation de la convention-programme conclue avec la Confédération                                                                                                          |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.300         | 0.300       | 0.000                                   | 0.000       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0                                     | 0.0         |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000                                   | 0.000       |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                             |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.2.3                                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>                | Développement et surveillance économique                                    |
| <b>Mesure</b>                            | Optimisation de l'administration dans le domaine de la Promotion économique |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Suppression d'un poste administratif                                        |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                 |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.100                            | 0.100 | 0.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.9    | 0.9                              | 0.9   | 0.9   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                 |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.2.4                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>                | Développement et surveillance économique                        |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction de contributions versées aux manifestations sportives |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | -                                                               |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                     |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.100                            | 0.100 | 0.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.3.1                                                                                                                                                                                              |
| <b>Groupe de produits</b>                | Assurance-chômage                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des mesures cantonales, notamment du soutien apporté aux semestres de motivation                                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des mesures cantonales – notamment du soutien aux semestres de motivation – destinées aux personnes aptes au placement qui n'ont pas ou plus droit aux prestations de l'assurance-chômage |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                         |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                      |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.4.1                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>                | Agriculture                                                                                          |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions d'investissement pour les améliorations structurelles                    |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des contributions d'investissement pour les améliorations structurelles dans l'agriculture |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                          |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.500  | 0.750                            | 0.750 | 0.750 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.4.2                                                                                                                                                           |
| <b>Groupe de produits</b>                | Agriculture                                                                                                                                                      |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction de la contribution à la Fondation Rurale Interjurassienne (FRI)                                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction de la contribution cantonale à la FRI sur la base de la convention de prestations pour la formation et la vulgarisation agricoles dans le Jura bernois |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                      |

|                                      | <b>Budget</b> |             |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-----------------------------------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b>                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100         | 0.100       | 0.100       | 0.100                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0         | 0.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000       | 0.000                                   |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                       |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.4.3                                                                                |
| <b>Groupe de produits</b>                | Agriculture                                                                           |
| <b>Mesure</b>                            | Adaptation des contrôles effectués dans le cadre des paiements directs                |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Adaptation des conventions de prestations conclues avec les organisations de contrôle |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                           |

|                                      | <b>Budget</b> |             |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-----------------------------------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b>                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100         | 0.100       | 0.100       | 0.100                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0         | 0.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000       | 0.000                                   |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.4.4                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Agriculture                                                                                                                                                             |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression des contributions versées en cas de dommages dus aux éléments naturels                                                                                      |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Suppression des contributions cantonales versées pour réparer les dommages qui ne sont pas couverts par une assurance contre les dommages dus à des événements naturels |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                             |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.300                            | 0.300 | 0.300 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                      |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.4.5                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>                | Agriculture                                                                                          |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction au niveau de la commercialisation régionale et de la commercialisation des animaux         |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des moyens affectés à la commercialisation régionale et à la commercialisation des animaux |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                          |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                             |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.4.6                                                                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>                | Agriculture                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Augmentation de la couverture des coûts de la formation continue agricole                                   |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Augmentation du degré de couverture des coûts de la formation continue agricole (adaptation des émoluments) |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Adaptation de l'ordonnance sur les émoluments                                                               |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000         | 0.100       | 0.100                                   | 0.100       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0                                     | 0.0         |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000                                   | 0.000       |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                             |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.4.7                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>                | Agriculture                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des dépenses en matière d'épizooties              |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des dépenses relatives à la Caisse des épizooties |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                 |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000         | 0.300       | 0.300                                   | 0.300       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0                                     | 0.0         |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000                                   | 0.000       |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Groupe de produits</b>                | Forêt et dangers naturels                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions à la sylviculture                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Suppression des contributions versées pour l'utilisation de machines par plusieurs propriétaires. Contributions versées pour les dessertes en dehors des forêts protectrices limitées aux câbles-grues, aux importants travaux d'extension et de construction et aux remises en état. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                           |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.1    | 0.1                              | 0.1   | 0.1   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.5.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>                | Forêt et dangers naturels                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Mesure</b>                            | Focalisation sur les tâches essentielles et optimisation des procédures internes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Focalisation sur les tâches essentielles (sur le plan administratif, recentrer les priorités sur les tâches légales du canton ; renoncer à certaines tâches, p. ex. suspendre des mandats de gestion des forêts et réduire le volume des tâches, p. ex. Rendez-vous Forêt bernoise). Optimisations des procédures (simplifications considérables et optimisations des procédures administratives). |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.400                            | 0.400 | 0.400 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.3    | 2.6                              | 2.6   | 2.6   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.5.3                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Forêt et dangers naturels                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions versées pour la protection contre les dangers naturels                                                                                                                                         |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Economies en matière de protection contre les dangers naturels. Renonciation à la réalisation de projets de protection contre les dangers naturels, pour autant qu'aucune mesure urgente ne soit manifestement nécessaire. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.050         | 0.050       | 0.050                                   | 0.050       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0                                     | 0.0         |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000                                   | 0.000       |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.5.4                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Groupe de produits</b>                | Forêt et dangers naturels                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                            | Rationalisation des soins et de l'entretien des forêts domaniales                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Exploitation conséquente du potentiel de rationalisation des soins aux forêts selon des critères biologiques (moins de soins aux jeunes forêts).<br>Nouvel abaissement des standards d'entretien des routes forestières.<br>La préservation de la substance est assurée. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.050         | 0.150       | 0.150                                   | 0.150       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.4           | 1.2         | 1.2                                     | 1.2         |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000                                   | 0.000       |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.6.1                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Groupe de produits</b>                | Nature                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Mesure</b>                            | Adaptation des patentes de chasse                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Adaptation des émoluments des patentes de chasse au renchérissement (env. 5 % depuis 2003). Adaptation des émoluments perçus pour les patentes supplémentaires pour la chasse au chevreuil (annulation de la réduction de CHF 40 par patente décidée le 1.4.2011 et entrée en vigueur le 1.6.2011). |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Art. 12, al. 1 + 2 LCh (RSB 922.11). Compétence du Conseil-exécutif                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.180                            | 0.180 | 0.180 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.6.2                                                                                                                                                        |
| <b>Groupe de produits</b>                | Nature                                                                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des dépenses au titre du Fonds de régénération des eaux et du montant alloué à ce dernier                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des dépenses au titre du Fonds de régénération des eaux et donc également du montant alloué à ce dernier dans le cadre de la baisse des taxes d'eau |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                   |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.300                            | 0.300 | 0.300 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.6.3                                                                                                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>                | Nature                                                                                                                                                                               |
| <b>Mesure</b>                            | Transfert d'objets de protection des espèces et des biotopes dans une catégorie portée à la charge de la Confédération                                                               |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Transfert d'objets inventoriés de la catégorie « importance régionale » vers la catégorie des objets « d'importance nationale », lesquels doivent être financés par la Confédération |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | La décision du Conseil fédéral est prévue pour le mois de juin 2017.                                                                                                                 |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.250 | 0.250 | 0.250                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                        |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 43.6.4                                                                                                                 |
| <b>Groupe de produits</b>                | Nature                                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Adaptation des émoluments des patentes de pêche                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Adaptation des recettes régaliennes                                                                                    |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | La hausse des émoluments régaliens (patente) requiert une modification de la loi (loi sur la pêche [LPê], RSB 923.11). |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000 | 0.400 | 0.400                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

### 11.1.3 Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP)

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien aux fonctions de direction, services généraux et prestations juridiques                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des frais de personnel et de matériel au sein du Secrétariat général et de l'Office juridique de la SAP                                                                                                                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction de 12% d'un poste de juriste, suppression de 2,65 postes vacants au sein du Secrétariat général dans le cadre de la fluctuation ordinaire, diminution des fonds destinés aux honoraires d'externes, au recrutement, à l'élaboration des rapports et au consulting informatique |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.552  | 0.552 | 0.552 | 0.552                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 2.8    | 2.8   | 2.8   | 2.8                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 44.2.1                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Groupe de produits</b>      | Soins hospitaliers                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesure</b>                  | Economies sur les frais de matériel de l'Office des hôpitaux                                                                                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Réduction du financement de départ de la communauté de référence conformément à la loi fédérale sur le dossier électronique du patient (LDEP) ; réduction des avis consultatifs, des expertises, des mandats de tiers, des évaluations |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 1.000  | 1.000 | 1.000 | 1.000                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.2.2                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soins hospitaliers                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Abaissement des tarifs de référence des hospitalisations hors canton                                                                                                                                                |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Abaissement de la contribution maximale versée aux patientes et patients bernois ayant choisi un traitement hospitalier dans un autre canton alors que ledit traitement aurait été possible dans le canton de Berne |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                         |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.346  | 0.346 | 0.346 | 0.346                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.2.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soins hospitaliers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction de la rémunération des hôpitaux répertoriés (LAMal, LAI)                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Mise en œuvre stricte des principes de planification du Conseil-exécutif concernant la planification des soins 2016, comme l'octroi plus restrictif de mandats de prestations aux hôpitaux de la liste (moins de prestataires pour certains domaines de soins), et donc diminution du nombre de cas pour certains types d'intervention |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucune modification pour les réductions 2019/2020, à partir de 2021 :<br>Loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11)<br>Ordonnance du 23 octobre 2013 sur les soins hospitaliers (OSH ; RSB 812.112)                                                                                                             |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 5.000 | 5.000 | 10.000                           |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | n.q.  | n.q.  | n.q.                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                             |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.2.4                                                                                                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soins hospitaliers                                                                                                                          |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction du projet « Qualité de la formation »                                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Diminution des mesures planifiées pour assurer la qualité de la formation en entreprise dans les professions de la santé non universitaires |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                 |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.500                            | 0.500 | 0.500 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.2.5                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soins hospitaliers                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions au secteur du sauvetage                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Diminution à compter de 2020 des contributions versées aux services de sauvetage (adaptation du modèle des coûts normatifs ; réduction de la rétribution par équipe de CHF 0.05 mio) et aux centrales d'appels sanitaires urgents ; suppression de la contribution aux associations de samaritains |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 23 octobre 2013 sur les soins hospitaliers (OSH; RSB 812.112)                                                                                                                                                                                                                        |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.010  | 0.010                            | 1.805 | 1.805 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 44.2.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>      | Soins hospitaliers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Mesure</b>                  | Suppression des subventions à l'innovation médicale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Conformément à l'article 116 de la loi sur les soins hospitaliers, le canton peut octroyer, à certaines conditions, des subventions destinées à promouvoir des innovations médicales spécifiques. Il s'agit en particulier de nouvelles prestations de l'assurance obligatoire des soins qu'un hôpital répertorié souhaite offrir à sa patientèle, mais qui ne font pas encore l'objet d'une description ordinaire dans la structure tarifaire idoine. Ces subventions sont supprimées. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 3.000  | 3.000                            | 3.000 | 3.000 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 44.2.7                                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>      | Soins hospitaliers                                                                                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des autres contributions (crédit-cadre selon la loi sur les soins hospitaliers)                                                                                    |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Réduction de 3% des contributions à la coordination des dons d'organes, aux archives hospitalières, aux consultations en matière de grossesse et à la protection des enfants |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.085  | 0.085                            | 0.085 | 0.085 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.2.8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soins hospitaliers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions aux prestations psychiatriques ambulatoires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des contributions aux prestations psychiatriques ambulatoires et de clinique de jour, aux prestations de proximité ainsi qu'aux prestations de coordination de la psychiatrie institutionnelle : le canton de Berne finance les prestations psychiatriques ambulatoires et de clinique de jour nécessaires à la couverture en soins et ne pouvant couvrir leurs frais avec les tarifs d'assurances sociales en vigueur. Le nombre de prestations de ce type est réduit de 10%. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000 | 5.203 | 5.203                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0.   | 0.0   | n.q.  | n.q.                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.2.9                                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soins hospitaliers                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction de 5% des contributions à l'enseignement dispensé aux Services psychiatriques                                                    |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction de 5% des contributions aux classes d'école des Services psychiatriques universitaires de Berne SA et de Réseau santé mentale SA |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.170 | 0.170 | 0.170                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | n.q   | n.q.  | n.q.                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                   |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.3.1                                                                                            |
| <b>Groupe de produits</b>                | Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation          |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions aux centres de jour (secteur des personnes âgées)                     |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction de CHF 5 de la contribution par journée d'accueil (jusqu'ici CHF 80, dorénavant CHF 75) |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                       |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.250         | 0.250       | 0.250                                   | 0.250       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.          | n.q.        | n.q.                                    | n.q.        |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000                                   | 0.000       |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.3.2                                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction linéaire des subventions cantonales aux institutions pour personnes handicapées dans les secteurs enfants/adolescents et adultes |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction de 1.7% des subventions cantonales, des tarifs de l'offre pour enfants, adolescents et adultes handicapés                        |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 6.400         | 6.400       | 6.400                                   | 6.400       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.          | n.q.        | n.q.                                    | n.q.        |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 1.300         | 1.300       | 1.300                                   | 1.300       |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.3.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>                | Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des excédents récurrents importants dans le système d'indemnisation forfaitaire des subventions d'exploitation dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées                                                                                                                                                                   |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Vérification de la récurrence sur les dernières années d'excédents au sein des institutions fonctionnant selon l'indemnisation forfaitaire dans les secteurs enfants/adolescents et adultes handicapés. Réduction partielle des excédents annuels (y c. institutions dotées de réserves budgétaires) par l'adaptation du prix des prestations. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 2.200  | 2.200 | 2.200 | 2.200                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.  | n.q.  | n.q.                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.100  | 0.100 | 0.100 | 0.100                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.3.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>                | Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                            | Optimisation des contrats spéciaux dans le secteur des personnes âgées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Analyse des contrats spéciaux et limitation aux prestations essentielles. Quelque 25 offres et projets ont été soutenus en 2016, portant p. ex. sur la promotion de la santé et la prévention chez les personnes âgées, la migration à un âge avancé, l'information et le conseil, le soutien aux proches aidants, le travail bénévole, ou encore les projets de recherche sur la démence et les soins palliatifs. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.500  | 0.500 | 0.500 | 0.500                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.  | n.q.  | n.q.                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.3.5                                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>                | Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation                                                                           |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction linéaire des contrats spéciaux pour les mesures d'accompagnement dans le secteur des personnes handicapées                                               |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Analyse des contrats spéciaux (mesures d'accompagnement) dans le secteur des personnes handicapées. Réduction linéaire et limitation aux prestations essentielles. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                        |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.600  | 0.600 | 0.600 | 0.600                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.  | n.q.  | n.q.                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.3.6                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Groupe de produits</b>                | Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation                                                                                                                                                                              |
| <b>Mesure</b>                            | Augmentation de la participation des patients aux coûts de l'aide et des soins à domicile                                                                                                                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Pour toutes les personnes ayant atteint leur 65 <sup>e</sup> année, la participation maximale se monte à CHF 15.95 par jour. C'est déjà le cas dans d'autres cantons. Pas d'assurance du tarif social, plus de revenu déterminant pour l'application du taux maximum. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 24 octobre 2001 sur l'aide sociale (OASoc ; RSB 860.111), article 25d                                                                                                                                                                                   |

|                                      | Budget |        |        | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019   | 2020   | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 13.000 | 13.000 | 13.000 | 13.000                           |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.   | n.q.   | n.q.                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000  | 0.000  | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                             |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.3.7                                                                                                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>                | Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation                                                    |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des contributions à l'obligation de prise en charge versées aux entreprises d'aide et de soins à domicile                         |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction à 50% du tarif actuel de la contribution par personne au titre de l'obligation de prise en charge (part non liée aux prestations) |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                 |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 8.000  | 8.000                            | 8.000 | 8.000 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.4.1                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection de la santé et service sanitaire                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                            | Recettes supplémentaires sur les émoluments applicables aux autorisations d'exercer                                                                |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Augmentation de CHF 100 des émoluments perçus sur les autorisations d'exercer pour tous les groupes de professions (env. 500 autorisations par an) |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (Ordonnance sur les émoluments, OEemo ; RSB 154.21)              |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.050  | 0.050                            | 0.050 | 0.050 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                           |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.4.2                                                                                                    |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection de la santé et service sanitaire                                                               |
| <b>Mesure</b>                            | Economie sur les frais de personnel de l'Office du médecin cantonal                                       |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Renoncement aux 39% de poste (vacant) de collaborateur spécialisé au sein de l'Office du médecin cantonal |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                               |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.037  | 0.037                            | 0.037 | 0.037 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.4    | 0.4                              | 0.4   | 0.4   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.4.3                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection de la santé et service sanitaire                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Renoncement à la reconduction de la subvention Medphone                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Le contrat de prestations conclu avec Medphone SA expire fin 2017. Lors du dernier octroi de subventions (2015-2017), il a été décidé que le prestataire doit présenter une stratégie détaillant la manière dont il peut poursuivre ses activités sans subvention cantonale. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.5.1                                                                                                                                              |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection des consommateurs et de l'environnement                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Economies générales sur les frais de matériel et de personnel                                                                                       |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | La réduction de 1% des coûts déterminants est à réaliser par le biais d'économies sur les frais de matériel et de personnel des différents comptes. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                         |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.100                            | 0.100 | 0.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                  |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.5.2                                                                                                                           |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection des consommateurs et de l'environnement                                                                               |
| <b>Mesure</b>                            | Augmentation des émoluments sur les contrôles donnant lieu à des contestations                                                   |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Rehaussement modéré des émoluments dus sur les contrôles donnant lieu à des contestations, ne correspondant pas au maximum légal |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                      |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.400  | 0.400                            | 0.400 | 0.400 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.6.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Sécurité des médicaments et assurance-qualité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                            | Augmentation et prélèvement des émoluments sur l'envoi des autorisations d'exercer, les inspections, les analyses de laboratoire, etc.                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Il y a lieu d'augmenter les émoluments applicables aux entreprises, aux autorisations d'exercer et aux inspections. Désormais, des émoluments seront perçus pour l'envoi d'ordonnances pour stupéfiants aux cabinets médicaux, pour les analyses de laboratoire donnant lieu à des contestations ainsi que pour les médicaments fabriqués selon formule propre et soumis à déclaration. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 22 février 1995 fixant les émoluments de l'administration cantonale (Ordonnance sur les émoluments, OEemo ; RSB 154.21)                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.140  | 0.130 | 0.115 | 0.115                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.7.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>                | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des prestations de soutien aux bénéficiaires de l'aide sociale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Conformément à la décision de principe du Conseil-exécutif de décembre 2016 concernant la révision partielle de la loi sur l'aide sociale, il convient d'opérer diverses réductions dans le domaine des prestations de transfert aux bénéficiaires de l'aide sociale:</p> <p>Il y a lieu d'abaisser le forfait pour l'entretien de 10% par rapport aux normes CSIAS pour tous les bénéficiaires, et de 15% pour les jeunes adultes (18-25 ans) ainsi que pour les étrangers admis à titre provisoire se trouvant sous la responsabilité des communes.</p> <p>Dans le même temps, il s'agit d'augmenter le supplément d'intégration et de lier systématiquement son octroi à des critères concrets récompensant l'autonomisation.</p> <p>Une partie des économies réalisées sur le forfait pour l'entretien doivent être réinvesties dans des mesures visant à promouvoir l'insertion professionnelle.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc ; RSB 860.1)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                      | Budget |       | Plan intégré mission-financement |       |
|--------------------------------------|--------|-------|----------------------------------|-------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020                             | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000 | 5.000                            | 5.000 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0                              | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 5.000                            | 5.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 44.7.2

**Groupe de produits** Garantie du minimum vital et intégration

**Mesure** Définition de directives plus restrictives à l'égard des services sociaux concernant la couverture d'assurance de base de leur clientèle (montant de la franchise CHF 2500)

**Descriptif de la mesure** Aux termes de l'OASoc, les bénéficiaires de l'aide sociale ont l'obligation de souscrire un modèle d'assurance maladie dans lequel la prime mensuelle ne dépasse pas le montant maximal admissible, qui correspond au montant de la prime de la dixième caisse-maladie la moins chère (modèle de base, franchise de CHF 300, assurance-accidents comprise).

Les services sociaux sont chargés dorénavant de vérifier pour chaque client que le modèle d'assurance-maladie et la franchise choisis soient les plus avantageux et les mieux adaptés. Dans la mesure du possible, on optera de préférence pour une franchise de CHF 2500.

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       | Plan intégré mission-financement |       |
|--------------------------------------|--------|-------|----------------------------------|-------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020                             | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 1.000 | 1.000                            | 1.000 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0                              | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 1.000 | 1.000                            | 1.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                         |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 44.7.3                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>      | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                  | Révision de la LASoc : effets sur l'aide sociale aux réfugiés                                                                                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | A compter de 2020, les économies rendues possibles par la révision prochaine de la LASoc concerneront également les réfugiés reconnus, puisque les services des réfugiés octroient leur soutien conformément aux exigences de la LASoc. |

**Modification de base(s) légale(s)** Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc ; RSB 860.1)

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000                            | 1.500 | 1.500 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 1.500 | 1.500 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 44.7.4                                                                                                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>      | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                  | Suppression des postes de durée limitée au sein de l'Office des affaires sociales                                                                                                               |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | La suppression d'une partie des tâches découlant de la loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin entraîne celle des postes temporaires de ce secteur. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.150  | 0.150                            | 0.150 | 0.150 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 2.0    | 2.0                              | 2.0   | 2.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.7.5                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression des salaires POIAS (programmes d'occupation et d'insertion proposés dans le cadre de l'aide sociale)                                                                                                                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Les salaires versés jusqu'ici dans le cadre des POIAS seront supprimés. Cela n'entraînera pas d'économies directes, car l'aide sociale augmentera d'autant, mais la suppression des franchises sur le revenu et des frais salariaux accessoires, ce qui permettra de réelles économies. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.200 | 0.200 | 0.200                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.200  | 0.200 | 0.200 | 0.200                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 44.7.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Groupe de produits</b>      | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Mesure</b>                  | Train de mesures Prévention des dépendances et promotion de la santé                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>1) Suppression des subventions cantonales aux traitements avec prescription d'héroïne : CHF 660 000</p> <p>2) Diminution des prestations dans le domaine de la réduction des risques : CHF 450 000</p> <p>3) Réduction des prestations dans le domaine de la promotion de la santé et de la prévention (des dépendances) : CHF 700 000</p> <p>4) Fermeture de la résidence Haus Gümnenen : CHF 55 000</p> <p>5) Recettes supplémentaires provenant de fonds de tiers (fondation Promotion Santé Suisse) par le biais des Programmes d'action cantonaux : CHF 85 000</p> <p>6) Suppression du soutien aux organisations nationales de prévention des dépendances et d'aide aux toxicomanes : CHF 50 000</p> |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.900  | 2.000 | 2.000 | 2.000                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | n.q.   | n.q.  | n.q.  | n.q.                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.900  | 2.000 | 2.000 | 2.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.7.7                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>                | Garantie du minimum vital et intégration                                                       |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression des subventions minimales et autres réductions sur les contrats de prestations     |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction d'env. 3.5% sur les contrats de prestations et suppression des subventions minimales |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                    |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 2.100                            | 2.100 | 2.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 2.100                            | 2.100 | 2.100 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.7.8                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Groupe de produits</b>                | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                                                                                                               |
| <b>Mesure</b>                            | Animation de jeunesse : suppression du financement des stages                                                                                                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Les services en charge de l'animation de jeunesse peuvent actuellement porter à la compensation des charges leurs frais de stage, en sus du financement de base (comme les services sociaux), ce qui ne sera plus possible à l'avenir. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 4 mai 2005 sur les prestations d'insertion sociale (OPIS ; RSB 860.113), article 60                                                                                                                                      |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.800                            | 0.800 | 0.800 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.800                            | 0.800 | 0.800 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.7.9                                                                                                                                                                           |
| <b>Groupe de produits</b>                | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression du financement des consultations conjugales et familiales                                                                                                            |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Le canton finance presque entièrement les consultations conjugales et familiales indépendantes, et celles des églises à hauteur de 20% environ. Ces financements sont supprimés. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale (LASoc ; RSB 860.1), article 71                                                                                                           |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.400                            | 0.400 | 0.400 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | n.q.                             | n.q.  | n.q.  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.400                            | 0.400 | 0.400 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.7.10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>                | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                            | Aide sociale aux réfugiés : réduction du regroupement familial                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Les personnes rejoignant un proche réfugié dans le cadre du regroupement familial sont considérées durant quelques mois comme des demandeurs d'asile, jusqu'à ce que la Confédération reconnaisse formellement leur statut de réfugiés. Il en va de même pour les nouveau-nés. Durant cette période, la législation permet de verser l'aide sociale selon le barème moins élevé de l'aide sociale aux réfugiés. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.100                            | 0.100 | 0.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.100  | 0.100                            | 0.100 | 0.100 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                          |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 44.7.11                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Garantie du minimum vital et intégration                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression de la contribution au conseil en désendettement de l'Oberland bernois                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Résiliation du contrat de prestations, car l'association Berner Schuldenberatung couvre l'ensemble du territoire germanophone du canton. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                              |

|                                      | <b>Budget</b> | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |             |
|--------------------------------------|---------------|-----------------------------------------|-------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b>                             | <b>2020</b> | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000         | 0.050                                   | 0.050       | 0.050       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | n.q.                                    | n.q.        | n.q.        |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.050                                   | 0.050       | 0.050       |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

#### 11.1.4 Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (JCE)

|                                          |                                                                                                                   |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.1.1                                                                                                            |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien aux fonctions de direction (JCE)                                                                          |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des charges de biens, services et marchandises                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | La réduction des charges de biens, services et marchandises concerne les moyens alloués aux prestations de tiers. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                       |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.130  | 0.130 | 0.130 | 0.130                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 45.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>      | Justice administrative et prestations juridiques                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des charges de biens, services et marchandises                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | La réduction des charges de biens, services et marchandises concerne notamment les moyens alloués aux domaines suivants : honoraires des conseillers externes et experts, matériel d'exploitation et fournitures, meubles et appareils de bureau et leur entretien, prestations de tiers, frais de déplacement et autres frais. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.046  | 0.046 | 0.046 | 0.046                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires EPT

**N°** 45.2.2

**Groupe de produits** Justice administrative et prestations juridiques

**Mesure** Réduction des charges de personnel

**Descriptif de la mesure** Suppression du soutien à la gestion de la bibliothèque

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.004  | 0.004                            | 0.004 | 0.004 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 45.3.1

**Groupe de produits** Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources

**Mesure** Réduction des charges de personnel

**Descriptif de la mesure** Diminution des effectifs de l'inspectorat au sein du Service de la surveillance et du controlling

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 1.0    | 1.0                              | 1.0   | 1.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 45.3.2                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Groupe de produits</b>      | Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources                                                                                                                                                              |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des charges de biens, services et marchandises                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | La réduction des charges de biens, services et marchandises concerne notamment les prestations internes dans le domaine de l'offre TI ainsi que les moyens alloués aux prestations de tiers dans le domaine informatique. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.700  | 0.300                            | 0.700 | 0.700 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 45.4.1                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>      | Soutien et surveillance des communes                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des subventions aux fusions                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Les moyens alloués aux fusions de communes sont réduits, ce qui signifie que le canton encourage moins activement les fusions. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |        |        |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|--------|--------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020   | 2021   |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.300  | 0.300                            | 0.300  | 0.300  |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0    | 0.0    |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | -0.300 | -0.300                           | -0.300 | -0.300 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                      |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.5.1                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>                | Préfectures                                                                          |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des charges de biens, services et marchandises                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Economies dans les différents comptes du domaine des biens, services et marchandises |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                          |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.400  | 0.400                            | 0.400 | 0.400 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.5.2                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Groupe de produits</b>                | Préfectures                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression de tâches dans le cadre de la loi sur l'exercice de la prostitution (LEP ; RSB 935.90)                                                                                                                                                            |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Abandon de l'obligation de disposer d'une autorisation, inscrite dans la loi, pour gérer des établissements dans le cadre de l'exercice de la prostitution                                                                                                    |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Loi du 7 juin 2012 sur l'exercice de la prostitution (LEP ; RSB 935.90)<br>Ordonnance du 5 décembre 2012 sur l'exercice de la prostitution (LEP ; RSB 935.901)<br>Loi du 11 novembre 1993 sur l'hôtellerie et la restauration (LHR ; RSB 935.11), article 18a |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0      | 1.5                              | 1.5   | 1.5   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                          |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.6.1                                                                   |
| <b>Groupe de produits</b>                | Poursuites et faillites                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Fermeture de l'agence du Haut-Simmental – Gessenay                       |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Fermeture de l'agence et répartition des dossiers entre d'autres agences |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                              |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 1.0    | 1.0                              | 1.0   | 1.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                           |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.6.2                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Groupe de produits</b>                | Poursuites et faillites                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des charges de biens et services et autres charges d'exploitation                                                                                                                                                                               |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | La réduction des charges de biens et services et d'autres charges d'exploitation concerne notamment les moyens alloués aux domaines suivants : prestations de tiers, imprimés, conseils externes, entretien courant, indemnités pour frais de déplacement |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.300  | 0.300                            | 0.300 | 0.300 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.6.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Poursuites et faillites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Abandon de l'indemnisation des communes pour l'entraide administrative et l'assistance à l'exécution                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | La collaboration des communes est demandée lors de procédures de poursuites pour l'entraide administrative et l'assistance à l'exécution. Actuellement, les communes reçoivent une indemnisation pour cette assistance. L'entraide administrative et l'assistance à l'exécution ou l'aide réciproque entre autorités est gratuite dans de nombreux domaines juridiques. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Circulaire de la JCE/LP n° 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|                                      | <b>Budget</b> |             |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-----------------------------------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b>                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.600         | 0.600       | 0.600       | 0.600                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0         | 0.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | -0.600        | -0.600      | -0.600      | -0.600                                  |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                             |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.7.1                                                                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>                | Registre foncier                                                                                            |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des charges de personnel                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des frais de personnel inscrits au budget par le biais d'une gestion du personnel plus rigoureuse |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                 |

|                                      | <b>Budget</b> |             |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-----------------------------------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b>                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200         | 0.200       | 0.200       | 0.200                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0         | 0.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000       | 0.000                                   |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.7.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Registre foncier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des prestations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Limitation des heures d'ouverture des guichets et des lignes téléphoniques</p> <p>Suppression de la participation ou participation restreinte à des conférences, des colloques et d'autres groupes de travail intercantonaux (colloque romand, conférence des inspecteurs des registres fonciers des cantons du nord-ouest de la Suisse, eGVT)</p> <p>Réduction des travaux d'épuration généralisés</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.200 | 0.200 | 0.200                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 1.5    | 1.5   | 1.5   | 1.5                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                 |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.7.3                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>                | Registre foncier                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des charges de biens, services et marchandises                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | La réduction des charges de biens, services et marchandises concerne les charges de matériel et d'exploitation. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                     |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.050  | 0.050 | 0.050 | 0.050                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 45.8.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>      | Registre du commerce                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des charges de personnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Diminution de 20 pour cent du poste de chef d'office et, à titre de compensation, engagement d'un/e assistant/e, par exemple à 40 pour cent (grâce à un prélèvement sur la réserve et à la réduction mentionnée), suppression d'un poste de collaborateur ou de collaboratrice spécialisé/e à 80 ou 100 pour cent (conséquence : durée de traitement plus longue pour les affaires juridiques dont l'inscription est requise) et réduction des moyens alloués à la formation externe du personnel. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.097  | 0.093                            | 0.093 | 0.093 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.8    | 0.8                              | 0.8   | 0.8   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 45.8.2                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Groupe de produits</b>      | Registre du commerce                                                                                                                                                                                      |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des charges de biens, services et marchandises                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | La réduction des charges de biens, services et marchandises concerne notamment les moyens alloués aux domaines suivants : matériel et meubles, honoraires des consultants externes, entretien immobilier. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.020  | 0.020                            | 0.020 | 0.020 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 45.8.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Groupe de produits</b>      | Registre du commerce                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesure</b>                  | Facturation anticipée pour les actes juridiques                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | La totalité des émoluments administratifs sont facturés à l'avance, ce qui entraîne une réduction des pertes sur créances effectives (en particulier en ce qui concerne les frais de rappel) mais implique des procédures d'inscription des actes juridiques plus longues et une augmentation des frais de vérification. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.050  | 0.050                            | 0.050 | 0.050 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                         |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 45.9.1                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>      | Dotation des paroisses en ecclésiastiques et suivi des ministères pastoraux et presbytéraux, relations entre l'Eglise et l'Etat                         |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des desservances                                                                                                                              |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Services de suppléances des ecclésiastiques sous la forme de remplacements individuels et engagements de desservants à un taux d'occupation plus faible |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 1.500  | 1.500                            | 0.000 | 0.000 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 8.4    | 8.4                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.10.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Groupe de produits</b>                | Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction du montant des frais de séjour imputables maximaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>La taxe journalière pour les bénéficiaires de prestations complémentaires qui vivent en permanence ou pour une longue période dans un foyer ou dans un hôpital est reconnue à titre de dépense. Cette taxe est constituée de quatre éléments : encadrement, soins, hôtellerie et infrastructure.</p> <p>La mesure prévoit de réduire de 2 francs 50 par jour et par personne, dans le domaine de l'hôtellerie, les frais de séjour imputables maximaux dans les foyers qui figurent sur la liste des établissements médico-sociaux.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 16 septembre 2009 portant introduction de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (Oi LPC ; RSB 841.311), article 3, alinéa 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 5.500  | 5.500 | 5.500 | 5.500                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 5.500  | 5.500 | 5.500 | 5.500                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.10.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>                | Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesure</b>                            | Frais de mise en œuvre et d'administration des prestations complémentaires à soumettre, après déduction de la subvention fédérale, à la compensation des charges concernant les prestations complémentaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>En matière de prestations complémentaires, le canton de Berne assume les frais de maladie, d'invalidité, de soins et d'assistance lors d'un séjour dans un foyer ou dans un hôpital ainsi que les frais de mise en œuvre et d'administration (dans ce dernier cas, après déduction d'une subvention fédérale). Le budget cantonal pour 2017 s'élève à quelque CHF 435 millions, auxquels s'ajoutent CHF 9 millions environ de frais de mise en œuvre et d'administration (la Confédération assume CHF 3 mio supplémentaires). Les autres dépenses relatives aux prestations complémentaires annuelles (minimum vital ainsi qu'hôtellerie et infrastructure en cas de séjour dans un foyer ou un hôpital) sont assumées conjointement par le canton et les communes, après déduction d'une subvention fédérale, par le biais de la compensation des charges. Le budget 2017 comprend pour les communes des contributions de CHF 232 millions au titre de la compensation des charges. Les communes assument en outre les coûts de leurs agences.</p> <p>La mesure prévoit de soumettre les frais de mise en œuvre et d'administration des prestations complémentaires de quelque CHF 9 millions à la compensation des charges concernant les prestations complémentaires.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | <p>Ordonnance du 16 septembre 2009 portant introduction de la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (Oi LPC ; RSB 841.311), article 15</p> <p>Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC ; RSB 631.1)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |        |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|--------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021   |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 4.500  |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0    |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | -4.500 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.10.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Groupe de produits</b>                | Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Mesure</b>                            | Introduction d'une compensation des charges entre les caisses de compensation pour allocations familiales du canton de Berne                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | La mesure prévoit d'introduire une compensation des charges entre les 50 caisses de compensation pour allocations familiales du canton de Berne. Les risques pour chaque caisse dépendent du salaire moyen des collaborateurs et du nombre d'allocations familiales versées. Ces paramètres divergent considérablement d'une caisse à l'autre. A ce jour, 16 cantons ont introduit une telle compensation des charges. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Loi du 11 juin 2008 sur les allocations familiales (LCAFam ; RSB 832.17);<br>Év. loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC ; RSB 631.1)                                                                                                                                                                                                                               |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000 | 6.630 | 6.630                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 2.250 | 2.250                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                           |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.10.4                                                                                   |
| <b>Groupe de produits</b>                | Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales                               |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des charges de biens, services et marchandises                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Economies dans différents comptes relatifs aux charges de biens, services et marchandises |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                               |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.040  | 0.040 | 0.040 | 0.040                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0      | 0     | 0     | 0                                |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.11.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection de l'enfant et encouragement de la jeunesse                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression de la subvention cantonale (crédit d'encouragement de projets de la CEJ) et dissolution de la Commission pour l'enfance et la jeunesse (CEJ)                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Suppression des subventions aux projets dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse, tels que le parlement des jeunes, et dissolution de la CEJ                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques (ordonnance d'organisation JCE ; OO JCE, RSB 152.221.131), article 13, lettre q<br><br>Abrogation de l'ordonnance du 16 novembre 2011 sur la Commission pour l'enfance et la jeunesse (OCEJ ; RSB 213.231.1) |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.082  | 0.082 | 0.082 | 0.082                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.3    | 0.3   | 0.3   | 0.3                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.11.2                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection de l'enfant et encouragement de la jeunesse                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des charges de biens, services et marchandises                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | La réduction des charges de biens, services et marchandises concerne notamment les moyens alloués aux domaines suivants : indemnisation de frais, octroi de mandats à des tiers dans le cadre de projets, charges de matériel et de marchandises, fonds accordés à des tiers pour des expertises. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.085  | 0.085 | 0.085 | 0.085                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 45.12.1

**Groupe de produits** Mesures différenciées d'aide à la jeunesse

**Mesure** Réduction des charges de personnel

**Descriptif de la mesure** La réduction des charges de personnel passe par une limitation du budget pour la formation et le perfectionnement du personnel de la station d'observation de Bolligen.

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.050  | 0.050                            | 0.050 | 0.050 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 45.12.2

**Groupe de produits** Mesures différenciées d'aide à la jeunesse

**Mesure** Réduction des charges de biens, services et marchandises

**Descriptif de la mesure** La réduction des charges de biens, services et marchandises concerne notamment les moyens alloués aux domaines suivants : matériel de consommation, nourriture, indemnisation de frais, acquisition de machines, d'appareils et de véhicules et prestations de tiers (les frais des placements parallèles à la fondation Viktoria de Richigen lors de placements cantonaux sont facturés directement aux services compétents et ne font pas l'objet d'un décompte par l'intermédiaire de la BEO).

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.450  | 0.450                            | 0.450 | 0.450 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

EPT = Equivalent plein temps

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.13.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>                | Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Mesure</b>                            | Augmentation des indemnités/contributions de tiers (adultes)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Abaissement du montant de la fortune librement disponible / augmentation de la rémunération des curateurs ; recours encore plus conséquent aux prestations de tiers (en particulier dans le cadre des décomptes des excédents, prélèvement plus systématique sur la fortune dans le cas des adultes)                                                                                          |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Abaissement du montant de la fortune librement disponible: ordonnance du 19 septembre 2012 sur la rémunération et le remboursement des frais en matière de gestion des curatelles (ORRC ; RSB 213.361), article 9, alinéa 1<br><br>Aucune modification n'est requise pour le prélèvement plus systématique sur la fortune en cas de remboursement des coûts des mesures (de type résidentiel) |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 1.200  | 1.200 | 1.400 | 1.500                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 45.14.1                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>                | Organisation du territoire                                                                                                                                                                                       |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des subventions cantonales                                                                                                                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Le nombre de projets soutenus et le taux de subventionnement sont réduits. Les conférences régionales, les régions d'aménagement et les communes sont freinées dans leurs démarches d'aménagement du territoire. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                      |

|                                      | Budget |        |        | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019   | 2020   | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.700  | 0.700  | 0.700  | 0.700                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | -0.700 | -0.700 | -0.700 | -0.700                           |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

### 11.1.5 Direction de la police et des affaires militaires (POM)

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 46.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>      | Soutien aux fonctions de direction, juridiction administrative et fonds                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des dépenses pour les biens, services et marchandises                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Réduction des dépenses pour le développement et le recrutement du personnel (annonces, évaluations, mesures de développement) et pour les mandats de traduction externes; à partir de 2019, diminution du crédit de représentation et réduction des dépenses matérielles liées à l'introduction de BE-GEVER. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.120  | 0.180 | 0.180 | 0.180                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 46.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien aux fonctions de direction, juridiction administrative et fonds                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Mesure</b>                            | Diminution échelonnée de la part de l'impôt sur les maisons de jeu reversée au Fonds de lutte contre la toxicomanie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>La part versée au Fonds sera ramenée de 15 à 10 pour cent d'ici 2019, soit une diminution d'environ CHF 100 000, puis à environ 5 pour cent d'ici 2020, soit une autre diminution de quelque CHF 140 000.</p> <p>Le Fonds est alimenté par la taxe sur l'alcool et l'impôt sur les maisons de jeu, et en vertu de la loi du 11 novembre 1993 sur l'hôtellerie et la restauration (LHR ; RSB 935.11) ; il reçoit ainsi chaque année entre CHF 6,0 et 7,0 millions. Actuellement, la part de l'impôt sur les maisons de jeu est de 15 pour cent, soit environ CHF 285 000. À fin 2015, le solde du Fonds atteignait CHF 2,7 millions.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Conformément à la LHR et à l'ordonnance du 20 décembre 1995 sur les appareils de jeu (OAJ ; RSB 935.551), la part versée au Fonds peut osciller entre 10 et 20 pour cent. Il faudra néanmoins adapter l'article 19k OAJ au sujet des machines à sous.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.100 | 0.240 | 0.240                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 46.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Groupe de produits</b>                | Police                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction ou suppression de dépenses pour les biens, services et marchandises                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Allongement de la durée de vie du mobilier, suppression de l'achat de cartes SIM pour les tablettes, réduction des dépenses matérielles grâce à des optimisations dans le domaine des frais de formation et exploitation de synergies dans le processus d'acquisition des uniformes par plusieurs corps de police |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Modification de l'ACE 0604/2009 (achat d'uniformes)                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 1.560  | 1.560 | 1.560 | 1.560                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 46.3.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>                | Privation de liberté et mesures d'encadrement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                            | Report des placements dans d'autres cantons et facturation des coûts liés au déficit d'exploitation de la Division cellulaire de l'Hôpital de l'Île aux autorités de placement                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Il est indispensable de placer des détenus dans des institutions d'autres cantons, notamment des cliniques psychiatriques, étant donné que les places font défaut dans le canton de Berne. Les placements peuvent toutefois être reportés.</p> <p>L'introduction d'un tarif couvrant l'ensemble des frais ou d'un décompte du déficit restant permettra de combler le déficit d'exploitation de la Division cellulaire d'ici 2020 en le facturant aux autorités de placement.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.700  | 0.700 | 2.000 | 2.000                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                         |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 46.3.2                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Privation de liberté et mesures d'encadrement                                                                           |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction de dépenses pour les biens, services et marchandises dans les établissements pénitentiaires                   |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des dépenses liées au matériel d'exploitation et de consommation et à l'entretien de machines et de véhicules |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                             |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.700  | 0.700 | 0.700 | 0.700                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 46.4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection de la population, sport et affaires militaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction ou suppression de dépenses dans le domaine de la protection civile et de la protection de la population                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Réduction des dépenses des organes de conduite d'arrondissement administratif (OCAA) pour les indemnités journalières, les jours de service et les rapports</p> <p>Suppression de l'achat de matériel et d'instruments dans le domaine de la protection de la population</p> <p>Réduction des dépenses pour la plate-forme fédérale des dangers naturels (GIN) et pour les cours destinés aux conseillers en dangers naturels</p> <p>Réduction du nombre de cours dans le domaine de la protection de la population ; suppression du rythme bisannuel prévu pour le cours destiné aux responsables d'intervention lors d'événements majeurs en 2019 et 2021</p> <p>Suppression de la subvention annuelle à l'Association bernoise pour la protection civile et résiliation de la convention passée en ce sens</p> <p>À partir de 2019, suppression du soutien financier complémentaire (aux subventions fédérales ordinaires) en vue de l'élaboration de plans d'urgence contre les dangers naturels (ACE 216/2015)</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | <p>Modification des directives sur les OCAA</p> <p>La loi cantonale du 19 mars 2014 sur la protection de la population et sur la protection civile (LCPPCi ; RSB 521.1) contient une disposition potestative permettant le versement de contributions financières par le canton. Nul ne peut toutefois y prétendre. L'ordonnance cantonale du 22 octobre 2014 sur la protection de la population (OCP ; RSB 521.10) dispose cependant que le canton contribue à hauteur de 25 pour cent. Cette seconde disposition n'étant pas formulée de manière potestative, il faudra modifier l'OCP. En outre, l'ACE 216/2015 devra être abrogé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                      | Budget |        |        | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019   | 2020   | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.087  | 0.295  | 0.280  | 0.295                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.6    | 0.6    | 0.6                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | -0.098 | -0.098 | -0.098                           |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 46.4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection de la population, sport et affaires militaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction ou suppression de dépenses dans le domaine du sport                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>À partir de 2018, l'offre de cours Jeunesse et Sport (J+S) diminuera d'environ 20 pour cent.</p> <p>À partir de 2019, externalisation de l'organisation et de la réalisation des championnats scolaires cantonaux (CEC/CEM) ; cette tâche pourrait être confiée à l'Association bernoise du sport scolaire, laquelle aura alors besoin de davantage de moyens.</p> <p>Le concours School Dance Award, qui met l'accent sur le sport des filles, sera supprimé à partir de 2019.</p> <p>Le Forum du sport bernois ne recevra plus de soutien en finances et en personnel à partir de 2019.</p> <p>À partir de 2019, l'offre de camps pour la promotion de l'activité physique des enfants et des adolescents sera réduite, voire supprimée.</p> <p>Les réseaux locaux d'activité physique et de sport et les coordinateurs sportifs ne seront plus soutenus à partir de 2019 ; le soutien à la mise sur pied de réseaux sportifs régionaux et locaux (financement incitatif pour les communes) sera supprimé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | <p>La législation fédérale impose au Service du sport de participer à la formation des cadres J+S, mais ne précise pas l'ampleur de l'offre qu'il doit proposer. Il est possible que des contrats passés avec des prestataires externes (p. ex. centres sportifs) doivent être adaptés.</p> <p>La loi du 11 février 1985 sur l'encouragement de la gymnastique et des sports (RSB 437.11) prévoit, à son article 3, que le canton peut octroyer des subventions au sport scolaire facultatif, sans toutefois évoquer explicitement les championnats ; elle ne prévoit pas d'obligation de verser des subventions.</p> <p>Le Forum du sport bernois n'est régi par aucune base légale ; l'OSSM a donné un simple accord écrit.</p> <p>L'indemnisation des moniteurs et la contribution aux coûts par les participants sont régies par l'ordonnance du 28 juin 2000 concernant l'octroi d'indemnités aux agents et agentes de Jeunesse et Sport et la contribution financière des participants et participantes aux cours (OJ+S ; RSB 437.55) ; en cas de suppression des camps de jeunesse, il serait indiqué, mais pas impératif, de la modifier.</p> <p>Conformément à l'ordonnance du 23 septembre 1987 concernant l'encouragement du sport de loisir (RSB 437.71), l'OSSM peut, dans les limites des moyens à sa disposition, apporter un soutien financier aux projets de coordination locaux et régionaux. Il n'y est toutefois pas tenu, de sorte que l'ordonnance n'a pas besoin d'être adaptée.</p> |

|                                      | Budget |        |        | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019   | 2020   | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.380  | 0.390  | 0.400                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 1.2    | 1.2    | 1.2                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | -0.015 | -0.025 | -0.035                           |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 46.4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>      | Protection de la population, sport et affaires militaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction ou suppression de dépenses dans le domaine militaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>Les institutions suivantes du domaine militaire sont totalement supprimées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Tir préalable au Tir fédéral en campagne</li> <li>– Cérémonie de départ des animateurs des journées d'information</li> <li>– Diminution de la participation à des fêtes de promotion, des rapports annuels et des assemblées d'associations militaires</li> </ul> <p>Un poste du Service des affaires militaires ne sera plus pourvu après le départ à la retraite de son titulaire, fin 2018.</p> |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.006  | 0.131 | 0.131 | 0.131                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 1.0   | 1.0   | 1.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 46.4.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Groupe de produits</b>      | Protection de la population, sport et affaires militaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des dépenses pour le personnel et le matériel dans l'administration en général                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>À partir de 2019, stockage dans des locaux cantonaux du matériel de la protection civile actuellement entreposé dans des locaux loués à la ville de Berne.</p> <p>Réduction des horaires d'ouverture (guichets et téléphone) dans tout l'office, ce qui permettra d'économiser des ressources en personnel ou de les affecter à d'autres tâches.</p> <p>Suppression de 0,5 équivalent plein temps dans le domaine des finances suite à un départ à la retraite ; les tâches seront redistribuées entre les autres collaborateurs.</p> |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |        |        | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019   | 2020   | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.134  | 0.134  | 0.134                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 1.0    | 1.0    | 1.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | -0.019 | -0.019 | -0.019                           |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 46.5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Groupe de produits</b>                | Population et immigration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                            | Suppressions et diminutions dans le domaine de l'asile                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Les centres d'hébergement d'urgence ne seront plus financés en fonction de leurs capacités, mais de leur taux d'occupation (suppression du financement par objet). Les contrats de prestations passés avec les services d'aide sociale en matière d'asile devront être adaptés en ce sens d'ici 2018.</p> <p>À partir de 2019, la pratique d'autorisation en vue de l'intervention d'entreprises de sécurité privées, qui permet par exemple aux communes de demander de telles interventions pendant les premiers mois qui suivent l'ouverture d'un centre, deviendra plus restrictive. Les interventions autorisées feront l'objet d'un suivi étroit et seront réduites ou supprimées dès que la situation sera apaisée.</p> <p>À partir de 2020, la participation à des programmes d'occupation d'utilité publique sera diminuée. Ces programmes offrent une structure journalière aux personnes du domaine de l'asile et favorisent leur intégration. En outre, ils profitent à la collectivité (p. ex. grâce à l'entretien ou à la remise en état de biens publics).</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Pas d'adaptation nécessaire des bases légales, mais les contrats de prestations seront revus.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 1.100  | 1.700 | 2.200 | 2.200                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 46.5.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Groupe de produits</b>                | Population et immigration                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des dépenses pour les biens, services et marchandises                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Les registres de l'état civil ne seront plus réparés. Les prestations acquises auprès de tiers dans le domaine de l'informatique seront diminuées (attribution de mandats plus restrictive). Les moyens consacrés à la formation continue du personnel et à différents frais matériels (matériel de bureau, téléphonie, etc.) seront réduits. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.200 | 0.200 | 0.200                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 46.6.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>      | Circulation routière et navigation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des dépenses pour les biens, services et marchandises                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Réduction des dépenses dans les domaines de l'informatique (moins de projets d'innovation), de la logistique (moins de plaques de contrôle et de pièces brutes pour les permis de conduire ; suppression de la fiche d'information annexée à la facture annuelle), des prestations acquises auprès de tiers (gestion des places de stationnement sur le site du Schermenweg), des frais accessoires du personnel (diminution des dépenses liées aux vêtements de travail, aux formations et aux perfectionnements, suppression des manifestations) et dans divers autres domaines (signalisation sur les eaux) |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.435  | 0.700 | 0.700 | 0.700                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

### 11.1.6 Direction des finances (FIN)

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 47.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>      | Gestion interne de la Direction, politique financière et droit                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                  | Coupe dans les moyens affectés aux mandats de tiers                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Coupe d'environ un quart par rapport au budget disponible jusque-là dans les moyens affectés aux mandats de tiers. Cela va de pair avec une réduction des aides extérieures dans les domaines de la gestion interne de la Direction et de la politique financière, en particulier dans le cadre de projets transversaux aux plans de la Direction et du canton. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.180  | 0.180                            | 0.180 | 0.180 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                    |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 47.2.1                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>      | Personnel                                                                                                          |
| <b>Mesure</b>                  | Coupe dans les moyens affectés aux mandats de tiers                                                                |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Coupe dans les moyens affectés aux mandats de tiers, en particulier renonciation à différentes expertises externes |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.100                            | 0.100 | 0.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 47.2.2

**Groupe de produits** Personnel

**Mesure** Internalisation de la comptabilité des traitements

**Descriptif de la mesure** La comptabilité des traitements dans le système d'informations financières (FIS) exige des connaissances techniques et était par conséquent confiée à des fournisseurs TIC externes. La mise en place de la version 10 de FIS en juin 2017 permettra de piloter la comptabilité des traitements sans connaissances techniques et elle sera donc intégrée progressivement à l'Office du personnel.

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 47.2.3

**Groupe de produits** Personnel

**Mesure** Resserrement de l'offre de cours

**Descriptif de la mesure** En 2018, le programme de cours que l'Office du personnel (OP) propose aux agents cantonaux fera l'objet d'un examen, puis sera adapté et resserré en conséquence. Les cours de l'OP seront par ailleurs davantage dispensés dans des locaux cantonaux (réserve : AGC pour travaux de transformation du rez-de-chaussée au 20, Kramgasse).

**Modification de base(s) légale(s)** AGC concernant les locaux de cours que le canton possède à la Kramgasse (session de juin 2017)

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.110                            | 0.110 | 0.110 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.2.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>                | Personnel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression du financement de démarrage des études postgrades en gestion des instances publiques (MPA) de l'Université de Berne                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | L'Office du personnel verse depuis 2003 CHF 20 000 par agent/e qui suit les deux ans d'études postgrades en gestion des instances publiques (MPA) de l'Université de Berne (total max. CHF 90 000 par an). Cette participation était prévue comme financement de démarrage de ce cursus. Celui-ci s'étant maintenant établi, elle peut donc être supprimée. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Abrogation de l'ACE 1552/2003                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.090                            | 0.090 | 0.090 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.2.5                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>                | Personnel                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des dépenses PERSISKA                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Etant donné qu'un système progiciel de gestion intégré (PGI) sera mise en place en 2023, la maintenance de PERSISKA se limitera aux corrections urgentes des erreurs (p. ex. plus d'ajustements suite à des constatations du Contrôle des finances). |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.100                            | 0.100 | 0.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.3.1                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>                | Informatique et organisation                                                                                                                                                                                    |
| <b>Mesure</b>                            | Nouvel appel d'offres BE-WAN ; mesure I03 suite à l'audit indépendant de l'informatique dans le canton de Berne (UPI) (conf. recommandation UPI Annexe E.8)                                                     |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | L'exploitation de l'ensemble du réseau de l'administration cantonale est remise au concours, dans le but de réduire de 10 pour cent les coûts d'exploitation. La mise en service est prévue pour le 01.01.2020. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                     |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000                            | 1.200 | 1.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.3.2                                                                                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>                | Informatique et organisation                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des coûts réseau                                                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Des négociations de prix avec les fournisseurs permettront de réduire les coûts réseau (effets de synergie résultant de quantités plus élevées suite à UPI / IT@BE). |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                          |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.800  | 0.800                            | 0.800 | 0.800 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.3.3                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>                | Informatique et organisation                                                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des prix des terminaux                                                                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des prix des terminaux (PC, laptop, écrans). Signature de nouveaux contrats avec les anciens fournisseurs via de nouveaux appels d'offres publics. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                  |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.250  | 0.250                            | 0.250 | 0.250 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                         |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.3.4                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Informatique et organisation                                                                                            |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des coûts du centre de calcul de Bedag                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Des négociations de prix avec le fournisseur Bedag permettront de réduire les coûts d'exploitation du centre de calcul. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                             |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 1.400  | 1.400                            | 1.400 | 1.400 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.3.5                                                                                                                                                              |
| <b>Groupe de produits</b>                | Informatique et organisation                                                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                            | Coupe dans les moyens affectés aux mandats de tiers pour divers petits projets (DIR/CHA/JUS)                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction des dépenses pour des projets (env. un tiers des montants prévus jusque-là en 1 <sup>ère</sup> priorité) et donc renonciation à différents petits projets |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                         |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.750  | 0.750                            | 0.250 | 0.250 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.3.6                                                                                                                                                                                        |
| <b>Groupe de produits</b>                | Informatique et organisation                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Poste de travail standard BE-PTC : renonciation à la boîte de messagerie personnelle                                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Restreindre de développement du poste de travail standard. La migration vers une éventuelle nouvelle version du logiciel de messagerie électronique (Microsoft Exchange) n'est plus possible. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                   |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                               |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 47.4.1                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Groupe de produits</b>      | Prestations de services finances du groupe                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Mesure</b>                  | Changement concernant le trafic des paiements à la Trésorerie                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Le trafic des paiements va passer à la norme ISO 20022 (standard international) en Suisse. La Trésorerie met en œuvre suffisamment tôt ce changement, car la mise en œuvre de la nouvelle norme permet de réduire le nombre d'opérations manuelles coûteuses. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.230  | 0.230                            | 0.230 | 0.230 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 47.4.2                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>      | Prestations de services finances du groupe                                                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                  | Optimisation des coûts d'assurance                                                                                                                                                                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Les coûts d'assurance peuvent être optimisés, voire réduits, grâce à un rabais spécial supplémentaire à négocier avec les assurances pour véhicules automobiles et à la suppression de couvertures en psychiatrie. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.167  | 0.167                            | 0.167 | 0.167 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Prestations de services finances du groupe                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Coupe dans les moyens affectés aux prestations de services (informatiques) de tiers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Le budget annuel des dépenses de support aux tâches de développement dans le domaine du système d'informations financières (FIS) est conçu de sorte à couvrir aussi des activités inattendues ou imprévisibles. Une comparaison des chiffres budgétés et effectifs des dernières années indique une stabilité de l'exploitation du FIS. Le budget va donc être réduit. Les moyens disponibles pour les mandats de tiers (principalement pour des mises en place de projets) vont en outre subir une coupe. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.150  | 0.150 | 0.150 | 0.150                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.4.4                                                                                                                                                           |
| <b>Groupe de produits</b>                | Prestations de services finances du groupe                                                                                                                       |
| <b>Mesure</b>                            | Gestion des assurances : passage du modèle des honoraires à celui du courtier interne                                                                            |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Les tâches du courtier externe peuvent être fournies à moindre prix grâce à la création d'un poste à plein temps supplémentaire à l'Administration des finances. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                      |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.150  | 0.300 | 0.300 | 0.300                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | -1.0   | -1.0  | -1.0  | -1.0                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Groupe de produits</b>                | Impôts et prestations de services                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction de la commission de perception de l'impôt à la source                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | La commission de perception des employeurs qui recouvrent l'impôt à la source pour l'Intendance des impôts passe de 3 à 2 pour cent pour les relevés électroniques. Les autres cantons appliquent déjà ce pourcentage et la nouvelle loi fédérale sur l'imposition à la source va dans la même direction. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 28 octobre 2009 sur les impôts à la source (OImS ; RSB 661.711.1), article 18, alinéa 3                                                                                                                                                                                                     |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 1.750  | 1.750 | 1.750 | 1.750                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.5.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Groupe de produits</b>                | Impôts et prestations de services                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Mesure</b>                            | Récupération des tâches d'encaissement et d'imposition à la source                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Les villes de Berne, Bienne et Thounne s'occupent elles-mêmes de l'encaissement des impôts et accomplissent des tâches d'imposition à la source pour leurs contribuables. Ce sont là des tâches que le canton accomplit aussi pour les autres communes. Leur intégration à l'Intendance des impôts (ICI) permet de faire des économies car le canton peut accomplir ces tâches à moindre coût.</p> <p>Pour assumer ces tâches, l'ICI a besoin de quelque 32 postes à plein temps supplémentaires. Cela entraîne certes une augmentation des coûts de personnel et d'infrastructure, mais la suppression de l'indemnité versée aux villes de Berne, Bienne et Thounne permet par ailleurs d'économiser CHF 3,4 millions net. L'ICI profite en effet de charges de coordination moins élevées, d'un nombre d'interfaces réduit et réalisera des économies d'échelle.</p> <p>Les communes perdent quant à elles les indemnités d'exécution des tâches d'encaissement et d'imposition à la source d'un montant annuel avoisinant CHF 7 millions. Cette mesure se traduit dans le même temps pour les trois villes par des allègements des charges de personnel et par une réduction des effectifs.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet. Les contrats conclus avec ces communes sont résiliables moyennant un préavis d'un an.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                      | Budget |       | Plan intégré mission-financement |        |
|--------------------------------------|--------|-------|----------------------------------|--------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020                             | 2021   |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000 | 3.400                            | 3.400  |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | -32.0                            | -32.0  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | -7.000                           | -7.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.5.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Groupe de produits</b>                | Impôts et prestations de services                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction de l'intérêt sur les trop-perçus                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>L'intérêt rémunérateur est réduit de 3 pour cent actuellement à 1,5 pour cent.</p> <p>Les citoyens et les institutions bénéficient d'un intérêt moins important sur les montants trop élevés qu'ils ont versés conformément aux bordereaux provisoires de l'Intendance des impôts (ICI).</p> <p>La réduction du taux d'intérêt concerne l'année fiscale. Les économies qui en résultent ne se réalisent donc pleinement qu'avec un décalage dans le temps.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 18 octobre 2000 sur la perception des redevances et autres créances transmises à l'encaissement, sur les facilités de paiement, sur la remise, sur les éliminations de créances irrécouvrables ainsi que sur les intérêts que portent les créances à recouvrer (Ordonnance sur la perception, OPER ; RSB 661.733), article 12 et annexe 1                                                                                                           |

|                                      | Budget |       | Plan intégré mission-financement |       |
|--------------------------------------|--------|-------|----------------------------------|-------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020                             | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 5.250 | 8.000                            | 8.000 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0                              | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000                            | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 47.6.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Groupe de produits</b>                | Péréquation financière confédération - canton / canton - communes                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                            | Coupes dans les biens, services et marchandises                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Les coupes dans les biens, services et marchandises contiennent la renonciation à confier des mandats de conseil en relation avec l'exécution de la loi sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC ; RSB 631.1) et la renonciation aux optimisations de la statistique financière des communes (FINSTA). |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                      | <b>Budget</b> |             |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-----------------------------------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b>                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.060         | 0.060       | 0.060       | 0.060                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0         | 0.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000       | 0.000                                   |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

### 11.1.7 Direction de l'instruction publique (INS)

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 48.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>      | Soutien aux fonctions de direction et prestations juridiques                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                  | Suppression de postes dans l'administration centrale                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Abandon des évaluations internes. La suppression de postes entraîne une réorganisation de la Section germanophone Planification de la formation et évaluation et de la Section francophone Recherche, évaluation et planification pédagogiques. Les tâches restantes seront à l'avenir assurées par une unité du SG. |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | <b>Budget</b> |             |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-----------------------------------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b>                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.500         | 0.800       | 0.800       | 0.900                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 5.1           | 5.6         | 6.0         | 6.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000       | 0.000                                   |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 48.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Groupe de produits</b>      | Services centralisés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                  | Subsides de formation : abandon des parties de la révision de l'OSF ayant une incidence sur les coûts                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>Dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur l'octroi de subsides de formation (OSF), il était prévu de supprimer le plafond de subventionnement, fixé à 3000 francs, pour les années scolaires de préparation professionnelle et les préapprentissage. L'objectif était de faire en sorte que les jeunes en formation puissent se passer entièrement de l'aide sociale grâce aux subsides de formation. Comme mentionné dans les rapports sociaux « La lutte contre la pauvreté dans le canton de Berne » de 2012 et de 2015, le système des subsides de formation et celui de l'aide sociale auraient ainsi été mieux coordonnés.</p> <p>En outre, les franchises sur le revenu dans le budget de la famille et dans le budget de la personne en formation auraient dû passer de 4800 à 6000 francs, ce qui aurait élargi le cercle des ayants droit et dû inciter les personnes en formation à exercer une activité rémunérée accessible.</p> <p>Le renoncement à ces changements n'entraîne pas de dégradation immédiate de la situation des personnes concernées ; le statu quo est maintenu. Cependant, l'objectif « Bourses plutôt qu'aide sociale » ne pourra pas être concrétisé comme prévu. Etant donné que les adolescents, adolescentes et jeunes adultes concernés ne pourront pas se passer entièrement de l'aide sociale, les services sociaux continueront de gérer leur dossier et de leur verser des contributions si nécessaire. En comparaison intercantonale, le canton de Berne se situe en dessous</p> |

de la moyenne suisse en ce qui concerne les subsides octroyés par habitant ou habitante. Le léger élargissement du cercle des ayants droit aurait permis de faire en sorte que des subsides de formation ne soient pas uniquement versés à des personnes peu aisées, mais aussi à des personnes de la classe moyenne inférieure.

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 2.600  | 2.600                            | 2.600 | 2.600 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 48.3.1

**Groupe de produits** Ecole obligatoire et offres périscolaires

**Mesure** Lehrplan 21 ; enseignement par sections de classe au degré secondaire I ; abandon de l'augmentation prévue de deux leçons

**Descriptif de la mesure**

Pour les élèves fréquentant les deux dernières années de l'école obligatoire, une leçon dévolue à l'enseignement par sections de classe sera supprimée, par classe, suite à l'introduction du Lehrplan 21. L'enseignement par sections de classe est un enseignement en demi-classe qui permet un encadrement et une individualisation accrus.

L'individualisation accrue de la dernière année de la scolarité obligatoire qui est prévue dans la nouvelle grille horaire valable à compter du 1<sup>er</sup> août 2019 (« Individuelle Vertiefung und Erweiterung », approfondissement et enrichissement individuels) vise à optimiser le passage du degré secondaire I au degré secondaire II, ce qui est régulièrement demandé par les milieux politiques. L'objectif de cette individualisation est de permettre aux jeunes en fin de scolarité obligatoire d'accéder directement à une formation du degré secondaire II. La dernière année de la scolarité obligatoire ne doit plus être considérée comme une année qui marque la fin attendue d'un cycle, mais comme une année qui ouvre la voie au monde du travail. Cela nécessite d'encadrer les jeunes individuellement. La réduction prévue du nombre de leçons compliquera toutefois cette tâche.

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 1.200                            | 3.900 | 5.500 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 17.0                             | 34.5  | 34.5  |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.400                            | 1.200 | 1.600 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.3.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>                | Ecole obligatoire et offres périscolaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction du pool « Intégration et mesures pédagogiques particulières » (IMEP)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Réduction, à compter du 1<sup>er</sup> août 2018, du pool de leçons dévolues à l'intégration et aux mesures pédagogiques particulières (IMEP) que les communes peuvent utiliser selon leurs besoins. Les leçons IMEP sont utilisées pour le soutien pédagogique ambulatoire par des enseignants et enseignantes spécialisés, pour la logopédie, pour la psychomotricité, pour l'allemand langue seconde, etc.</p> <p>On ne peut pas exclure que cette mesure engendre des coûts supplémentaires dans le domaine du handicap (plus d'admissions dans les écoles spécialisées).</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Articles 14 à 18 de l'ordonnance du 19 septembre 2007 régissant les mesures pédagogiques particulières à l'école obligatoire (OMPP ; RSB 432.271.1) (modification des formules).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.800  | 2.000 | 2.000 | 2.000                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 12.5   | 12.5  | 12.5  | 12.5                             |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.200  | 0.600 | 0.600 | 0.600                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.3.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>                | Ecole obligatoire et offres périscolaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Mesure</b>                            | Abandon des contributions cantonales pour le transport scolaire                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Les coûts liés au transport scolaire seront à l'avenir laissés entièrement à la charge des communes. Ces dernières seront compétentes pour déterminer si un trajet scolaire est excessif, organiser le transport scolaire et le financer en totalité. Les contributions cantonales à hauteur de 30 à 50 pour cent des coûts seront supprimées. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet ; l'article 49a, alinéa 1 de la loi sur l'école obligatoire (LEO) et les articles 11 ss de l'ordonnance sur l'école obligatoire (OEO) sont formulés de manière potestative.                                                                                                                                                        |

|                                      | Budget |        |        | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|--------|--------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019   | 2020   | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 4.200  | 4.200  | 4.200                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0    | 0.0    | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | -4.200 | -4.200 | -4.200                           |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.3.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Groupe de produits</b>                | Ecole obligatoire et offres périscolaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression de postes dans l'administration centrale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Des projets sont clos et des prestations supprimées au sein de l'administration centrale de l'Office de l'enseignement préscolaire et obligatoire, du conseil et de l'orientation (OECO).</p> <p>Ainsi, l'OECO ne sera plus le backoffice des écoles dans la même mesure qu'aujourd'hui. Certaines fonctions de contrôle devront être assumées par les directions d'école (p. ex. en ce qui concerne le remboursement des frais de formation continue du corps enseignant). La suppression du remboursement des coûts liés au transport scolaire entraînera en outre la suppression des tâches administratives y afférentes.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Modification des lignes directrices concernant le remboursement des frais de formation continue du corps enseignant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.300  | 0.500 | 0.600 | 0.700                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 2.5    | 3.5   | 4.0   | 4.5                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 48.4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>      | Ecoles moyennes et formation professionnelle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Mesure</b>                  | Suppression de prestations dans les écoles d'horticulture d'Oeschberg et de Hünibach                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>Abandon de la formation cantonale à plein temps de fleuriste à l'école d'horticulture d'Oeschberg</p> <p>Résiliation du contrat de délégation conclu avec l'école d'horticulture de Hünibach et, partant, suppression de la subvention cantonale</p> <p>Conformément à l'article 20 de la loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP), le canton peut gérer des écoles de métiers au besoin. Les places d'apprentissage de fleuriste à l'école d'horticulture d'Oeschberg ont été créées en août 2005 lors de la crise des places d'apprentissage. De nos jours, il y a suffisamment de places d'apprentissage duales dans différentes professions. L'offre dans la profession de fleuriste satisfait aussi aux besoins du marché du travail. A l'heure actuelle (année scolaire 2016-2017), 35 places d'apprentissage de fleuriste sont concernées par la mesure (réparties sur les trois années de la formation). La mesure ne devrait toutefois pas mettre en péril l'existence de l'école d'horticulture d'Oeschberg, qui a entre-temps été rattachée au bzemme. La formation à plein temps de jardinier/ère est quant à elle maintenue.</p> <p>L'école privée d'horticulture de Hünibach propose une formation à plein temps de jardinier/ère CFC et AFP, laquelle est principalement axée sur des principes biodynamiques. Cette orientation n'est pas spécialement prévue dans l'ordonnance fédérale sur la formation professionnelle. Il</p> |

s'agit d'une prestation complémentaire que le canton a financée jusqu'à présent en intégralité au moyen d'une subvention. Au vu des petites structures, des dépenses supplémentaires engendrées par cette orientation particulière et du fait que des jeunes nécessitant une prise en charge supplémentaire sont formés, les coûts (et donc la subvention cantonale) équivalent plus ou moins au double des coûts par apprenti/e à l'école d'horticulture d'Oeschberg (soit 2 mio de francs par an). En cas de suppression de la subvention cantonale, il n'est pas certain que la fondation puisse continuer à proposer les places de formation correspondantes. A l'heure actuelle (année scolaire 2016-2017), 45 places d'apprentissage de jardinier/ère sont concernées par la mesure (réparties sur les deux ou trois années de la formation). Il faut par ailleurs noter qu'il ne sera pas possible d'économiser la totalité de la subvention cantonale car les apprentis et apprenties en système dual devront être formés dans d'autres professions (1,8 mio de francs net).

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.500                            | 1.000 | 2.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 2.0                              | 4.0   | 5.5   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

\* Les effets sur le personnel incluent uniquement les EPT pour l'école cantonale d'horticulture d'Oeschberg. Si l'école d'horticulture de Hünibach devait fermer suite à la suppression de la subvention cantonale, environ 14,5 EPT soumis au droit privé seraient touchés.

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>                | Ecoles moyennes et formation professionnelle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                            | Ecoles supérieures : abandon du financement supplémentaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Soutien des écoles supérieures (ES) uniquement sur la base des forfaits intercantonaux prévus par l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES) ; exception : Höhere Fachschule für Technik Mittelland</p> <p>Conformément à l'article 27 de la loi sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (LFOP), le canton peut encourager davantage les écoles supérieures qui présentent un intérêt public particulier. Le Conseil-exécutif détermine par voie d'ordonnance les offres qui présentent un intérêt public particulier. A l'heure actuelle, cela concerne quatre prestataires : l'école hôtelière de Thoun, l'école d'horticulture d'Oeschberg, l'ES cantonale Bois à Bienne et la Höhere Fachschule für Technik Mittelland. Ces institutions perçoivent des contributions supérieures de 40 à 65 pour cent par rapport à celles versées aux autres écoles supérieures.</p> <p>Au vu de la pratique en matière de financement dans d'autres cantons, les contributions supplémentaires accordées aux trois premières écoles sont supprimées. Dans d'autres cantons, les offres correspondantes ne bénéficient en effet pas d'un financement supplémentaire. La contribution supplémentaire doit en revanche être maintenue pour la Höhere Fachschule für Technik Mittelland, qui est l'une des deux écoles à plein temps de Suisse alémanique dans le domaine génie mécanique/systèmes industriels. La demande en personnes formées dans ce domaine est très forte dans l'industrie. L'école a été fondée il y a quelques années suite à la fusion de deux écoles biennoises et de l'école technique de Granges avec pour mandat explicite du Conseil-exécutif de contrer la pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui touche l'industrie de précision au pied sud du Jura. Par conséquent, cette école est cofinancée par les cantons de Berne et de Soleure sur la base d'une convention intercantonale.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Article 94a de l'ordonnance du 9 novembre 2005 sur la formation professionnelle, la formation continue et l'orientation professionnelle (OFOP ; RSB 435.11),                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000 | 1.000 | 2.500                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 3.0   | 6.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

\* Les effets sur le personnel incluent uniquement les EPT pour l'école cantonale d'horticulture d'Oeschberg et pour l'ES cantonale Bois à Bienne.

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 48.4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>      | Ecoles moyennes et formation professionnelle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Mesure</b>                  | Formation professionnelle : organisation conséquente des classes selon la région linguistique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>Le nombre de classes est déterminé par profession au début de la formation sur la base du nombre de contrats d'apprentissage. On tient parfois aussi compte des particularités régionales, des trajets et des sites scolaires, ce qui peut entraîner la création d'un nombre supérieur de classes que si la planification était effectuée pour l'ensemble du canton. Cela engendre des coûts plus élevés. A l'avenir, l'ouverture de classes doit se fonder de manière conséquente sur le nombre total de contrats d'apprentissage par profession dans chaque région linguistique. Cette mesure permettra d'économiser quatre à cinq classes.</p> <p>La taille de classe maximale demeure inchangée, mais il est admissible de prévoir des classes légèrement plus grandes. Le principe du lieu d'apprentissage, selon lequel les personnes en formation fréquentent l'école la plus proche de leur entreprise formatrice, est maintenu, de même que les lieux de scolarisation décentralisés, pour autant qu'ils soient encore efficaces et puissent offrir des prestations de bonne qualité. On ne peut toutefois pas exclure que certains sites scolaires soient fermés et que certains apprentis et apprenties doivent parcourir des trajets plus longs pour se rendre à l'école.</p> |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.400 | 0.800 | 1.200                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 1.0    | 2.0   | 5.0   | 8.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.4.4                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Groupe de produits</b>                | Ecoles moyennes et formation professionnelle                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression de postes dans l'administration centrale                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Plusieurs mesures doivent aboutir à la réduction de postes dans l'administration centrale : les processus au sein de l'OSP sont en cours d'examen afin d'être optimisés. Les autres économies doivent être obtenues au moyen d'une réduction des prestations aux partenaires de formation. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.400 | 0.400 | 0.400                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 4.0   | 4.0   | 4.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 48.4.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Groupe de produits</b>      | Ecoles moyennes et formation professionnelle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                  | Financement des solutions transitoires sur la base de la clé de l'école obligatoire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>Les solutions transitoires préparant à la formation professionnelle contribuent en large partie au taux élevé de diplômés et diplômées (95 %) du degré secondaire II. Elles ont également un impact positif sur les coûts afférant à l'aide sociale portés par les communes et le canton. Les communes doivent donc cofinancer la passerelle entre l'école obligatoire et la formation professionnelle sur la base de la même clé de financement que l'école obligatoire.</p> <p>Par le passé, les solutions transitoires étaient financées selon la même clé que l'école obligatoire. Dans le cadre de la répartition des tâches entre le canton et les communes, un nouveau partage des rôles a été réalisé et les solutions transitoires, en tant que préparation à la formation professionnelle, ont été nouvellement attribuées au degré secondaire II. Avec l'entrée en vigueur de la loi sur la formation et l'orientation professionnelles en 1998, le financement des années scolaires de préparation à la formation (anciennement dixièmes années scolaires) est passé des communes au canton. Depuis, le canton couvre le financement des solutions transitoires en totalité. Seules quelques solutions transitoires dans le domaine social (qui sont également coordonnées par l'OSP) sont cofinancées par les communes au moyen de la compensation des charges de l'aide sociale.</p> <p>Dans d'autres cantons évalués, les solutions transitoires sont cofinancées par les communes (canton de Zurich : à hauteur d'environ 50 % ; canton de Saint-Gall : en totalité pour toutes les solutions transitoires visant l'intégration ; canton de Lucerne : co-financement avec le Département de la santé ; canton d'Argovie : à hauteur de 25 %).</p> |

**Modification de base(s) légale(s)** Loi du 27 novembre 2000 sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC ; RSB 631.1)  
Compensation des charges liées aux traitements du corps enseignant à l'école obligatoire  
Loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE ; RSB 430.250)

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |         |         |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|---------|---------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020    | 2021    |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000                            | 10.000  | 10.000  |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0     | 0.0     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | -10.000 | -10.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 48.4.6

**Groupe de produits** Ecoles moyennes et formation professionnelle

**Mesure** Réduction des subventions cantonales versées au Bildungszentrum Pflege

**Descriptif de la mesure**

Le Bildungszentrum Pflege (BZ Pflege) est la plus grande école supérieure de Suisse en matière de soins infirmiers. En comparaison avec les autres cantons, elle est aussi celle dont les coûts par étudiant ou étudiante sont les plus élevés. Plusieurs raisons expliquent cela : programme de qualité élevé mais coûteux, offre décentralisée (sites à Berne et à Thône) ainsi que cursus post-grades coûteux.

Dans le cadre des mesures EOS, le Grand Conseil a renoncé, principalement pour des raisons de politique régionale, à clore le site de Thône et ainsi à potentiellement économiser 1 million de francs supplémentaire. Par ailleurs, le BZ Pflege a pu démontrer que le seul site de Berne n'aurait pas disposé d'assez de place pour accueillir tous les étudiants et étudiantes. Dans le contexte actuel de réduction des coûts, il est question de revenir sur cette décision économique. Il convient également de prendre en compte que, en raison de l'ouverture d'une école supérieure en Valais, le BZ Pflege va perdre les étudiants et étudiantes des cantons voisins. Cela entraînera une baisse des dépenses car les contributions AES du Valais ne couvrent déjà pas en totalité les frais. Cependant, l'institution doit avoir le droit de choisir dans quels domaines elle souhaite mettre en œuvre des mesures d'économies. Avec ces exigences financières, les coûts du BZ Pflege devraient se rapprocher de la moyenne intercantonale.

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.200  | 0.300                            | 0.500 | 1.000 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Groupe de produits</b>                | Enseignement supérieur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mesure</b>                            | Suspension unique de l'augmentation des contributions à l'Université, à la BFH et à la PHBern                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | L'augmentation annuelle de 1 pour cent des contributions cantonales aux hautes écoles prévue dans le budget et le plan intégré mission-financement pour respecter les contrats de prestations est suspendue pendant un an. Etant donné que la progression salariale doit être financée par les hautes écoles, cette suspension représente dans les faits une réduction des ressources, ce qui n'est pas souhaitable sur un plan de politique de formation pour les hautes écoles, qui sont très importantes pour Berne mais qui sont, en comparaison intercantonale, faiblement financées. Toutefois, cette mesure ne remet pas fondamentalement en question la sécurité visée en matière de planification pour les hautes écoles. En anticipant, celles-ci peuvent éviter des conséquences graves pour leurs prestations lors de la mise en œuvre de mesures de priorisation et d'économies nécessaires à l'interne. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Le montant des subventions cantonales octroyées aux hautes écoles est fixé par voie d'ACE conformément à la législation sur les hautes écoles.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.000 | 4.900 | 4.900                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.5.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Enseignement supérieur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Economies HE-Arc + HEP-BEJUNE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Conformément aux clés de répartition définies dans les concordats conclus avec les cantons de Neuchâtel et du Jura, des mesures d'allégement économique et d'optimisation sont mises en œuvre à la HE-Arc et à la HEP-BEJUNE, entraînant une réduction des subventions octroyées aux deux hautes écoles communes.</p> <p>Dans la lignée des paquets de mesures décidés dans le cadre des comités stratégiques de direction de la HE-Arc et de la HEP-BEJUNE (représentants et représentantes des gouvernements des trois cantons responsables) en accord avec les directions des hautes écoles, des économies réalisées et des prestations optimisées dans les deux hautes écoles permettent une réduction des subventions par les cantons responsables, conformément aux clés de répartition définies dans les concordats HE-Arc et HEP-BEJUNE.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Le Conseil-exécutif arrête la subvention octroyée à la HE-Arc et à la HEP-BEJUNE sur la base des recommandations du comité stratégique et par voie d'un ACE annuel.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.550  | 0.550                            | 0.550 | 0.550 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.5.3                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Groupe de produits</b>                | Enseignement supérieur                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression de postes dans l'administration centrale                                                                                                                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Des économies sont réalisées au niveau des frais de personnel grâce à la modification de processus et de tâches ainsi qu'à l'adaptation de la répartition des tâches entre les sections de l'Office de l'enseignement supérieur. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                      |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.085  | 0.085                            | 0.100 | 0.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.5    | 0.5                              | 0.6   | 0.6   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.5.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Enseignement supérieur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Augmentation de 400 francs par an des taxes d'études pour les étudiants et étudiantes étrangers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>En plus des taxes semestrielles de 750 francs pratiquées par les hautes écoles bernoises, les étudiants et étudiantes en bachelor et en master qui n'étaient pas au bénéfice d'un permis de séjour en Suisse avant leurs études devront payer 200 francs par semestre. Ce type de participation supplémentaire aux coûts par les étudiants et étudiantes étrangers est déjà pratiqué dans des hautes écoles d'autres cantons. Il se justifie par le fait que les hautes écoles suisses et les cantons dans lesquels elles se trouvent ne perçoivent aucune contribution de la part des pays d'origine de ces étudiants et étudiantes, contrairement aux étudiants et étudiantes au bénéfice d'un permis de séjour en Suisse, dont les cantons d'origine versent des contributions au canton qui les accueille pour leurs études conformément aux concordats AIU et AHES.</p> <p>Comme les hautes écoles perçoivent des taxes supplémentaires, la contribution cantonale versée à l'Université et à la Haute école spécialisée est réduite proportionnellement. Cela concerne la contribution cantonale pour l'Université et la Haute école spécialisée. Actuellement, aucune personne étrangère ne suit une formation à la Haute école pédagogique germanophone.</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | <p>Les bases légales existent pour l'Université (art. 65, al. 5 de la loi du 5 septembre 1996 sur l'Université ; LUni) et pour la Haute école spécialisée (art. 52, al. 5 de la loi du 19 juin 2003 sur la Haute école spécialisée bernoise ; LHESB), mais elles manquent encore pour la Haute école pédagogique germanophone.</p> <p>Modifications d'ordonnances : article 39 de l'ordonnance du 12 septembre 2012 sur l'Université (OUni ; RSB 436.111.1) et article 72 de l'ordonnance du 5 mai 2004 sur la Haute école spécialisée bernoise (OHESB ; RSB 436.811).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.150  | 0.300                            | 0.300 | 0.300 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 48.6.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Groupe de produits</b>      | Culture                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                  | Service des monuments historiques : réduction de 50 pour cent des fonds publics pour les subventions octroyées à des monuments historiques inventoriés                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>Le Service des monuments historiques soutient les travaux de restauration des monuments historiques et coordonne l'allocation d'aides financières provenant de fonds de la Direction de l'instruction publique, du Fonds de loterie cantonal, de subventions de l'Office fédéral de la culture ou de fonds de tiers. Dans le cadre de la Stratégie de protection du patrimoine, le Grand Conseil a réclamé une réduction du nombre d'objets dignes de conservation inscrits au recensement architectural cantonal. Le projet Recensement architectural 2020 a été lancé en 2016.</p> <p>Les subventions cantonales budgétées du produit Protection du patrimoine sont réduites de moitié. La contribution du Service des monuments historiques aux frais liés aux mesures de protection des monuments dans le cadre de rénovations (jusqu'à 20 000 francs) est réduite ou supprimée en totalité. Les propriétaires de bâtiments historiques portent ainsi eux-mêmes les frais liés aux mesures de protection des monuments dès lors que l'objet est supprimé du recensement architectural.</p> |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 1.660  | 1.660 | 1.660 | 1.660                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 48.6.2                                                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>                | Culture                                                                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                            | Suppression de postes dans l'administration centrale                                                                                                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction de personnel dans le produit Encouragement des activités culturelles. Les processus doivent être simplifiés pour permettre la suppression de postes. |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Article 16 de l'ordonnance sur l'encouragement des activités culturelles (OEAC ; RSB 423.411.1)                                                                |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.000  | 0.050 | 0.100 | 0.200                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.3   | 0.5   | 0.8                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 48.6.3

**Groupe de produits** Culture

**Mesure** Diverses mesures isolées

**Descriptif de la mesure** Diverses mesures dans les trois produits Protection du patrimoine, Archéologie et Encouragement des activités culturelles. La réduction des tâches dans ces domaines entraîne la suppression de 5,2 EPT.

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.500  | 0.900 | 0.900 | 1.300                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 1.0    | 2.4   | 2.8   | 5.2                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

**N°** 48.6.4

**Groupe de produits** Culture

**Mesure** Archéologie : réduction de l'offre de prestations

**Descriptif de la mesure** Réduction progressive des prestations – des fouilles à l'évaluation scientifique en passant par la conservation – grâce à l'établissement de priorités supplémentaires (c'est-à-dire renoncement à des mesures choisies). Renoncement à l'analyse scientifique de certains biens culturels et résiliation des conventions de prestations conclues avec l'Institut de médecine légale de l'Université de Berne et avec le Musée d'histoire naturelle de Berne.

Retards dans les fouilles possibles pouvant entraîner des retards pour les maîtres d'ouvrage.

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré<br>mission-<br>financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|-----------------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                                    |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.400  | 0.500 | 0.600 | 0.600                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.100 | 0.100 | 0.100                                   |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

### 11.1.8 Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie (TTE)

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 49.1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>                | Soutien à la direction (TTE)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                            | Coupes dans les biens, services et marchandises et dans les subventions d'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Renonciation à confier à des externes des mandats d'évaluation (exception : cadres supérieurs) et de conseil pour le recrutement de personnel</p> <p>Réduction des moyens affectés à l'entretien et au développement des applications informatiques spécialisées</p> <p>Renonciation à allouer différentes subventions à des entreprises d'économie mixte et à des institutions privées</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.727  | 0.727 | 0.727 | 0.727                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 49.2.1                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>      | Juridiction administrative et prestations juridiques                                                                                                                                                               |
| <b>Mesure</b>                  | Coupes dans les biens, services et marchandises                                                                                                                                                                    |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Coupes dans les moyens affectés aux dépenses pour la formation continue, les ouvrages de référence, les mandats confiés à des tiers et les expertises de la Commission de protection des sites et du paysage (CPS) |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.020  | 0.020 | 0.020 | 0.020                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 49.3.1                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Groupe de produits</b>      | Information géographique                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction de la fréquence de mise à jour de la mensuration officielle                                                                                                                                                                                              |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>La fréquence de mise à jour de la mensuration officielle est réduite (requiert l'approbation préalable de la Direction fédérale des mensurations cadastrales).</p> <p>Les dépenses pour les prestations de services (informatiques) de tiers sont réduites.</p> |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.440  | 0.440 | 0.440 | 0.440                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0   | 0.0   | 0.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 49.4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Groupe de produits</b>      | Gestion des biens immobiliers                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des frais pour les biens, services et marchandises par différentes mesures et suppression d'un poste                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | <p>Réduction des prestations préalables aux projets : renonciation à faire appel à des spécialistes externes pour les études préliminaires et les tâches spéciales</p> <p>Réduction des frais d'exploitation : renonciation à poser des installations automatisées comme des commandes de portail électriques, suppression ou renégociation d'abonnements de service et de contrats (p. ex. fourniture d'électricité)</p> <p>Réduction des dépenses de location par une densification des surfaces administratives et une optimisation des sites</p> <p>Réduction de l'effectif budgété de l'OIC de 1.0 EPT</p> |

**Modification de base(s) légale(s)** Aucun effet

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 2.900  | 3.700 | 4.000 | 4.600                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 1.0    | 1.0   | 1.0   | 1.0                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000 | 0.000 | 0.000                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 49.5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Groupe de produits</b>                | Infrastructures                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Mesure</b>                            | Coupes dans les biens, services et marchandises par différentes mesures, réduction de subventions cantonales et suppression d'un poste                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Réduction des prestations préalables aux projets (par ex. études de conception) et des prestations de soutien de nature technique ou juridique fournies par des externes</p> <p>Réduction des dépenses d'entretien des routes (exploitation, formation continue, achat d'appareils, etc.)</p> <p>Réduction des subventions cantonales à l'entretien des chemins de rive et des espaces d'utilité publique au sens de l'ordonnance sur les rives des lacs et des rivières (ORL)</p> <p>Report de l'établissement des plans directeurs des eaux requérant un niveau de coordination élevé au sens de la loi sur l'aménagement des eaux (LAE)</p> <p>Non-remplacement d'un poste dans le domaine de la technique de la circulation</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 29 juin 1983 sur les rives des lacs et des rivières (ORL ; RSB 704.111), article 13, alinéa 1 (état au 01.01.2015)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 2.800  | 2.800                            | 2.800 | 2.800 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 1.0    | 1.0                              | 1.0   | 1.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.200  | 0.200                            | 0.200 | 0.200 |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 49.6.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Groupe de produits</b>                | Transports publics et coordination des transports                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                            | Coupes dans les indemnités allouées aux ETC et suppression de prestations/tâches à l'OTP                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Réduction des indemnités allouées aux entreprises de transport concessionnaires en exigeant des mesures d'efficacité supplémentaires pour l'exploitation des offres de TP commandées</p> <p>Il est renoncé à différentes prestations et tâches de l'OTP (gestion de la mobilité dans l'administration cantonale, Journée bernoise des transports).</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 5.320  | 5.320 | 5.320 | 5.320                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.5    | 0.5   | 0.5   | 0.5                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 2.600  | 2.600 | 2.600 | 2.600                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 49.7.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Eaux et déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Mesure</b>                            | Coupes dans les biens, services et marchandises par différentes mesures, suppression de postes                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | <p>Réduction des tâches liées à l'application de la protection des eaux, en particulier dans le cadre d'inspections et de contrôles ainsi que de l'exercice de la haute surveillance sur les chantiers</p> <p>Réduction du budget pour la formation continue et le mobilier de bureau, réduction des mandats confiés à des externes</p> |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Ordonnance du 6 mars 1985 sur les constructions (OC ; RSB 721.1), article 34 (état au 01.04.2017)                                                                                                                                                                                                                                       |

|                                      | Budget |       |       | Plan intégré mission-financement |
|--------------------------------------|--------|-------|-------|----------------------------------|
|                                      | 2018   | 2019  | 2020  | 2021                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.360  | 0.400 | 0.584 | 0.765                            |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 1.7    | 2.7   | 3.4   | 4.8                              |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.030  | 0.030 | 0.030 | 0.030                            |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                     |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 49.8.1                                                              |
| <b>Groupe de produits</b>                | Développement durable                                               |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des subventions d'encouragement                           |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Diminution des subventions allouées pour la réfection des bâtiments |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                         |

|                                      | <b>Budget</b> |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |             |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-----------------------------------------|-------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b>                             | <b>2021</b> |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.870         | 0.870       | 0.870                                   | 0.870       |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0                                     | 0.0         |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | -0.260        | -0.260      | -0.260                                  | -0.260      |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

### 11.1.9 Contrôle des finances (CF)

|                                          |                                                                                                              |
|------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 50.1.1                                                                                                       |
| <b>Groupe de produits</b>                | Surveillance des finances                                                                                    |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des frais de personnel                                                                             |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction générale des effectifs du personnel par des engagements différés lors de fluctuations de personnel |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                  |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.100  | 0.100                            | 0.100 | 0.100 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.5    | 0.5                              | 0.5   | 0.5   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

### 11.1.10 Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données (BPD)

|                                          |                                                                                         |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 51.1.1                                                                                  |
| <b>Groupe de produits</b>                | Protection des données                                                                  |
| <b>Mesure</b>                            | Coupe des prestations de services de tiers                                              |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Réduction du nombre de mandats d'audit d'applications informatiques confiés à des tiers |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                             |

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.036  | 0.036                            | 0.036 | 0.036 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allégement / - = charges supplémentaires

### 11.1.11 Autorités judiciaires et Ministère public (JUS)

|                                |                                                                                                                                                                             |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 52.2.1                                                                                                                                                                      |
| <b>Groupe de produits</b>      | Juridictions civile et pénale                                                                                                                                               |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des biens, services et marchandises ainsi que du perfectionnement                                                                                                 |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Des réductions budgétaires concrètes dans plusieurs postes de dépenses – pas directement influencés par l'activité judiciaire – permettent la mise en œuvre des directives. |

#### 11.1.12 Modification de base(s) légale(s)

Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.570  | 0.570                            | 0.570 | 0.570 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                      | 52.3.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Groupe de produits</b>      | Juridiction administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Mesure</b>                  | Réduction des charges de biens, services et marchandises ainsi que des indemnités versées aux autorités et aux juges                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b> | Economie d'un montant fixe dans le domaine des indemnités versées aux autorités et aux juges ainsi qu'économies linéaires de 12% dans les charges de biens, services et marchandises relatives à la formation et à la formation continue du personnel, de même que dans les charges relatives à l'activité de base (assistance judiciaire, frais de port, coûts d'expertises, etc.). Ces dernières dépendent néanmoins des recours et actions introduits concrètement et de la capacité économique des parties recourantes et demandereses. Pour ces raisons, les possibilités d'économies dans ce domaine doivent être examinées et décidées à nouveau chaque année. |

#### Modification de base(s) légale(s)

Aucun effet

|                                      | Budget | Plan intégré mission-financement |       |       |
|--------------------------------------|--------|----------------------------------|-------|-------|
|                                      | 2018   | 2019                             | 2020  | 2021  |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.211  | 0.211                            | 0.211 | 0.211 |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0    | 0.0                              | 0.0   | 0.0   |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000  | 0.000                            | 0.000 | 0.000 |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

|                                          |                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>N°</b>                                | 52.4.1                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Groupe de produits</b>                | Ministère public                                                                                                                                                                                               |
| <b>Mesure</b>                            | Réduction des biens, services et marchandises                                                                                                                                                                  |
| <b>Descriptif de la mesure</b>           | Economies dans le domaine des ports/de l'envoi, des prestations de tiers, de la littérature spécialisée/des magazines, des frais de télécommunication, des frais de représentation et des denrées alimentaires |
| <b>Modification de base(s) légale(s)</b> | Aucun effet                                                                                                                                                                                                    |

|                                      | <b>Budget</b> |             |             | <b>Plan intégré mission-financement</b> |
|--------------------------------------|---------------|-------------|-------------|-----------------------------------------|
|                                      | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2020</b> | <b>2021</b>                             |
| Effets financiers (en mio CHF)       | 0.375         | 0.375       | 0.375       | 0.375                                   |
| Effets sur le personnel (en EPT)     | 0.0           | 0.0         | 0.0         | 0.0                                     |
| Effets sur les communes (en mio CHF) | 0.000         | 0.000       | 0.000       | 0.000                                   |

+ = allègement / - = charges supplémentaires

## 11.2 Annexe 2 : Analyse comparative intercantonale

Voir l'évaluation des finances du canton de Berne réalisée par BAK BASEL Economics AG et présentée dans un document séparé sous le titre « *Evaluation des Finanzhaushalts des Kantons Bern* ».

## 11.3 Annexe 3 : Résultats détaillés de l'analyse de la marge de manœuvre par groupes de produits

| Groupe de produits                                                                                                              | Subventions cantonales nettes (coûts - rentrées financières) | Imposées par la législation fédérale | Imposées par la législation cantonale | Residuelles (compétence Conseil-exécutif) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------|
| Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil                                                                                 | 0.1                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.1                                       |
| <b>Total CHA</b>                                                                                                                | <b>0.1</b>                                                   | <b>0.0</b>                           | <b>0.0</b>                            | <b>0.1</b>                                |
| Soutien aux fonctions de direction (ECO)                                                                                        | 3.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 3.0                                       |
| Développement et surveillance économique                                                                                        | 17.6                                                         | 0.9                                  | 4.8                                   | 11.9                                      |
| Assurance-chômage                                                                                                               | 19.0                                                         | 18.3                                 | 0.0                                   | 0.7                                       |
| Agriculture                                                                                                                     | 19.1                                                         | 0.2                                  | 0.0                                   | 19.0                                      |
| Forêt et dangers naturels                                                                                                       | 12.2                                                         | 6.7                                  | 0.0                                   | 5.5                                       |
| Nature                                                                                                                          | 6.2                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 6.2                                       |
| <b>Total ECO</b>                                                                                                                | <b>77.1</b>                                                  | <b>26.0</b>                          | <b>4.8</b>                            | <b>46.3</b>                               |
| Soutien aux fonctions de direction, prestations juridiques et services généraux                                                 | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Soins hospitaliers                                                                                                              | 1'187.0                                                      | 1'029.8                              | 26.1                                  | 131.1                                     |
| Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation                                        | 755.5                                                        | 0.0                                  | 0.0                                   | 755.5                                     |
| Protection de la santé et service sanitaire                                                                                     | 2.5                                                          | 0.0                                  | 1.1                                   | 1.4                                       |
| Protection des consommateurs et de l'environnement                                                                              | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Sécurité des médicaments/assurance-qualité                                                                                      | 0.1                                                          | 0.0                                  | 0.1                                   | 0.0                                       |
| Garantie du minimum vital et intégration                                                                                        | 380.2                                                        | 16.2                                 | 351.8                                 | 12.2                                      |
| Psychiatrie                                                                                                                     |                                                              |                                      |                                       |                                           |
| <b>Total SAP</b>                                                                                                                | <b>2325.2</b>                                                | <b>1046.0</b>                        | <b>379.1</b>                          | <b>900.2</b>                              |
| Soutien de la direction (JCE)                                                                                                   | 0.1                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.1                                       |
| Justice administrative interne à l'administration et prestations juridiques                                                     | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources                                                                    | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Soutien et surveillance des communes                                                                                            | 2.5                                                          | 0.0                                  | 2.5                                   | 0.0                                       |
| Préfectures                                                                                                                     | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Poursuites et faillites                                                                                                         | -0.2                                                         | 0.2                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Tenue du registre foncier                                                                                                       | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Tenue du registre du commerce                                                                                                   | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Dotation des paroisses en ecclésiastiques et suivi des ministères pastoraux et presbytéraux, relations entre l'Eglise et l'Etat | 0.1                                                          | 0.0                                  | 0.1                                   | 0.0                                       |
| Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales                                                                     | 542.5                                                        | 600.0                                | -215.0                                | 157.5                                     |
| Protection de l'enfant et encouragement de la jeunesse                                                                          | 0.1                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.1                                       |
| Mesures différenciées d'aide à la jeunesse                                                                                      | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte                                                                               | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Organisation du territoire                                                                                                      | 7.0                                                          | 5.2                                  | 1.8                                   | 0.0                                       |
| <b>Total JCE</b>                                                                                                                | <b>552.1</b>                                                 | <b>605.4</b>                         | <b>-210.7</b>                         | <b>157.7</b>                              |
| Soutien aux fonctions de direction, fonds et juridiction administrative (POM)                                                   | 0.3                                                          | 0.0                                  | 0.2                                   | 0.1                                       |
| Police                                                                                                                          | -23.2                                                        | -23.2                                | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Privation de liberté et mesures d'encadrement                                                                                   | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| Sécurité civile, sport et affaires militaires                                                                                   | 3.7                                                          | 3.4                                  | 0.0                                   | 0.3                                       |
| Population et immigration                                                                                                       | 4.9                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 4.9                                       |
| Circulation routière et navigation                                                                                              | 0.0                                                          | 0.0                                  | 0.0                                   | 0.0                                       |
| <b>Total POM</b>                                                                                                                | <b>-14.2</b>                                                 | <b>-19.8</b>                         | <b>0.2</b>                            | <b>5.3</b>                                |

|                                                                    |                |                |              |                |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|--------------|----------------|
| Gestion interne de la Direction, politique financière et droit     | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Personnel                                                          | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Informatique et organisation                                       | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Prestations de services finances du groupe                         | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Impôts et prestations de services                                  | -0.1           | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Péréquation financière Conf. - canton / canton - communes          | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| <b>Total FIN</b>                                                   | <b>-0.1</b>    | <b>0.0</b>     | <b>0.0</b>   | <b>0.0</b>     |
| Soutien aux fonctions de direction et prestations juridiques (INS) | 6.5            | 0.0            | 6.5          | 0.0            |
| Services centralisés                                               | 25.6           | 0.0            | 25.6         | 0.0            |
| Ecole obligatoire et offres périscolaires                          | 22.0           | 0.0            | 16.8         | 5.2            |
| Ecoles moyennes et formation professionnelle                       | 52.8           | -9.6           | 46.0         | 16.4           |
| Enseignement supérieur                                             | 584.1          | 0.0            | 579.2        | 5.0            |
| Culture                                                            | 51.9           | 0.0            | 42.7         | 9.3            |
| <b>Total INS</b>                                                   | <b>742.9</b>   | <b>-9.6</b>    | <b>716.8</b> | <b>35.8</b>    |
| Soutien aux fonctions de direction (TTE)                           | 0.0            | -0.3           | 0.0          | 0.2            |
| Juridiction administrative et prestations juridiques               | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Information géographique                                           | 1.7            | -0.3           | 2.0          | 0.1            |
| Gestion des biens immobiliers                                      | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Infrastructures                                                    | -28.8          | -65.0          | 35.0         | 1.3            |
| Transports publics et coordination des transports                  | 259.5          | 54.1           | 16.5         | 188.9          |
| Eaux et déchets                                                    | 15.4           | 0.4            | 14.9         | 0.0            |
| Développement durable                                              | 14.7           | -26.0          | 0.9          | 39.8           |
| <b>Total TTE</b>                                                   | <b>262.5</b>   | <b>-37.1</b>   | <b>69.3</b>  | <b>230.3</b>   |
| Surveillance des finances                                          | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| <b>Total CF</b>                                                    | <b>0.0</b>     | <b>0.0</b>     | <b>0.0</b>   | <b>0.0</b>     |
| Protection des données                                             | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| <b>Total BPD</b>                                                   | <b>0.0</b>     | <b>0.0</b>     | <b>0.0</b>   | <b>0.0</b>     |
| Direction de la magistrature                                       | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Juridictions civile et pénale                                      | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Juridiction administrative                                         | 0.0            | 0.0            | 0.0          | 0.0            |
| Ministère public                                                   | 0.0            | 0.1            | 0.0          | 0.0            |
| <b>Total JUS</b>                                                   | <b>0.0</b>     | <b>0.1</b>     | <b>0.0</b>   | <b>0.0</b>     |
| <b>Total canton</b>                                                | <b>3'945.6</b> | <b>1'611.1</b> | <b>959.6</b> | <b>1'375.7</b> |

## 11.4 Annexe 4 : Résultats détaillés de l'analyse de croissance des coûts

| Groupe de produits                                                                                                               | COÛTS PERTINENTS (= coûts de personnel et de matériel, coûts et rentrées financières des subventions cantonales) |             |             |             |             |             |                             |                              |           |           |           | CROISSANCE                   |        |                           |         |                              |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------------|------------------------------|-----------|-----------|-----------|------------------------------|--------|---------------------------|---------|------------------------------|---------|
|                                                                                                                                  | Valeurs tirées des comptes (en mio CHF)                                                                          |             |             |             |             |             |                             | Valeurs prévues (en mio CHF) |           |           |           | Valeurs tirées des comptes   |        | Valeurs prévues           |         | Période totale               |         |
|                                                                                                                                  | Compte 2010                                                                                                      | Compte 2011 | Compte 2012 | Compte 2013 | Compte 2014 | Compte 2015 | Compte 2016 (clôture cpias) | BU 2017                      | PIMF 2018 | PIMF 2019 | PIMF 2020 | 2010 - 2016 <sup>1) 2)</sup> | en %   | 2017 - 2020 <sup>3)</sup> | en %    | 2010 - 2020 <sup>2) 4)</sup> | en %    |
| Soutien du Conseil-exécutif et du Grand Conseil                                                                                  | 18.1                                                                                                             | 18.5        | 17.0        | 16.8        | 15.7        | 27.2        | 26.8                        | 27.4                         | 27.2      | 27.5      | 26.8      | 8.6                          | 47.7%  | 0.0                       | 0.1%    | 8.7                          | 47.8%   |
| Total CHA                                                                                                                        | 18.1                                                                                                             | 18.5        | 17.0        | 16.8        | 15.7        | 27.2        | 26.8                        | 27.4                         | 27.2      | 27.5      | 26.8      | 8.6                          | 47.7%  | 0.0                       | 0.1%    | 8.7                          | 47.8%   |
| Soutien aux fonctions de direction (ECO)                                                                                         | 9.0                                                                                                              | 10.0        | 10.0        | 9.1         | 8.6         | 9.3         | 9.4                         | 10.5                         | 10.5      | 10.6      | 11.5      | 0.5                          | 5.0%   | 2.0                       | 21.7%   | 2.5                          | 27.8%   |
| Développement et surveillance économique                                                                                         | 36.8                                                                                                             | 37.4        | 36.0        | 38.8        | 39.1        | 39.9        | 39.8                        | 40.6                         | 44.0      | 44.1      | 44.2      | 3.1                          | 8.3%   | 4.4                       | 10.9%   | 7.4                          | 20.2%   |
| Assurance-chômage                                                                                                                | 17.0                                                                                                             | 16.8        | 16.2        | 15.7        | 16.8        | 18.0        | 20.6                        | 21.1                         | 21.1      | 21.1      | 21.2      | 3.6                          | 21.4%  | 0.5                       | 2.7%    | 4.2                          | 24.7%   |
| Agriculture                                                                                                                      | 70.0                                                                                                             | 71.2        | 65.7        | 64.1        | 66.0        | 64.0        | 62.4                        | 67.1                         | 68.0      | 68.8      | 69.7      | -7.6                         | -10.8% | 7.2                       | 11.6%   | -0.3                         | -0.5%   |
| Forêt et dangers naturels                                                                                                        | 40.2                                                                                                             | 41.0        | 41.5        | 37.9        | 39.5        | 39.5        | 37.8                        | 40.9                         | 41.2      | 41.3      | 41.6      | -2.3                         | -5.8%  | 3.8                       | 9.9%    | 1.4                          | 3.5%    |
| Nature                                                                                                                           | 22.2                                                                                                             | 22.5        | 21.0        | 23.1        | 20.9        | 23.5        | 25.4                        | 22.7                         | 23.0      | 23.3      | 23.5      | 3.2                          | 14.3%  | -1.9                      | -7.5%   | 1.3                          | 5.7%    |
| Total ECO                                                                                                                        | 195.2                                                                                                            | 198.9       | 190.3       | 188.7       | 190.9       | 194.2       | 195.6                       | 202.9                        | 207.8     | 209.2     | 211.6     | 0.4                          | 0.2%   | 16.0                      | 8.2%    | 16.5                         | 8.4%    |
| Soutien aux fonctions de direction, prestations juridiques et services généraux                                                  | 10.0                                                                                                             | 10.3        | 10.2        | 10.5        | 10.0        | 13.0        | 13.3                        | 12.2                         | 12.3      | 12.3      | 12.3      | 3.3                          | 32.8%  | -1.0                      | -7.6%   | 2.3                          | 22.7%   |
| Soins hospitaliers                                                                                                               | 856.7                                                                                                            | 857.7       | 1'105.2     | 1'040.6     | 1'028.8     | 1'056.1     | 1'073.8                     | 1'194.9                      | 1'203.4   | 1'210.4   | 1'219.8   | 217.2                        | 25.3%  | 146.0                     | 13.6%   | 363.2                        | 42.4%   |
| Aide aux personnes ayant des besoins particuliers de soins, d'assistance ou de formation                                         | 489.8                                                                                                            | 537.2       | 667.0       | 681.5       | 710.5       | 724.5       | 752.2                       | 794.9                        | 824.2     | 843.6     | 861.1     | 262.5                        | 53.6%  | 108.8                     | 14.5%   | 371.3                        | 75.8%   |
| Protection de la santé et service sanitaire                                                                                      | 3.0                                                                                                              | 3.8         | 4.8         | 4.5         | 6.2         | 4.9         | 4.7                         | 6.3                          | 5.9       | 6.0       | 6.0       | 1.7                          | 55.1%  | 1.2                       | 26.3%   | 2.9                          | 96.0%   |
| Protection des consommateurs et de l'environnement                                                                               | 10.2                                                                                                             | 9.8         | 9.5         | 9.2         | 9.6         | 9.5         | 10.1                        | 10.2                         | 10.3      | 10.1      | 10.2      | -0.2                         | -1.6%  | 0.2                       | 1.8%    | 0.0                          | 0.1%    |
| Sécurité des médicaments/assurance-qualité                                                                                       | 1.1                                                                                                              | 1.1         | 1.1         | 1.2         | 2.1         | 2.2         | 2.1                         | 2.4                          | 2.4       | 2.4       | 2.4       | 1.0                          | 95.8%  | 0.3                       | 13.8%   | 1.3                          | 122.9%  |
| Garantie du minimum vital et intégration                                                                                         | 366.8                                                                                                            | 360.6       | 390.2       | 367.9       | 388.5       | 393.3       | 399.4                       | 389.0                        | 385.8     | 388.1     | 390.8     | 32.6                         | 8.9%   | -8.6                      | -2.1%   | 24.0                         | 6.5%    |
| Psychiatrie                                                                                                                      | 270.7                                                                                                            | 279.4       | 306.4       | 297.9       | 305.1       | 301.5       | 312.9                       | 0.0                          | 0.0       | 0.0       | 0.0       | 42.2                         | 15.6%  | -312.9                    | -100.0% | -270.7                       | -100.0% |
| Total SAP                                                                                                                        | 2'008.3                                                                                                          | 2'060.0     | 2'494.3     | 2'413.3     | 2'460.8     | 2'505.0     | 2'568.5                     | 2'409.9                      | 2'444.3   | 2'473.0   | 2'502.6   | 560.3                        | 27.9%  | -65.9                     | -2.6%   | 494.3                        | 24.6%   |
| Soutien de la direction (JCE)                                                                                                    | 1.6                                                                                                              | 1.8         | 1.7         | 1.8         | 1.8         | 1.7         | 1.8                         | 2.6                          | 2.7       | 2.7       | 2.7       | 0.1                          | 6.8%   | 0.9                       | 53.5%   | 1.1                          | 63.9%   |
| Justice administrative interne à l'administration et prestations juridiques                                                      | 1.4                                                                                                              | 1.5         | 1.5         | 1.5         | 1.4         | 1.5         | 1.6                         | 1.7                          | 1.6       | 1.5       | 1.5       | 0.1                          | 9.0%   | 0.0                       | -2.1%   | 0.1                          | 6.7%    |
| Pilotage de l'administration décentralisée et des ressources                                                                     | 19.2                                                                                                             | 17.0        | 18.5        | 17.2        | 19.0        | 14.6        | 14.7                        | 18.5                         | 18.3      | 18.3      | 18.5      | -4.5                         | -23.6% | 3.8                       | 25.7%   | -0.8                         | -4.0%   |
| Soutien et surveillance des communes                                                                                             | 3.0                                                                                                              | 5.3         | 2.6         | 4.2         | 9.1         | 4.4         | 4.6                         | 6.8                          | 7.3       | 7.3       | 7.3       | 1.6                          | 53.6%  | 2.8                       | 59.8%   | 4.4                          | 145.6%  |
| Préfectures                                                                                                                      | 20.5                                                                                                             | 21.2        | 21.3        | 19.7        | 20.3        | 20.8        | 21.2                        | 21.5                         | 21.7      | 21.8      | 22.2      | 0.8                          | 3.7%   | 1.0                       | 4.6%    | 1.7                          | 8.5%    |
| Poursuites et faillites                                                                                                          | 31.9                                                                                                             | 33.1        | 33.0        | 32.5        | 33.5        | 34.1        | 33.9                        | 36.1                         | 36.4      | 36.8      | 37.7      | 2.0                          | 6.1%   | 3.8                       | 11.2%   | 5.7                          | 18.0%   |
| Tenue du registre foncier                                                                                                        | 14.6                                                                                                             | 14.7        | 14.5        | 14.2        | 14.4        | 14.5        | 14.5                        | 15.9                         | 15.9      | 15.7      | 16.2      | -0.1                         | -1.0%  | 1.7                       | 11.9%   | 1.6                          | 10.8%   |
| Tenue du registre du commerce                                                                                                    | 3.4                                                                                                              | 2.8         | 2.9         | 2.8         | 3.0         | 3.0         | 2.9                         | 3.3                          | 3.2       | 3.2       | 3.2       | -0.5                         | -16.1% | 0.3                       | 10.6%   | -0.2                         | -7.2%   |
| Dotations des paroisses en ecclésiastiques et suivi des ministères pastoraux et presbytéraux, relations entre l'Eglise et l'Etat | 71.5                                                                                                             | 73.6        | 74.8        | 73.2        | 72.9        | 77.3        | 78.0                        | 75.4                         | 75.3      | 75.7      | 75.8      | 6.5                          | 9.1%   | -2.3                      | -2.9%   | 4.3                          | 6.0%    |
| Mise en œuvre des prescriptions sur les assurances sociales                                                                      | 514.0                                                                                                            | 540.0       | 557.6       | 541.8       | 493.5       | 481.7       | 526.7                       | 548.3                        | 557.8     | 569.0     | 579.2     | 12.6                         | 2.5%   | 52.5                      | 10.0%   | 65.2                         | 12.7%   |
| Protection de l'enfant et encouragement de la jeunesse                                                                           | 2.4                                                                                                              | 2.4         | 6.0         | 2.4         | 2.6         | 2.4         | 2.9                         | 3.0                          | 3.5       | 3.3       | 3.4       | 0.5                          | 21.5%  | 0.5                       | 17.1%   | 1.0                          | 42.3%   |
| Mesures différenciées d'aide à la jeunesse                                                                                       | 8.8                                                                                                              | 9.5         | 10.2        | 10.2        | 9.8         | 10.6        | 10.8                        | 11.5                         | 11.0      | 11.4      | 11.5      | 2.0                          | 22.4%  | 0.7                       | 6.0%    | 2.6                          | 29.7%   |
| Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte                                                                                | 0.0                                                                                                              | 0.0         | 0.0         | 127.6       | 144.6       | 155.6       | 160.8                       | 158.3                        | 158.3     | 158.4     | 158.6     | 33.2                         | 26.0%  | -2.2                      | -1.4%   | 31.0                         | 24.3%   |
| Organisation du territoire                                                                                                       | 12.2                                                                                                             | 11.2        | 11.5        | 10.8        | 12.8        | 12.2        | 11.9                        | 14.7                         | 14.4      | 13.7      | 14.1      | -0.3                         | -2.3%  | 2.2                       | 18.2%   | 1.9                          | 15.5%   |
| Total JCE                                                                                                                        | 704.6                                                                                                            | 734.1       | 756.3       | 859.8       | 838.6       | 834.4       | 886.2                       | 917.7                        | 927.5     | 938.9     | 951.8     | 181.5                        | 25.8%  | 65.6                      | 7.4%    | 247.1                        | 35.1%   |
| Soutien aux fonctions de direction, fonds et juridiction administrative (POM)                                                    | 7.3                                                                                                              | 7.9         | 7.7         | 7.2         | 7.4         | 7.8         | 8.1                         | 9.5                          | 9.7       | 9.7       | 10.3      | 0.8                          | 10.9%  | 2.2                       | 27.7%   | 3.0                          | 41.7%   |
| Police                                                                                                                           | 324.8                                                                                                            | 340.8       | 335.5       | 321.5       | 331.8       | 338.6       | 342.4                       | 358.8                        | 363.7     | 371.4     | 375.1     | 17.7                         | 5.4%   | 32.6                      | 9.5%    | 50.3                         | 15.5%   |
| Privation de liberté et mesures d'encadrement                                                                                    | 113.5                                                                                                            | 122.2       | 125.0       | 126.1       | 128.2       | 137.3       | 139.2                       | 143.7                        | 148.5     | 149.5     | 150.9     | 25.7                         | 22.7%  | 11.8                      | 8.5%    | 37.5                         | 33.0%   |
| Sécurité civile, sport et affaires militaires                                                                                    | 16.8                                                                                                             | 16.3        | 16.0        | 16.2        | 16.3        | 17.1        | 17.9                        | 21.7                         | 21.6      | 20.2      | 21.2      | 1.1                          | 6.7%   | 3.2                       | 18.1%   | 4.4                          | 26.0%   |
| Population et immigration                                                                                                        | 45.5                                                                                                             | 44.6        | 41.4        | 58.5        | 46.3        | 61.5        | 79.5                        | 77.0                         | 72.3      | 66.6      | 61.9      | 34.0                         | 74.6%  | -17.6                     | -22.1%  | 16.4                         | 36.0%   |
| Circulation routière et navigation                                                                                               | 41.5                                                                                                             | 41.4        | 39.7        | 38.9        | 40.9        | 40.5        | 40.5                        | 43.0                         | 43.5      | 43.7      | 44.0      | -1.0                         | -2.4%  | 3.5                       | 8.7%    | 2.5                          | 6.1%    |
| Total POM                                                                                                                        | 549.3                                                                                                            | 573.3       | 565.3       | 568.4       | 570.8       | 602.9       | 627.6                       | 653.7                        | 659.3     | 661.0     | 663.4     | 78.3                         | 14.3%  | 35.8                      | 5.7%    | 114.1                        | 20.8%   |
| Gestion interne de la Direction, politique financière et droit                                                                   | 4.0                                                                                                              | 3.8         | 4.5         | 4.5         | 4.3         | 4.4         | 4.4                         | 5.6                          | 5.6       | 5.6       | 5.7       | 0.4                          | 9.6%   | 1.3                       | 28.3%   | 1.6                          | 40.7%   |
| Personnel                                                                                                                        | 15.4                                                                                                             | 15.7        | 15.2        | 14.4        | 14.2        | 15.1        | 16.0                        | 18.8                         | 19.0      | 19.1      | 19.2      | 0.6                          | 4.1%   | 3.2                       | 19.7%   | 3.8                          | 24.5%   |
| Informatique et organisation                                                                                                     | 94.0                                                                                                             | 95.0        | 92.6        | 91.4        | 94.5        | 90.4        | 95.7                        | 94.2                         | 95.6      | 95.7      | 95.9      | 1.7                          | 1.8%   | 0.2                       | 0.2%    | 1.9                          | 2.0%    |
| Prestations de services finances du groupe                                                                                       | 9.1                                                                                                              | 8.6         | 9.9         | 9.8         | 10.9        | 10.4        | 12.3                        | 22.2                         | 25.0      | 26.1      | 27.0      | 3.2                          | 34.9%  | 14.7                      | 119.1%  | 17.9                         | 195.6%  |
| Impôts et prestations de services                                                                                                | 141.3                                                                                                            | 140.2       | 136.5       | 133.8       | 135.8       | 133.5       | 138.8                       | 161.9                        | 162.8     | 164.2     | 165.0     | -2.5                         | -1.8%  | 26.2                      | 18.9%   | 23.6                         | 16.7%   |
| Péréquation financière Conf. - canton / canton - communes                                                                        | 1.0                                                                                                              | 1.0         | 0.9         | 0.9         | 0.9         | 0.9         | 1.1                         | 1.2                          | 1.1       | 1.1       | 1.1       | 0.0                          | 2.2%   | 0.0                       | 1.4%    | 0.0                          | 3.6%    |
| Total FIN                                                                                                                        | 265.0                                                                                                            | 264.2       | 259.7       | 254.8       | 260.6       | 254.6       | 268.4                       | 303.8                        | 309.1     | 311.8     | 313.8     | 3.4                          | 1.3%   | 45.4                      | 16.9%   | 48.9                         | 18.4%   |
| Soutien aux fonctions de direction et prestations juridiques (INS)                                                               | 21.2                                                                                                             | 22.4        | 22.1        | 21.4        | 17.9        | 17.5        | 16.6                        | 17.7                         | 17.9      | 17.9      | 18.0      | -4.6                         | -21.7% | 1.5                       | 8.7%    | -3.1                         | -14.8%  |
| Services centralisés                                                                                                             | 34.6                                                                                                             | 34.5        | 31.6        | 32.7        | 39.7        | 35.8        | 38.6                        | 39.9                         | 42.6      | 42.8      | 42.9      | 4.0                          | 11.5%  | 4.3                       | 11.1%   | 8.2                          | 23.8%   |
| Ecole obligatoire et offres périscolaires                                                                                        | 1'133.9                                                                                                          | 1'175.4     | 1'177.4     | 1'170.9     | 1'172.2     | 1'181.0     | 1'195.3                     | 1'240.2                      | 1'252.3   | 1'274.4   | 1'285.3   | 61.4                         | 5.4%   | 90.0                      | 7.5%    | 151.4                        | 13.4%   |
| Ecoles moyennes et formation professionnelle                                                                                     | 614.9                                                                                                            | 630.0       | 590.0       | 588.5       | 593.1       | 607.3       | 617.9                       | 578.0                        | 584.0     | 588.8     | 590.1     | 2.9                          | 0.5%   | -27.7                     | -4.5%   | -24.8                        | -4.0%   |
| Enseignement supérieur                                                                                                           | 764.2                                                                                                            | 776.8       | 829.5       | 585.3       | 568.5       | 570.7       | 582.0                       | 587.8                        | 591.7     | 596.6     | 601.5     | -182.1                       | -23.8% | 19.5                      | 3.3%    | -162.7                       | -21.3%  |
| Culture                                                                                                                          | 78.0                                                                                                             | 69.4        | 66.5        | 62.2        | 71.1        | 75.4        | 75.5                        | 74.3                         | 78.0      | 78.3      | 78.7      | -2.5                         | -3.3%  | 3.2                       | 4.2%    | 0.6                          | 0.8%    |
| Total INS                                                                                                                        | 2'846.9                                                                                                          | 2'708.4     | 2'717.1     | 2'460.9     | 2'462.5     | 2'487.8     | 2'525.9                     | 2'538.0                      | 2'566.5   | 2'598.7   | 2'616.5   | -121.0                       | -4.6%  | 90.6                      | 3.6%    | -30.3                        | -1.1%   |
| Soutien aux fonctions de direction (TTE)                                                                                         | 15.5                                                                                                             | 16.2        | 15.1        | 15.9        | 16.0        | 15.0        | 16.1                        | 17.7                         | 18.1      | 18.3      | 18.4      | 0.6                          | 3.7%   | 2.3                       | 14.4%   | 2.9                          | 18.6%   |
| Juridiction administrative et prestations juridiques                                                                             | 2.2                                                                                                              | 2.3         | 2.2         | 2.2         | 2.2         | 2.2         | 2.2                         | 2.3                          | 2.3       | 2.3       | 2.4       | 0.0                          | -0.5%  | 0.2                       | 7.2%    | 0.1                          | 6.7%    |
| Information géographique                                                                                                         | 7.9                                                                                                              | 8.6         | 8.0         | 7           |             |             |                             |                              |           |           |           |                              |        |                           |         |                              |         |

## **11.5 Annexe 5 : Possibilités d'action du Grand Conseil sur le rapport PA 2018 et le budget 2018 / PIMF 2019-2021**

### *Nature juridique du rapport PA 2018*

Le présent document est un rapport au sens de l'article 51 de la loi sur le Grand Conseil (LGC ; RSB 151.21). Le Grand Conseil en prend connaissance. Il peut le renvoyer au Conseil-exécutif, mais doit alors préciser la nature du remaniement qu'il juge nécessaire. Le Grand Conseil peut accompagner le rapport de déclarations de planification. En revanche, il n'est pas possible de déposer des propositions demandant que le rapport soit modifié.

### *Nature juridique du budget et du PIMF*

Formellement, la partie du budget exposant les valeur-repères financières (volet financier) est une proposition d'arrêté du Conseil-exécutif à l'attention du Grand Conseil. Celui-ci peut modifier les valeurs-repères financières par voie d'arrêté. Les autres parties du budget sont assimilées à un rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil. Ce dernier peut utiliser l'outil de la déclaration de planification pour donner un signal politique concernant les parties du budget assimilées à un rapport.

Le plan intégré mission-financement (PIMF) constitue formellement un rapport du Conseil-exécutif au Grand Conseil. Il est soumis au Grand Conseil avec le budget pour approbation. Les parties du PIMF non approuvées retournent au Conseil-exécutif assorties de charges ; le Conseil-exécutif dispose de quatre mois pour les soumettre à nouveau à l'approbation du Grand Conseil. Le Grand Conseil peut assortir le PIMF de déclarations de planification.

### *Positionnement du PA 2018 par rapport au budget 2018 / PIMF 2019-2021*

Comme il est d'usage, le Conseil-exécutif adoptera fin août 2017 le budget 2018 et le PIMF 2019-2021 à l'intention du Grand Conseil. Les chiffres figurant dans ces deux documents de planification intègrent l'impact financier du PA 2018. Ainsi, le présent rapport complète les comptes rendus sur le budget 2018 et le PIMF 2019-2021. Ces trois documents de planification constituent un tout et ce sont leurs effets financiers et politiques combinés qui sont déterminants.

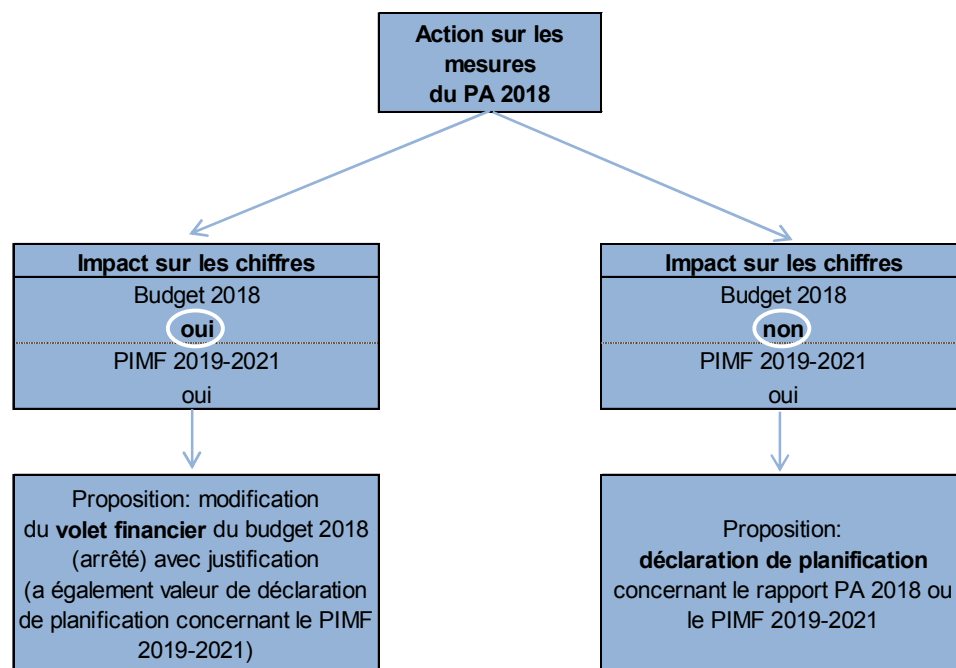
### *Possibilités d'action du Grand Conseil sur le PA 2018*

Le Grand Conseil dispose des possibilités suivantes pour agir sur le contenu du PA 2018 :

1. refuser des mesures ;
2. proposer des mesures supplémentaires.

### *Forme des propositions*

Les propositions revêtent une forme différente selon qu'elles ont ou non un impact sur les chiffres du budget 2018, comme le montre le schéma ci-après.



#### Exemple - Abandon d'une mesure

La mesure x prévoit des allègements financiers de CHF 2,5 mio dans le budget 2018 et de CHF 5 mio/an dans le PIMF 2019-2021.  
Proposition: le solde du groupe de produits xy est augmenté de CHF 2,5 mio dans le budget 2018. Motif: «Il convient de renoncer à la mesure x.» La proposition constitue également une déclaration de planification concernant l'impact financier sur le PIMF 2019-2021.

#### Exemple - Abandon d'une mesure

La mesure y a un impact financier non pas en 2018, mais seulement à partir de 2019; il est intégré dans les chiffres du PIMF 2019-2021. Cette mesure peut donner lieu à une proposition de déclaration de planification: «Il convient de renoncer à la mesure y.»

\* \* \* \* \*